

# COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



Organisation  
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: [codex@fao.org](mailto:codex@fao.org) - [www.codexalimentarius.org](http://www.codexalimentarius.org)

**REP20/CAC**  
**Septembre-Novembre 2020**

## **PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES**

### **COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS**

*Quarante-troisième Session*

*Session en ligne*

*24 – 26 septembre, 12, 19 octobre et 5-6 novembre 2020*

**RAPPORT**



**ANNEXES**

	Page
Annexe I: Liste des participants .....	25
Annexe II: Liste des normes et textes apparentés adoptés .....	61
Annexe III: Liste des projets de normes et textes apparentés adoptés à l'étape 5 .....	63
Annexe IV: Liste des normes et textes apparentés révoqués .....	64
Annexe V: Liste des nouveaux travaux approuvés .....	65
Annexe VI: Liste des travaux interrompus .....	66
Annexe VII: Amendements aux normes et textes apparentés du Codex .....	67
Annexe VIII: Présidents des organes subsidiaires du Codex .....	68

## RÉSUMÉ

La quarante-troisième session de la Commission du Codex Alimentarius (CAC) qui s'est tenue en ligne en raison de la pandémie de covid-19, a été ouverte par les Directeurs généraux de la FAO et de l'OMS. La session a compté 905 inscrits et a vu la participation de délégués représentant 133 pays membres, une organisation membre et 54 organisations ayant le statut d'observateur.

### Principales décisions prises lors de la quarante-troisième session de la Commission du Codex Alimentarius:

#### Adoption de 22 textes du Codex nouveaux et révisés:

- 8 normes sur les fruits et légumes frais et traités (kiwis ; aulx frais ; pommes de terre de conservation; ignames ; pâte de soja fermentée au piment fort (Gochujang); sauce au piment (sauce « chili ») (« piments forts ») ; fruits séchés ; mélanges de fruits en conserve)
- 4 normes régionales (préparations cuites à base de manioc fermenté ; feuilles fraîches de *Gnetum* spp. ; produits du kava à usage de boisson lorsqu'ils sont mélangés à de l'eau ; et sur le zaatar (mélange d'épices)).
- 8 révisions et amendements aux normes du Codex
- 1 nouveau Code d'usages (sur la gestion des allergènes alimentaires pour les exploitants du secteur alimentaire)
- 1 Code d'usages révisé (*Principes généraux d'hygiène alimentaire* (CXC 1-1969) et son annexe sur le système HACCP)

#### Adoption de 6 textes du Codex à l'étape 5 :

- 2 normes régionales (viande séchée; jus de noni fermenté)
- *Norme pour les préparations de suite*: Section B: avant-projet de champ d'application, définition et étiquetage
- Lignes directrices pour les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi (ATPE)
- Directives pour la gestion des épidémies biologiques d'origine alimentaire
- Révision du *Code d'usages visant à réduire au minimum et à maîtriser la résistance aux antimicrobiens* (CXC 61-2005)

#### Approbation de 6 nouveaux travaux:

- 4 normes régionales (produits à base de soja fermenté sous l'action de microorganismes appartenant à l'espèce *Bacillus* ; raviolis chinois surgelés ; riz cuit enveloppé dans des feuilles ; maamoul)
- Directives relatives à l'harmonisation de la législation sur les denrées alimentaires dans la région couverte par le CCAFRICA
- Directives pour l'utilisation et la réutilisation sans risque de l'eau dans la production alimentaire

#### Liste des pesticides destinés à être évalués en priorité par la JMPR, en 2021

**Réactivation d'un comité du Codex:** Le Comité sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP) afin que celui-ci travaille conformément à la Procédure d'inclusion de nouvelles espèces dans les normes pour les poissons et les produits de la pêche, et qu'il évalue la possibilité d'amender *la Norme sur les sardines et produits du type sardines en conserve* (CXS 94-1981) afin d'y inclure l'espèce *Sardinella lemuru* (sardinelle de Bali).

**Comités du Codex ajournés sine die :** Comité pour les céréales, les légumes secs et les légumineuses (CCCPL) et Comité sur les fruits et légumes traités (CCPFV)

**Nominations:** Kazakhstan en tant que Coordonnateur régional pour l'Europe (deuxième mandat) ; Ouganda en tant que Coordonnateur régional pour l'Afrique ; Chine en tant que Coordonnateur régional pour l'Asie ; Équateur en tant que Coordonnateur régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes ; Arabie saoudite en tant que Coordonnateur régional pour le Proche-Orient ; et les Fidji en tant que Coordonnateur régional pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest (premier mandat pour tous).

**Le Codex et la pandémie:** Mesures adoptées pour aborder les défis causés par la pandémie afin d'assurer la continuité des travaux à distance des comités du Codex en 2021 si les réunions physiques ne peuvent avoir lieu.

## INTRODUCTION

1. La Commission du Codex Alimentarius a tenu sa quarante-troisième session, pour la toute première fois à distance, les 24, 25 et 26 septembre, les 12 et 19 octobre et les 5 et 6 novembre 2020. La réunion a été présidée par M. Guilherme Antonio da Costa Jr. (Brésil), Président de la Commission, assisté par les Vice-Présidents, M. Purwiyatno Hariyadi (Indonésie), M<sup>me</sup> Mariam Eid (Liban) et M. Steve Wearne (Royaume-Uni). Les 905 inscrits représentaient 133 États Membres, une organisation membre, ainsi que des observateurs de 54 organisations internationales gouvernementales et organisations internationales non gouvernementales (ONG) et des organismes des Nations Unies. La liste des participants figure à l'annexe I.

## OUVERTURE

### Allocutions de bienvenue du Directeur général de la FAO et du Directeur général de l'OMS

2. M. Qu Dongyu<sup>1</sup>, Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), et M. Tedros Ghebreyesus Adhanom<sup>2</sup>, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), ont souhaité la bienvenue aux participants et ont prononcé une allocution devant la Commission. Les Directeurs généraux ont félicité les délégués pour la tenue de la toute première session en ligne de la Commission et pour leur volonté de continuer à transmettre leurs connaissances scientifiques malgré des conditions aussi difficiles. Le Président de la Commission a ensuite prononcé une allocution d'ouverture.

### Répartition des compétences<sup>3</sup>

3. Conformément au paragraphe 5 de l'article II de son Règlement intérieur, la Commission a pris note de la répartition des compétences entre l'Union européenne (UE) et ses États membres, telle que présentée dans le document de séance n° 1 (CRD1).

### ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 1 de l'ordre du jour)<sup>4</sup>

4. La Commission est convenue d'examiner les points de l'ordre du jour ayant trait à l'établissement de normes, comité par comité, comme l'indique le calendrier provisoire.

### RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LES SOIXANTE-DIX-HUITIÈME ET SOIXANTE-DIX-NEUVIÈME SESSIONS DU COMITÉ EXÉCUTIF (point 2 de l'ordre du jour)<sup>5</sup>

5. Conformément au paragraphe 7 de l'article V du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius, le Vice-Président M. Steve Wearne a appelé l'attention de la Commission sur les rapports des soixante-dix-huitième et soixante-dix-neuvième sessions du Comité exécutif de la Commission du Codex Alimentarius (le Comité exécutif) et a noté que la Commission examinerait les recommandations du Comité exécutif au titre des points de l'ordre du jour correspondants.
6. Les participants à la quarante-troisième session de la Commission du Codex Alimentarius ont noté:
  - i) les débats et les conclusions présentés dans les rapports des soixante-dix-huitième et soixante-dix-neuvième sessions du Comité exécutif;
  - ii) que les travaux des deux sous-comités sur la mise en œuvre d'un Plan stratégique pour 2020-2025 et sur l'application des Déclarations de principes concernant le rôle de la science se poursuivaient en dépit des retards dus à la pandémie de covid-19 et qu'il était nécessaire que le Secrétariat du Codex et les présidents des sous-comités ciblent les domaines d'action prioritaires afin d'assurer la continuité des activités d'élaboration de normes du Codex;
  - iii) que le rapport intérimaire du Sous-Comité exécutif portant sur les défis et opportunités stratégiques du Codex durant la pandémie serait examiné au titre du point 3 de l'ordre du jour;
  - iv) que les recommandations de l'examen critique mené par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, y compris en ce qui concerne l'ajournement des comités, seraient examinées, comité par comité, en même temps que les points 5 à 11 de l'ordre du jour et le point 14 relatif à la désignation des pays chargés de la nomination des présidents des organes subsidiaires du Codex.

<sup>1</sup> <http://www.fao.org/director-general/speeches/detail/fr/c/1309592/>.

<sup>2</sup> <https://www.who.int/dg/speeches/detail/the-43rd-session-of-codex-alimentarius-commission>.

<sup>3</sup> Répartition des compétences entre l'Union européenne et ses États membres (CRD1).

<sup>4</sup> CX/CAC 20/43/1-Rev.1, CX/CAC 20/43/1 Add.1.

<sup>5</sup> REP20/EXEC1; REP20/EXEC2; CRD11 (Guatemala); CRD13 (Inde).



12. Le Secrétaire a par ailleurs indiqué que toute nouvelle expérience permettrait au Secrétariat du Codex d'élaborer et de mettre à jour des orientations pratiques à l'intention des présidents, des gouvernements hôtes, des membres et des observateurs. Il a souligné qu'au cours de l'élaboration du document CRD37, l'idée avait été de donner au Codex une marge de manœuvre suffisante en matière de procédure pour continuer ses travaux, dans le respect de ses valeurs fondamentales. Selon lui, il n'est pas nécessaire d'envisager des modifications permanentes des procédures pour le moment, mais il sera possible d'en parler à l'avenir si le besoin s'en fait sentir.

#### *Réunions des organes subsidiaires du Codex*

13. Le Secrétaire a rappelé que les participants à la quarante-troisième session de la Commission avaient appuyé la recommandation du Sous-Comité, selon laquelle on ne saurait reporter encore les réunions des comités du Codex s'il n'est pas possible de les organiser selon des modalités présentielles. Pour les nombreuses réunions des comités subsidiaires prévues en 2021, il faut s'attendre à ce que certaines, si ce n'est toutes, doivent se tenir à distance. Il a ainsi été envisagé de mettre en place une exception temporaire, qui simplifierait considérablement le processus de planification, consistant à interpréter le terme «lieu» des paragraphes 7 et 8 de l'article XI – Organes subsidiaires du Manuel de procédure – non pas uniquement comme un lieu physique, mais aussi comme un cadre virtuel. Il a indiqué que de cette manière, il serait possible d'examiner avec la FAO, l'OMS et le Président et le gouvernement hôte concernés la situation de chaque réunion afin d'en déterminer la date et le lieu, qui pourra être physique ou virtuel.
14. Le Secrétaire a noté que dans le document CRD37, il est proposé que cette recommandation se limite à 2021 sous réserve d'un «examen plus complet» du Règlement intérieur de la Commission du Codex Alimentarius. Il a ajouté que cet examen n'était pas indispensable et qu'il appartiendrait à la Commission de statuer sur la question, sur la base des enseignements tirés en 2021.

#### *Réunions du Comité exécutif*

15. En ce qui concerne les réunions du Comité exécutif en 2021, le Secrétaire du Codex a indiqué que le document CRD37 aurait dû porter à la fois sur la quatre-vingtième et sur la quatre-vingt-unième sessions du Comité exécutif et, en réponse à une question, il a déclaré qu'en acceptant cette proposition, les membres du Comité exécutif n'auraient pas à approuver par la suite (comme cela avait été le cas pour la soixante-dix-neuvième session) la tenue des quatre-vingtième et quatre-vingt-unième sessions en ligne.
16. Il a également indiqué que l'ordre du jour des réunions se fonderait sur les discussions tenues entre le Président, la FAO, l'OMS et le Secrétariat du Codex et qu'il serait ensuite examiné au moment de son adoption. Il a ajouté qu'au fil des réunions en ligne, l'élaboration des ordres du jour deviendrait sans doute plus efficace et permettrait d'abattre tout le travail possible.

#### *Quarante-quatrième session de la Commission du Codex Alimentarius*

17. Le Secrétaire du Codex a indiqué qu'il était prévu de convoquer la quarante-quatrième session de la Commission du Codex Alimentarius du 8 au 13 novembre 2021 (sous réserve de la confirmation de la FAO et de l'OMS), afin de donner aux organes subsidiaires suffisamment de temps pour tenir leurs réunions, lesquelles pourraient devoir durer plus longtemps si elles ont lieu en ligne.
18. Il a également noté que, comme il n'était pas certain que la quarante-quatrième session puisse se tenir selon des modalités présentielles, les procédures en vue d'une session en ligne seraient examinées à part, avant la réunion.
19. En réponse aux questions soulevées, le Secrétaire a indiqué que le principal point à examiner dans le cas d'une session en ligne serait les procédures de vote destinées à élire le nouveau président et les nouveaux vice-présidents. Il a également confirmé que les règles ou procédures applicables à l'organisation d'une session en ligne devraient être approuvées par les membres à l'aide d'un processus similaire à celui qui a été mis en place en vue de la quarante-troisième session.

#### *Conclusions*

20. Les participants à la quarante-troisième session de la Commission du Codex Alimentarius:
- i) sont convenus que, à titre exceptionnel, compte tenu des circonstances créées par la pandémie, s'agissant des réunions et des sessions des organes subsidiaires du Codex qui auront lieu en 2021, il est possible d'interpréter les paragraphes 7 et 8 de l'article XI de sorte à inclure les modalités de réunion en ligne;
  - ii) sont convenus, à ce titre, qu'il est envisageable de tenir les réunions des organes subsidiaires du Codex en ligne en 2021, si la FAO et l'OMS le jugent opportun, après consultation des gouvernements des pays hôtes concernés et du Secrétariat du Codex;

- iii) sont convenus que les quatre-vingtième et quatre-vingt-unième sessions du Comité exécutif pourraient se tenir en ligne en 2021, dans le cas où les réunions physiques restent impossibles;
- iv) ont noté que si la quarante-quatrième session devait se tenir en ligne, des procédures de vote seraient mises au point par le Secrétariat du Codex en coopération avec les bureaux juridiques de la FAO et de l'OMS et présentées aux membres du Codex pour approbation.

### Partie 3: Travaux en cours du Sous-Comité et autres mesures à prendre

21. Une enquête en temps réel a été menée au cours de la session afin de recueillir des observations des délégués au sujet: i) des différents facteurs qui leur tiennent à cœur en tant que participants à une réunion en ligne; ii) des facteurs dont il faut tenir compte en planifiant une réunion en ligne; iii) des mécanismes, des pratiques ou des outils contribuant à l'efficacité des réunions en ligne. Il s'agissait également de donner aux délégués l'occasion de faire part de commentaires propres à l'organisation de ce type de réunion. Les résultats de l'enquête ainsi que d'autres contributions ont été publiés sous la cote CRD42 pour examen, selon qu'il convient, par le Sous-Comité et le Secrétariat du Codex.
22. La Commission a poursuivi les discussions sur les attentes du Sous-Comité et du Secrétariat du Codex. Les délégations se sont engagées à poursuivre les travaux du Codex à distance et ont salué les résultats obtenus par le Comité exécutif à sa soixante-dix-neuvième session et par la Commission du Codex Alimentarius à sa quarante-troisième session. Les participants à la quarante-troisième session de la Commission ont noté les commentaires et les observations ci-après, sur différents sujets.

#### *Réunions à distance*

- Les réunions en ligne sont l'occasion d'assurer la participation d'un plus grand nombre de membres aux réunions du Codex, compte tenu des dépenses importantes que représentent souvent les frais de déplacement dans le cas des réunions physiques, et doivent être perçues comme des outils au service des travaux du Codex sur le long terme, et non uniquement dans le contexte de la pandémie actuelle.
- Les réunions en ligne ne doivent pas nuire à l'engagement pris par le Codex d'élaborer des normes fondées sur la science.
- La transparence et le respect de toutes les autres valeurs fondamentales du Codex sont essentiels, indépendamment de la formule de réunion choisie.
- Le retour aux réunions physiques dans les meilleurs délais reste vivement souhaité.

#### *Réunions hybrides*

23. Des réserves ont été exprimées quant au recours à des réunions hybrides, en raison des difficultés qu'elles représentent pour ce qui est de respecter les valeurs fondamentales du Codex, du fait par exemple des éventuels problèmes technologiques, des restrictions relatives aux déplacements pour certains pays et des questions d'inclusion des participants en ligne. Les délégations qui ont exprimé des réserves n'étaient pas favorables au recours à des réunions hybrides dans un avenir proche.
24. *Nécessité de tirer des enseignements de l'expérience*
- Les membres et les observateurs doivent rester ouverts à ces nouvelles modalités de travail et apprendre de chaque réunion en ligne.
  - Le mandat actuel du Sous-Comité a reçu un accueil favorable et il a été considéré comme particulièrement important pour évaluer les effets de la pandémie sur le Codex, car il permet d'obtenir des informations sur les incidences de la pandémie sur les activités en cours des organes subsidiaires.
  - Il faut définir les pratiques optimales à adopter lorsqu'une réunion ne peut pas se tenir selon des modalités présentiels.
  - Il a été souligné qu'il importe de permettre la participation et de garantir la collaboration, et qu'il faut que le Codex renforce sa résilience en tant qu'organe afin d'être en mesure de faire face aux enjeux, d'en tenir compte dans la mise en œuvre du plan stratégique à l'avenir et d'apprendre des expériences et des plans de résilience d'autres organisations internationales.
25. *Nécessité d'utiliser efficacement des outils disponibles pendant la période intersessions afin de veiller au bon déroulement des réunions en ligne*
- Les membres doivent envisager d'accroître leur participation, en répondant aux lettres circulaires et en prenant pleinement part aux groupes de travail électroniques afin de préparer les réunions en ligne de manière efficace et efficiente.
  - Il convient de mettre davantage l'accent sur la formulation de conclusions et sur la recherche d'un consensus au sein des groupes de travail électroniques, en amont de la réunion officielle du Codex.
  - Les groupes pourraient avoir recours à des réunions en ligne pour faciliter leurs travaux.



26. *Optimiser les réunions du Codex en ligne*

- La planification, la préparation et la gestion du temps sont essentielles au bon déroulement des réunions en ligne.
- Il faut utiliser les outils qui rendent les réunions en ligne plus dynamiques et permettent les consultations à distance.
- Les sessions officielles ne devraient pas durer plus de deux semaines, par exemple, afin de favoriser la pleine mobilisation des membres, de conserver la dynamique des débats et d'éviter de créer de la confusion entre des réunions qui se chevauchent.
- Prévoir une rotation des horaires de réunion de sorte à ne pas toujours désavantager les membres de certaines régions.
- Éviter la démultiplication des voies de communication liées à chaque réunion en ligne.
- Contribuer à la participation active des membres, par exemple au moyen de webinaires préparatoires.
- Présenter les conclusions à l'écran, si c'est possible.
- Relever les défis d'ordre technologique liés aux réunions virtuelles, notamment la connectivité et la cybersécurité.

27. *Orientations pratiques et modifications des procédures*

- Il n'est pas nécessaire de modifier les procédures à l'heure actuelle.
- Les orientations élaborées à l'intention des participants de la quarante-troisième session de la Commission pourraient servir à mettre au point des orientations en vue d'autres réunions du Codex en ligne.
- Des orientations devront être élaborées à l'intention des pays hôtes et des présidents des réunions en ligne, notamment pour parvenir à un consensus.

*Approfondissement des débats à la suite de la quatre-vingtième session du Comité exécutif/Suite donnée aux travaux du Sous-Comité*

28. Le Coordonnateur pour l'Europe, faisant référence au document CRD29 qui avait été élaboré par les membres de la région Europe, a demandé que la version définitive du rapport du Sous-Comité soit présentée à la trente-deuxième session du Comité du Codex sur les principes généraux, en vue d'une discussion ouverte, notamment pour les questions qui relèvent du mandat dudit comité, et a demandé que la Commission apporte son appui à ce sujet.

D'autres délégations ont indiqué qu'aucune question appelant des indications complémentaires sur la procédure ou un examen de la part du Comité sur les principes généraux n'avait été relevée.

29. Le Secrétaire du Codex a indiqué, en réponse à une demande d'éclaircissement sur le processus d'examen du rapport du Sous-Comité du Comité exécutif par les organes subsidiaires, que, comme le voulait l'usage, le rapport de la quatre-vingtième session du Comité exécutif serait soumis à tous les comités du Codex pour information et examen complémentaire, le cas échéant, au titre du point sur les questions soumises.

Il a ensuite précisé que le Comité sur les principes généraux, en tant qu'organe subsidiaire, se verrait inclus dans ce processus d'examen et, conformément à son mandat, se pencherait sur la question des réunions à distance. La Commission, à sa quarante-quatrième session, déciderait alors de la suite à donner.

30. Le Président du Comité sur les principes généraux s'est félicité des travaux du Sous-Comité du Comité exécutif et a rappelé que le Comité sur les principes généraux était en mesure de réaliser toute évaluation complémentaire jugée nécessaire par la Commission, conformément à son mandat.

*Conclusions*

31. Les participants à la quarante-troisième session de la Commission du Codex Alimentarius:

- i) ont recommandé que le Sous-Comité prenne en compte les observations communiquées par les membres, et dans l'exercice de ses fonctions, qu'il s'emploie également à veiller à l'équité entre les membres du Codex pour ce qui est de l'accès à l'information, de la possibilité de donner des avis et d'intervenir, et des fuseaux horaires en cas de réunions en ligne;
- ii) ont recommandé à tous les organes subsidiaires ainsi qu'aux membres et aux observateurs de faire le meilleur usage des mécanismes de travail à distance disponibles, comme les groupes de travail électroniques et les lettres circulaires, et de planifier les réunions des comités en ligne, de sorte qu'ils tirent pleinement parti de la possibilité de mener à bien les travaux prévus à l'ordre du jour;

- iii) ont demandé au Secrétariat du Codex d'établir, conformément aux recommandations de la quatre-vingtième session du Comité exécutif, sur la base des travaux du Sous-Comité:
- a. des orientations pratiques sur la participation effective aux réunions en ligne;
  - b. des orientations sur les pratiques optimales à l'intention des secrétariats des pays hôtes et des présidents du Codex en ce qui concerne la planification, la préparation et la présidence des réunions en ligne.
32. Les participants à la quarante-troisième session de la Commission ont également recommandé aux participants à la quatre-vingtième session du Comité exécutif de:
- i) faire part de leurs recommandations, sur la base du rapport du Sous-Comité avec tous les organes subsidiaires, pour information et examen complémentaire, le cas échéant;
  - ii) formuler des recommandations à l'intention de la quarante-quatrième session de la Commission sur les approches permettant de renforcer la résilience du Codex à plus long terme face à des facteurs extérieurs.

#### **MODIFICATIONS À APPORTER AU MANUEL DE PROCÉDURE (point 4 de l'ordre du jour)<sup>7</sup>**

33. La Commission a noté qu'aucune modification n'a été apportée au Manuel de procédure.

#### **ADOPTION FINALE DE TEXTES DU CODEX (point 5 de l'ordre du jour)**

#### **ADOPTION DE TEXTES DU CODEX À L'ÉTAPE 5 (point 6 de l'ordre du jour)**

#### **RÉVOCATION DE TEXTES DU CODEX (point 7 de l'ordre du jour)**

#### **PROPOSITIONS DE NOUVEAUX TRAVAUX (point 8 de l'ordre du jour)**

#### **INTERRUPTION DE TRAVAUX (point 9 de l'ordre du jour)**

#### **MODIFICATIONS À APPORTER AUX NORMES ET TEXTES APPARENTÉS DU CODEX (point 10 de l'ordre du jour)**

#### **QUESTIONS SOUMISES À LA COMMISSION PAR LES COMITÉS DU CODEX (point 11 de l'ordre du jour)**

34. Les points de l'ordre du jour susmentionnés sont présentés tels qu'ils ont été examinés, comité par comité, selon l'ordre suivi lors de l'examen critique effectué par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session<sup>8</sup>. Un tableau récapitulatif des décisions/textes adoptés figure dans les annexes II à VII.
35. Les notes suivantes s'appliquent à tous les points, selon qu'il convient:
- Les réserves émises sur certaines dispositions techniques seront rapportées dans le cadre des débats et ne figureront pas dans les conclusions.
  - Pour les textes adoptés à l'étape 5/8 ou à l'étape 8:
    - o Des corrections d'ordre rédactionnel et linguistique seront apportées par le Secrétariat avant la publication.
    - o Les approbations nécessaires seront indiquées dans les conclusions correspondantes, à l'exception de l'approbation du Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage, qui peut être obtenue après la publication.

#### **COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'AFRIQUE (CCAFRICA)<sup>9</sup>**

36. En ce qui concerne ce comité, la Commission, à sa quarante-troisième session, a examiné les points suivants: adoption finale, adoption à l'étape 5, propositions de nouveaux travaux, modifications à apporter aux normes et textes apparentés du Codex. La Commission a suivi les recommandations formulées par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, pour chacun de ces points.

<sup>7</sup> CX/CAC 20/43/3.

<sup>8</sup> REP20/EXEC2.

<sup>9</sup> CX/CAC 20/43/4-Rev.1; CX/CAC 20/43/5 Rev.1; CX/CAC 20/43/6; CX/CAC 20/43/7 Rev.1; CX/CAC 20/43/9; CX/CAC 20/43/11; CRD2 (Mali, Nigéria); CRD3 (Mali, Nigéria); CRD5 (Mali, Nigéria); CRD7 (Mali); CRD15 (Argentine); CRD20 (Union africaine); CRD23 (Sénégal); CRD26 (Équateur); REP20/EXEC2; REP20/AFRICA.

**Adoption finale de textes du Codex (point 5 de l'ordre du jour)****Norme régionale pour les préparations cuites à base de manioc fermenté****Norme régionale pour les feuilles fraîches de *Gnetum spp.***

37. La Commission a adopté à l'étape 8 les normes régionales susmentionnées, en notant que celles-ci seront publiées après approbation par le Comité du Codex sur les additifs alimentaires (pour les préparations cuites à base de manioc fermenté uniquement) et par le Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires.

**Adoption de textes du Codex à l'étape 5 (point 6 de l'ordre du jour)****Norme régionale pour la viande séchée***Débats*

38. Suite aux questions soulevées sur le champ d'application du projet de norme, la Commission a rappelé la décision prise lors de sa trente-neuvième session (2016) (REP16/CAC, par. 112), à savoir que «la norme régionale couvre uniquement: la viande séchée exclusivement produite et commercialisée dans la région Afrique, tandis que les produits comme le biltong qui sont actuellement commercialisés sur les marchés internationaux seraient exclus de la norme; les aspects ayant trait à la qualité, tandis que les aspects ayant trait à la sécurité sanitaire (c'est-à-dire l'hygiène et la présence de contaminants et de résidus de pesticides et de médicaments vétérinaires) seraient traités par référence aux textes du Codex existants».
39. L'Argentine, la Colombie, Cuba, l'Équateur et le Paraguay se sont dits préoccupés par le fait que le texte soit avancé en tant que norme régionale car les produits à base de viande séchée sont commercialisés à l'échelle internationale. Ils ont exprimé leur vif intérêt de contribuer aux travaux menés sous la direction du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique, afin de faciliter l'éventuelle conversion ultérieure de cette norme régionale en norme internationale.
40. Les membres et un observateur de la région Afrique se sont dits favorables à l'adoption du projet de norme à l'étape 5, tout en notant que la procédure prescrite pour l'élaboration des normes régionales était respectée, à savoir que les décisions étaient prises à la majorité des membres de la région. Il a également été indiqué que la version définitive de la norme contribuerait à la promotion du commerce de produits sûrs dans la région Afrique, dans le cadre de la zone de libre-échange continentale africaine, et que l'élargissement du champ d'application géographique pourrait être examiné suite à l'adoption de la norme régionale.
41. Un membre ne faisant pas partie de la région Afrique a fait ressortir qu'au moment de l'approbation des nouveaux travaux menés sur la présente norme régionale lors de la trente-neuvième session de la Commission, aucune proposition n'avait été faite en vue de l'élaboration d'une norme internationale sur la viande séchée fondée sur des préoccupations relatives à la sécurité sanitaire ou au commerce des aliments. La norme se limitait donc aux produits issus de la région et le projet avait été élaboré dans ce contexte. Le membre a encouragé les membres et observateurs ne faisant pas partie de la région à formuler des observations à l'étape 6, s'il y avait des inquiétudes quant aux répercussions que la norme pourrait avoir pour eux.
42. Le Secrétariat du Codex a rappelé que, conformément au Manuel de procédure du Codex, après l'approbation de nouveaux travaux par la Commission, les décisions concernant l'adoption d'une norme régionale aux étapes 5 et 8 sont prises uniquement par les membres de la région concernée. Suite à l'adoption d'une norme régionale à l'étape 8, la Commission peut envisager la conversion d'une norme régionale en une norme internationale, après présentation d'une proposition de nouveaux travaux justifiant la nécessité d'une norme internationale sur la base des préoccupations relatives à la sécurité sanitaire ou au commerce des aliments. Le Secrétariat du Codex a également rappelé que les membres issus d'une région différente peuvent toujours participer aux travaux d'un comité régional en tant qu'observateurs, et contribuer aux travaux portant sur des normes régionales pertinentes.

*Conclusion*

43. Les participants à la quarante-troisième session de la Commission du Codex Alimentarius:
- i) ont adopté la Norme régionale pour la viande séchée à l'étape 5 et ont reporté la date prévue pour l'achèvement des travaux à 2022;
  - ii) ont noté que la Commission pourrait étudier les possibilités futures de convertir la Norme régionale pour la viande séchée en une norme internationale, suite à l'adoption de cette norme.

**Propositions de nouveaux travaux (point 8 de l'ordre du jour)*****Nouveaux travaux sur l'élaboration de directives relatives à l'harmonisation de la législation sur les denrées alimentaires dans la région couverte par le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique****Débats*

44. Une délégation a accueilli favorablement l'élaboration de directives régionales de haut niveau qui contribueront à la santé publique et au commerce. Elle s'est également félicitée de l'appui et de la coopération des organismes multilatéraux tels que la FAO et l'OMS qui aident les pays en développement à renforcer leurs infrastructures de contrôle alimentaire. Une autre délégation a noté que les travaux aideront considérablement la région en ce qui concerne, entre autres, l'harmonisation des normes, le renforcement des systèmes de contrôle de conformité, la reconnaissance mutuelle des systèmes de contrôle des aliments et l'évaluation des besoins en termes de développement des capacités aux fins du renforcement des systèmes de contrôle des aliments aux niveaux national et régional.

*Conclusion*

45. La Commission a approuvé la proposition de nouveaux travaux.

**Modifications à apporter aux normes et textes apparentés du Codex (point 10 de l'ordre du jour)*****Norme régionale pour le beurre de karité non raffiné (CXS 325R-2017)***

46. La Commission a adopté les modifications à apporter à la *Norme régionale pour le beurre de karité non raffiné* (CXS 325R-2017).

**COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'AMÉRIQUE DU NORD ET LE PACIFIQUE SUD-OUEST<sup>10</sup>**

47. En ce qui concerne ce comité, la Commission, à sa quarante-troisième session, a examiné les points suivants: adoption finale et adoption à l'étape 5. La Commission du Codex Alimentarius, à sa quarante-troisième session, a suivi les recommandations formulées par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, en ce qui concerne ces points.

**Adoption finale de textes du Codex (point 5 de l'ordre du jour)*****Norme régionale pour les produits du kava à usage de boisson lorsqu'ils sont mélangés à de l'eau (étape 5/8)****Débats*

48. La Commission a été informée du fait que le Comité, à sa quinzième session, a accepté de charger le coordonnateur de coopérer avec les États membres de la région en vue de répondre aux quelques questions qui restent en suspens avant la soixante-dix-neuvième session du Comité exécutif, de manière à ce que le coordonnateur, sous réserve d'un consensus des États membres en ce sens, recommande d'omettre les étapes 6 et 7 et de soumettre l'avant-projet pour adoption à l'étape 8, à la quarante-troisième session de la Commission du Codex Alimentarius. Toutes les questions restées en suspens ayant été résolues, le Comité exécutif a recommandé l'adoption à l'étape 5/8.
49. Les États-Unis d'Amérique ont exprimé des réserves quant à l'adoption du projet de norme régionale proposé, en raison de craintes liées à la sécurité sanitaire des aliments.

*Conclusion*

50. La Commission, à sa quarante-troisième session, a adopté à l'étape 5/8 la *Norme régionale pour les produits du kava à usage de boisson lorsqu'ils sont mélangés à de l'eau*, tout en prenant note des réserves émises par les États-Unis d'Amérique et du fait que la norme serait publiée après approbation des dispositions relatives à l'étiquetage par le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires.

**Adoption de textes du Codex à l'étape 5 (point 6 de l'ordre du jour)*****Norme régionale pour le jus de noni fermenté***

51. La Commission a adopté la norme régionale à l'étape 5 et a reporté la date prévue pour l'achèvement des travaux à l'adoption par la Commission en 2022.

<sup>10</sup> CX/CAC 20/43/4 Add.1 Rev.1; CX/CAC 20/43/6; CX/CAC 20/43/7 Rev.1; CRD26 (Équateur); REP/20/EXEC2; REP20/NASWP.

## COMITÉ DE COORDINATION FAO/OMS POUR L'ASIE<sup>11</sup>

52. En ce qui concerne ce comité, la Commission, à sa quarante-troisième session, a examiné les points suivants: révocation de textes du Codex et propositions de nouveaux travaux. La Commission du Codex Alimentarius, à sa quarante-troisième session, a suivi les recommandations formulées par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, en ce qui concerne ces points.

### Révocation de textes du Codex (point 7 de l'ordre du jour)

53. La Commission a révoqué les dispositions relatives au tartrate monosodique (SIN 335[i]), au tartrate monopotassique (SIN 336[i]) et au tartrate dipotassique (SIN 336[iii]) dans la *Norme régionale pour la pâte de soja fermentée* (CXS 298R-2009) et la *Norme régionale pour la sauce au piment (sauce « chili ») (« piments forts »)* (CXS 306R-2011).

### Propositions de nouveaux travaux (point 8 de l'ordre du jour)

#### *Élaboration d'une Norme régionale pour les produits à base de soja fermenté sous l'action de microorganismes appartenant à l'espèce Bacillus*

54. La Commission a approuvé la proposition de nouveaux travaux.

#### *Élaboration d'une Norme régionale pour les raviolis chinois surgelés*

55. La Commission a approuvé la proposition de nouveaux travaux relatifs à l'élaboration d'une Norme régionale pour les raviolis chinois surgelés, tout en prenant note du fait que les produits couverts doivent être spécifiques à la région et commercialisés principalement au sein de la région, comme l'a recommandé le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session.

#### *Élaboration d'une Norme régionale pour le riz cuit enveloppé dans des feuilles*

##### *Débats*

56. Un membre a fait ressortir que, dans le cadre de l'élaboration de la norme, le Comité doit examiner attentivement le champ d'application et la définition du produit car toute une gamme de denrées similaires sont produites et consommées dans certains pays d'Asie.

##### *Conclusion*

57. La Commission a approuvé la proposition de nouveaux travaux.

## COMITÉ SUR LES FRUITS ET LÉGUMES FRAIS<sup>12</sup>

58. En ce qui concerne ce comité, la Commission, à sa quarante-troisième session, a examiné le point suivant: adoption finale. La Commission du Codex Alimentarius, à sa quarante-troisième session, a suivi les recommandations formulées par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, en ce qui concerne ce point.

59. Les normes adoptées seront publiées après approbation des dispositions relatives à l'étiquetage par le Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires.

### Adoption finale de textes du Codex (point 5 de l'ordre du jour)

#### *Norme pour les kiwis (étape 8)*

##### *Débats*

60. La Commission a pris note des réserves suivantes:

- L'Indonésie, l'Iran, la Norvège, la Suisse et l'Union européenne ont émis des réserves sur les tolérances pour la dégradation (décomposition) pour la catégorie «Extra». Ils considèrent que les produits de la catégorie «Extra» devraient être supérieurs et de qualité hautement exceptionnelle. L'Union européenne a noté que l'expérience acquise depuis 30 ans dans la mise en œuvre de la norme FFV-46 sur le kiwi de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe a confirmé qu'il n'était pas nécessaire d'introduire une tolérance pour la dégradation (décomposition) pour la catégorie «Extra», même lorsque les fruits sont transportés sur de longues distances. Ils ont fait ressortir que la tolérance zéro pour la dégradation (décomposition) pour les kiwis de la catégorie

<sup>11</sup> CX/CAC 20/43/8; CX/CAC 20/43/9; CRD4 (Philippines); CRD5 (Philippines); CRD18 (Chine); CRD19 (Indonésie); CRD24 (Thaïlande); REP20/EXEC2; REP20/ASIA.

<sup>12</sup> CX/CAC 20/43/4-Rev.1; CX/CAC 20/43/5 Rev.1; CRD2 (Mali, Nigéria, Thaïlande); CRD13 (Inde); CRD15 (Argentine); CRD19 (Indonésie); CRD20 (Union africaine); CRD22 (République dominicaine); CRD23 (Sénégal); CRD24 (Thaïlande); CRD26 (Équateur); REP20/EXEC2; REP20/FFV.

«Extra» continuerait d'être appliquée conformément à la norme de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe.

- L'Argentine et l'Uruguay ont émis des réserves sur la tolérance (de 0,5 pour cent) pour la dégradation (décomposition) pour la catégorie «Extra» car, selon eux, celle-ci ne tient pas compte des longues distances qui séparent les pays producteurs et les marchés d'exportation. Ceci pourrait limiter le commerce aux pays géographiquement rapprochés et restreindre le commerce international, ce qui irait à l'encontre du mandat du Codex.
- La Colombie a émis des réserves sur l'inclusion de tolérances pour la dégradation (décomposition) dans les catégories relatives à la qualité. Selon elle, le commerce de produits atteints de pourriture comporte des risques sanitaires et phytosanitaires. Au niveau du Codex, il n'existe pas de définition de ce que l'on appelle communément les produits atteints de pourriture et l'inclusion d'une telle disposition dans une norme destinée à promouvoir la qualité et la sécurité sanitaire des produits est plutôt contradictoire. Les tolérances pour la dégradation (décomposition) font partie des accords passés entre le client et le fournisseur et ne concernent pas la norme du Codex.

#### *Conclusion*

61. La Commission a adopté la norme pour les kiwis à l'étape 8.

#### **Norme pour les aux frais (étape 8)**

#### *Débats*

62. La Commission a noté les réserves émises par la Colombie concernant l'inclusion de tolérances pour la dégradation (décomposition) à la section ayant trait aux tolérances de qualité, pour les mêmes raisons que celles qui sont indiquées au paragraphe 60 relatif aux kiwis.

#### *Conclusion*

63. La Commission a adopté la norme pour les aux frais à l'étape 8.

#### **Norme pour les pommes de terre de conservation (étape 8)**

#### *Débats*

64. La Commission a pris note des réserves suivantes:

- la Thaïlande a émis des réserves sur les tolérances pour la dégradation (décomposition) pour la catégorie «Extra»;
- le Costa Rica, le Paraguay et l'Uruguay ont émis des réserves sur le pourcentage de tolérance proposé pour la terre;
- la Colombie a émis des réserves sur l'inclusion de tolérances pour la dégradation (décomposition) dans les dispositions relatives à la qualité.

#### *Conclusion*

65. La Commission a adopté la norme pour les pommes de terre de conservation à l'étape 8.

#### **Norme pour les ignames (étape 5/8)**

#### *Débats*

66. La Commission a pris note des réserves suivantes:

- la Thaïlande a émis des réserves sur les tolérances pour la dégradation (décomposition) pour la catégorie «Extra»;
- le Costa Rica a émis des réserves sur l'inclusion d'une tolérance de 1 pour cent pour les saletés et impuretés;
- la Colombie a émis des réserves sur l'inclusion de tolérances pour la dégradation (décomposition) dans les dispositions relatives à la qualité.

#### *Conclusion*

67. La Commission a adopté la norme pour le yam à l'étape 5/8.

**COMITÉ SUR L'HYGIÈNE ALIMENTAIRE<sup>13</sup>**

68. En ce qui concerne ce comité, la Commission, à sa quarante-troisième session, a examiné les points suivants: adoption finale, adoption à l'étape 5 et propositions de nouveaux travaux. La Commission du Codex Alimentarius, à sa quarante-troisième session, a suivi les recommandations formulées par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, en ce qui concerne ces points.

**Adoption finale de textes du Codex (point 5 de l'ordre du jour)*****Code d'usages sur la gestion des allergènes alimentaires pour les exploitants du secteur alimentaire****Débats*

69. Les membres se sont dits favorables à l'adoption du texte, tel que recommandé par le Comité sur l'hygiène alimentaire, à sa cinquante et unième session, et le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session. Un membre observateur a souligné la nécessité d'inclure des directives pour l'évaluation quantitative des risques et l'étiquetage de précaution des allergènes, et ce bien qu'il ne soit pas opposé à l'adoption du Code d'usages.

*Conclusion*

70. La Commission a adopté à l'étape 8 le projet de code d'usages sur la gestion des allergènes alimentaires pour les exploitants du secteur alimentaire, en notant que le Code d'usages pourrait être révisé à l'avenir suite aux avis scientifiques de la FAO/OMS et à l'achèvement des travaux du Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires ayant trait aux directives portant sur l'étiquetage de précaution des allergènes.

***Révision des Principes généraux d'hygiène alimentaire et de leur annexe sur le système HACCP****Débats*

71. Certains membres de la région Amérique latine et Caraïbes, tout en étant favorables à l'adoption et en faisant référence aux observations écrites, ont souligné:
- la nécessité de résoudre les problèmes de traduction en espagnol afin de veiller à ce que le texte puisse être aisément compris et mis en œuvre de manière efficace;
  - l'importance que revêt l'arbre de décision dans le recensement des points de contrôle critiques, indispensables à la mise en œuvre du système HACCP.
72. D'autres membres, qui n'étaient pas opposés à l'adoption du texte, ont cependant demandé que soit incluse une disposition exigeant une surveillance médicale régulière des personnes qui manipulent des aliments, en tant que mesure essentielle de gestion des risques visant à prévenir la contamination des aliments par des agents pathogènes. Un de ces membres a souligné l'importance que revêtait cette exigence dans le contexte de la pandémie de covid-19, en affirmant que celle-ci figurait également dans la législation de son pays.
73. Le Président du Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire a apporté les précisions suivantes:
- les travaux portant sur l'arbre de décision sont actuellement à l'étape 2 de la procédure et seront examinés à la prochaine session; l'arbre de décision constitue un outil utile pour l'application des principes généraux;
  - d'importants débats ont déjà eu lieu au sein du Comité sur l'hygiène alimentaire concernant la surveillance médicale des personnes qui manipulent des aliments. Le Comité a noté que ce type de surveillance n'était pas efficace et qu'il n'était donc pas nécessaire d'introduire des règlements régissant la santé du personnel dans un document de portée internationale, pour une question réglementée au niveau national. La covid-19 n'est pas une maladie d'origine alimentaire et ne peut donc pas être utilisée à titre d'exemple en faveur de l'inclusion d'une surveillance médicale des personnes qui manipulent des aliments.
74. Le Représentant de la FAO a fait part de son soutien sans réserve aux avis exprimés par le Président du Comité sur l'hygiène alimentaire en ce qui concerne la surveillance médicale des personnes qui manipulent des aliments. Il a par ailleurs assuré aux délégués que la FAO et l'OMS continueraient de suivre de près l'évolution de la covid-19 et de communiquer des indications utiles aux professionnels du secteur alimentaire et aux autorités chargées de la réglementation. Le Représentant a affirmé que la transmission de la covid-19 ne s'effectuait pas par l'intermédiaire des aliments et ne pouvait pas être considérée comme un problème de

<sup>13</sup> CX/CAC 20/43/4-Rev.1; CX/CAC 20/43/5 Rev.1; CX/CAC 20/43/6; CX/CAC 20/43/7 Rev.1; CX/CAC 20/43/9; CRD2 (Mali, Maroc, Philippines); CRD3 (Mali, Philippines); CRD5 (Mali, Philippines); CRD11 (Guatemala); CRD12 (Chili); CRD13 (Inde); CRD14 (El Salvador); CRD15 (Argentine); CRD19 (Indonésie); CRD20 (Union africaine); CRD22 (République dominicaine); CRD23 (Sénégal); CRD24 (Thaïlande); CRD25 (Nicaragua); CRD26 (Équateur); REP20/EXEC2; REP20/FH.

sécurité sanitaire des aliments. Il n'était donc pas nécessaire, à ce stade, qu'elle fasse l'objet de considérations particulières.

#### *Conclusion*

75. La Commission a adopté à l'étape 5/8 la version révisée des Principes généraux d'hygiène alimentaire et de leur annexe sur le système HACCP, et a noté que:
- les travaux menés sur l'arbre de décision visant à déterminer les points de contrôle critiques se poursuivront au sein du Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire, afin de les inclure en tant qu'annexe aux Principes généraux d'hygiène alimentaire une fois qu'ils seront terminés;
  - des corrections seront apportées à la traduction en espagnol avant la publication des Principes généraux d'hygiène alimentaire et de leur annexe sur le système HACCP;
  - les Principes généraux d'hygiène alimentaire et leur annexe sur le système HACCP pourraient être révisés à l'avenir au vu de l'expérience acquise au niveau de leur mise en œuvre.

#### **Adoption de textes du Codex à l'étape 5 (point 6 de l'ordre du jour)**

##### ***Directives pour la gestion des épidémies biologiques d'origine alimentaire***

76. La Commission a adopté les Directives à l'étape 5.

##### **Propositions de nouveaux travaux (point 8 de l'ordre du jour)**

##### ***Élaboration de directives pour l'utilisation et la réutilisation sans risque de l'eau dans la production alimentaire***

77. La Commission a approuvé la proposition de nouveaux travaux.

#### **COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR LE PROCHE-ORIENT<sup>14</sup>**

78. En ce qui concerne ce comité, la Commission, à sa quarante-troisième session, a examiné les points suivants: adoption finale, propositions de nouveaux travaux et interruption de travaux. La Commission du Codex Alimentarius, à sa quarante-troisième session, a suivi les recommandations formulées par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, en ce qui concerne ces points.

##### **Adoption finale de textes du Codex (point 5 de l'ordre du jour)**

##### ***Norme régionale pour le zaatar (mélange d'épices)***

79. La Commission a adopté la norme régionale à l'étape 8 et a noté que celle-ci serait publiée après son approbation par le Comité du Codex sur les additifs alimentaires et le Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires.

##### **Propositions de nouveaux travaux (point 8 de l'ordre du jour)**

##### ***Norme régionale pour le maamoul***

80. La Commission a approuvé la proposition de nouveaux travaux.

##### **Interruption de travaux (point 9 de l'ordre du jour)**

##### ***Norme régionale pour le labneh***

81. La Commission est convenue d'interrompre les travaux en cours relatifs à l'élaboration d'une Norme régionale pour le labneh.

#### **COMITÉ SUR LA NUTRITION ET LES ALIMENTS DIÉTÉTIQUES OU DE RÉGIME<sup>15</sup>**

82. En ce qui concerne ce comité, la Commission, à sa quarante-troisième session, a examiné les points suivants: adoption finale, adoption à l'étape 5 et interruption de travaux. La Commission du Codex Alimentarius, à sa quarante-troisième session, a suivi les recommandations formulées par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, en ce qui concerne ces points.

<sup>14</sup> CX/CAC 20/43/4-Rev.1; CX/CAC 20/43/5-Rev.1; CX/CAC 20/43/9 Add.1; CX/CAC 20/43/10; REP20/EXEC2; REP20/NE.

<sup>15</sup> CX/CAC 20/43/4-Rev.1; CX/CAC 20/43/5-Rev.1; CX/CAC 20/43/6; CX/CAC 20/43/7-Rev.1; CX/CAC 20/43/10; CRD2 (Mali, Philippines, Thaïlande); CRD3 (Mali, Philippines, Thaïlande); CRD6 (Mali, Philippines); CRD13 (Inde); CRD15 (Argentine); CRD19 (Indonésie); CRD20 (Union africaine); CRD22 (République dominicaine); CRD23 (Sénégal); CRD24 (Thaïlande); CRD25 (Nicaragua); CRD26 (Équateur); REP20/EXEC2; REP20/NFSDU.



**Adoption finale de textes du Codex (point 5 de l'ordre du jour)***Inclusion de dispositions relatives aux additifs alimentaires à la norme CXS 72-1981*

83. La Commission a adopté, à sa quarante-troisième session, les dispositions concernant la gomme xanthane (SIN 415) et les pectines (SIN 440) en tant qu'épaississants figurant dans la *Norme pour les préparations destinées aux nourrissons et les préparations données à des fins médicales spéciales aux nourrissons* (CXS 72-1981).

**Adoption de textes du Codex à l'étape 5 (point 6 de l'ordre du jour)*****Révision de la Norme pour les préparations de suite: section B – avant-projet pour les parties relatives au champ d'application, à la définition et à l'étiquetage****Débats*

84. Les membres, tout en n'étant pas opposés à l'adoption à l'étape 5, ont notamment souligné la nécessité d'examiner plus avant:
- la *définition*, afin de préciser qui est favorable et qui s'oppose au texte entre crochets;
  - le *nom du produit*, en particulier le terme «boisson» qui porterait à confusion et serait en contradiction avec la *Norme générale pour les additifs alimentaires*;
  - la section 9.6.5 dont la formulation pourrait être mal interprétée.
85. Un membre a également proposé, avec l'appui d'observateurs, d'inclure les références aux documents de l'OMS et aux résolutions de l'Assemblée mondiale de la Santé dans le champ d'application, en conformité avec la *Norme pour les préparations destinées aux nourrissons et les préparations données à des fins médicales spéciales aux nourrissons* (CXS 72-1981).
86. Certains observateurs ont également estimé que le texte n'était pas prêt pour l'adoption à l'étape 5 car le nom du produit n'était pas approprié, portait à confusion et donnait l'impression que ces produits étaient nécessaires. La promotion croisée n'était par ailleurs pas suffisamment traitée à la section consacrée à l'étiquetage. Certains membres ont indiqué que le Comité avait accompli des progrès sur ces dispositions et a appelé la Commission à en tenir compte.
87. En réponse à une requête concernant l'objet de la note de bas de page à la section 2.1.1, le Secrétariat du Codex a réaffirmé la déclaration effectuée lors de la quarante et unième session du Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime, et a précisé que la note de bas de page avait pour but de présenter des informations concrètes.
88. La Présidente du Comité a noté que le texte présenté pour adoption à l'étape 5 était le fruit de contributions de haut niveau et d'efforts menés conjointement par les délégués au cours de la quarante et unième session du Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime, et traduisait les nombreux compromis effectués afin de réaliser l'objectif commun. Toutefois, il est clairement ressorti que certaines parties du texte ne pouvaient pas être entièrement traitées et devaient rester entre crochets. Elle a assuré aux délégués que ces questions feraient l'objet d'un débat approfondi dès la prochaine réunion du Comité prévue en novembre 2021. Le processus par étapes prévoyait la présentation d'observations supplémentaires à l'étape 6 et la tenue de débats additionnels à la réunion suivante. La prochaine réunion serait donc consacrée à ces fins.

*Conclusion*

89. La Commission a adopté à l'étape 5 la section B: avant-projet pour les parties relatives au champ d'application, à la définition et à l'étiquetage, et a noté que toutes les observations d'ordre technique doivent être présentées à nouveau à l'étape 6 pour examen par le Comité, à sa quarante-deuxième session.

***Lignes directrices pour les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi****Débats*

90. Un membre favorable à l'adoption de l'avant-projet proposé pour les lignes directrices pour les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi a souligné la nécessité d'y inclure les matières premières produites localement car cela encouragerait les agriculteurs et les producteurs locaux à produire les matières premières nécessaires en respectant la qualité demandée.
91. Une observatrice a noté que les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi pouvaient offrir une solution dans les situations d'urgence et que ces aliments devaient être utilisés uniquement à des fins de traitement (chez les enfants atteints de malnutrition); la commercialisation de ces aliments sur les marchés généraux ne doit pas être autorisée. Elle a fait remarquer que les présentes lignes directrices devaient faire l'objet de travaux

supplémentaires afin que des mesures y soient incluses pour garantir la protection de l'allaitement, en particulier chez les nourrissons de plus de 6 mois.

#### *Conclusion*

92. La Commission a adopté l'avant-projet de lignes directrices à l'étape 5, et a noté que toutes les observations d'ordre technique devaient être présentées à nouveau à l'étape 6 pour examen ultérieur par le Comité.

#### **Interruption de travaux (point 9 de l'ordre du jour)**

##### ***Conditions pour une allégation «sans» AGT (acides gras trans)***

93. La Commission a interrompu les travaux sur les conditions pour une allégation «sans» AGT et, compte tenu de l'importance qu'il y a à traiter ce sujet, a noté que les autres comités tels que le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires et le Comité du Codex sur les graisses et les huiles pourraient envisager des options applicables à la gestion des risques liés aux acides gras trans.
94. Une délégation a signalé l'importance des questions liées aux acides gras trans et a indiqué qu'il faudrait que d'autres comités envisagent de se pencher sur ce sujet.

##### ***Définition de la biofortification***

95. La Commission a interrompu les travaux sur la définition de la biofortification.

#### **GRUPE INTERGOUVERNEMENTAL SPÉCIAL DU CODEX SUR LA RÉSISTANCE AUX ANTIMICROBIENS<sup>16</sup>**

96. En ce qui concerne ce groupe spécial, la Commission, à sa quarante-troisième session, a examiné le point suivant: adoption à l'étape 5. La Commission du Codex Alimentarius, à sa quarante-troisième session, a suivi les recommandations formulées par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session dans le cadre de son examen critique en ce qui concerne l'adoption à l'étape 5.

#### **Adoption à l'étape 5 (point 6 de l'ordre du jour)**

##### **Version révisée du Code d'usages visant à réduire au minimum et à maîtriser la résistance aux antimicrobiens (CXC 61-2005)**

##### *Débats*

97. La Commission du Codex Alimentarius, à sa quarante-troisième session, a noté qu'en reconnaissance des progrès substantiels qui avaient été accomplis sur différentes sections de la version révisée du Code d'usages au cours des trois dernières sessions du Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur la résistance aux antimicrobiens, les participants étaient largement favorables à l'adoption à l'étape 5 de la version révisée du Code d'usages.
98. La Commission a également noté que la lutte menée à l'échelle mondiale contre la résistance aux antimicrobiens était une priorité pour les membres du Codex et que, compte tenu du rôle important joué par le Codex dans la protection de la santé publique, les membres du Codex s'engageaient à travailler de manière constructive afin de résoudre toutes les questions restées en suspens et de permettre la mise au point de la version finale du Code d'usages avant la huitième session du Groupe sur la résistance aux antimicrobiens, ainsi que son adoption à la quarante-quatrième session de la Commission.
99. Des réserves ont été exprimées quant à certaines dispositions du Code d'usages, notamment en ce qui concerne les principes 5 et 7. Les délégations qui ont fait part de ces préoccupations ont estimé que, malgré l'absence de passages entre crochets, elles devaient avoir la possibilité d'approfondir le débat avant la mise au point de la version finale du Code d'usages lors de la huitième session du Groupe sur la résistance aux antimicrobiens.
100. Ces délégations ont également souligné les liens existants entre les deux documents examinés par le Groupe, à savoir le Code d'usages et les Lignes directrices sur le suivi et la surveillance intégrés de la résistance aux antimicrobiens d'origine alimentaire et ont fait remarquer que les deux documents étaient complémentaires et qu'il fallait veiller à leur cohérence lors de leur examen visant à mettre au point les versions finales à la huitième session du Groupe sur la résistance aux antimicrobiens.
101. L'Égypte et la Thaïlande ont réservé leur position quant au principe 5 et ont indiqué qu'elles formuleraient des observations complémentaires, en vue de leur examen à la prochaine session du Groupe sur la résistance aux antimicrobiens.

<sup>16</sup> CX/CAC 20/43/6; CX/CAC 20/43/7 Rev.1; CRD3 (Mali, Nigéria, Philippines); CRD16 (HealthforAnimals); CRD19 (Indonésie); CRD20 (Union africaine); CRD21 (République de Corée); CRD22 (République dominicaine); CRD24 (Thaïlande); CRD26 (Équateur); REP20/EXEC2; REP20/AMR.

La Suisse a réservé sa position quant aux principes 5 et 7 et a suggéré que d'autres débats soient menés à la huitième session du Groupe sur la résistance aux antimicrobiens.

102. L'Union européenne (UE) a noté que la résistance aux antimicrobiens continuait de représenter une priorité importante pour l'UE et ses États membres et que, compte tenu du rôle essentiel que joue le Codex dans la protection de la santé publique, il fallait que celui-ci soit ambitieux, conformément aux recommandations formulées par le Groupe de coordination interinstitutions chargé de lutter contre la résistance aux antimicrobiens, qui ont été approuvées dans le rapport émis par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies le 10 mai 2019. La délégation a estimé que le projet actuel de révision du Code d'usages (CXC 61-2005) ne traduisait pas encore cette ambition et a indiqué qu'elle croyait fermement qu'il ne fallait utiliser aucun agent antimicrobien comme activateur de croissance. La délégation a constaté les progrès accomplis dans la révision du Code d'usages et ne s'est pas opposée à son adoption à l'étape 5, mais elle a rappelé les réserves émises dans ses observations et a déclaré qu'elle souhaiterait avoir la possibilité de poursuivre les débats sur les principes 5 et 7.
103. La Norvège a noté que la résistance aux antimicrobiens constituait une menace mondiale et qu'il était essentiel que le Codex progresse dans la lutte commune visant à remédier à ce problème. La délégation a soutenu l'adoption du Code d'usages tout en mettant l'accent sur les préoccupations ci-après concernant les objectifs des travaux et la nécessité de débats plus approfondis:
  - Le Code d'usages devrait être applicable à tous les agents antimicrobiens car ils peuvent tous conduire à une résistance accrue. La résistance croisée et la co-résistance peuvent contribuer à l'accroissement de la résistance à des agents antimicrobiens importants sur le plan médical.
  - Toute utilisation d'agents antimicrobiens pour stimuler la croissance doit être supprimée, conformément aux recommandations formulées par le Secrétaire général de l'ONU dans le rapport qu'il a soumis à l'Assemblée générale des Nations Unies et qui a été appuyé par la collaboration tripartite FAO/OMS/OIE.
  - L'utilisation prudente de tout agent antimicrobien doit être promue, y compris l'interdiction d'utiliser des antibiotiques à titre préventif chez certains groupes d'animaux. Ceux-ci ne devraient être autorisés qu'à titre exceptionnel chez certains animaux. Les agents antimicrobiens importants sur le plan médical ne devraient pas être autorisés à des fins prophylactiques.
104. La Fédération de Russie s'est opposée à l'adoption du Code d'usages à l'étape 5. La délégation a indiqué que la résistance aux antimicrobiens a constitué un problème mondial pendant de nombreuses années et que l'urgence qu'il y a à trouver des solutions à ce problème est toujours d'actualité. Elle a reconnu les progrès importants qui ont été accomplis au cours de la révision du Code d'usages mais a indiqué que le texte contenait encore certaines dispositions principales (principes et définitions) qui permettraient une utilisation de routine (à des fins prophylactiques) d'agents antimicrobiens importants sur le plan médical, notamment des agents antimicrobiens ayant une importance critique et ceux qui provoquent une résistance croisée ou une co-résistance à ces derniers, ce qui présentait un risque pour la santé humaine. La délégation a réaffirmé son point de vue selon lequel l'utilisation de ces agents antimicrobiens devait être réservée à un usage exclusivement thérapeutique. En outre, la délégation a souligné que l'utilisation d'agents antimicrobiens en tant qu'activateurs de croissance devait cesser progressivement, comme recommandé par le Groupe de coordination interinstitutions chargé de lutter contre la résistance aux antimicrobiens dans son dernier rapport datant de mai 2019, et a souligné qu'il fallait que le nouveau Code d'usages soit aussi solide et ambitieux que le Code d'usages actuel. La délégation a attiré l'attention sur le fait que de nombreuses délégations avaient émis des réserves quant à des dispositions importantes de la nouvelle version du Code d'usages. Par conséquent, il ne fallait pas faire passer le Code d'usages à l'étape suivante avant que le Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur la résistance aux antimicrobiens n'ait examiné ces réserves et y ait apporté une réponse à sa huitième session.
105. Les observateurs de la NHF et de l'ENCA étaient du même avis que la Fédération de Russie, la Norvège et l'Union européenne.
106. Les autres délégations étaient favorables à l'adoption à l'étape 5 de la version révisée du Code d'usages, afin de faire avancer sa mise au point finale et de renforcer le consensus obtenu sur les définitions et les concepts essentiels. Elles ont proposé que les prochains travaux soient centrés sur les questions restées en suspens qui ont été recensées au cours de la session précédente et évitent la réouverture de questions qui ont été examinées dans la mesure du possible et ont fait l'objet de discussions approfondies. Elles ont noté que cela permettrait d'éviter les retards injustifiés dans l'achèvement de la version révisée du Code d'usages, qui est un outil important pour la conception et la mise en œuvre de plans d'action nationaux, régionaux et mondiaux visant à lutter contre la résistance aux antimicrobiens, conformément à la recommandation formulée par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session. Il a également été noté que la version révisée du Code d'usages disponible actuellement représentait le meilleur équilibre possible entre aspiration et pragmatisme. Le Code d'usages pourrait ainsi être applicable dans le monde entier.

107. Les délégations ont également noté qu'en centrant les prochains débats sur les passages entre crochets figurant dans la version révisée du Code d'usages, il serait possible de consacrer suffisamment de temps aux débats portant sur le Système mondial d'information sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, qui revêt également une importance considérable, et ce afin que les deux documents puissent être achevés au cours de la huitième session du Groupe et que la cohérence soit assurée entre les dispositions communes et complémentaires figurant dans les deux textes.
108. Les États-Unis d'Amérique étaient favorables à l'adoption à l'étape 5 de la version révisée du Code d'usages en raison des progrès importants accomplis au cours de la session précédente, notamment l'obtention d'un consensus sur les dispositions essentielles du Code d'usages. La délégation s'est félicitée des travaux menés actuellement sur le Code d'usages par le groupe de travail électronique, en vue de résoudre les passages restés entre crochets. Elle était d'avis que la résistance aux antimicrobiens demeurerait une priorité mondiale dans le domaine de la santé publique et qu'elle devait l'être également pour le Codex. Elle a ajouté qu'il importait que le Groupe redouble d'efforts afin de conclure ses travaux à la prochaine session, et, dans la mesure du possible, évite d'examiner à nouveau des passages qui ont déjà fait l'objet de débats approfondis et se concentre sur les questions qui n'ont pas été résolues. La délégation a également noté que le Comité exécutif était chargé de réaliser un examen critique de l'élaboration de normes, ainsi que de donner des orientations aux organes subsidiaires de la Commission en ce qui concerne la gestion du travail.
109. Le Président du Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur la résistance aux antimicrobiens a remercié les membres pour leur engagement à faire avancer le Code d'usages et pour les débats approfondis menés au cours de la session précédente, ainsi que pour les consensus obtenus. Le Président du Groupe a encouragé les membres à adopter le Code d'usages à l'étape 5, tout en tenant compte de la recommandation formulée par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, et à examiner plus avant et de manière constructive toute préoccupation restée en suspens, au cours de la prochaine session, afin de faciliter une prise de décisions fondée sur le consensus en séance plénière. Il a indiqué qu'il importait de partir des points d'accord au sein du Groupe afin que celui-ci puisse achever la révision du Code d'usages, faire avancer les travaux sur les Lignes directrices et compléter sa mission dans les délais prévus par la Commission. Il a également noté que le Code d'usages serait révisé à l'avenir, à la lumière des progrès de la science et de la technologie, mais que des efforts devaient être consentis aux fins de la mise au point finale du Code d'usages au cours de la prochaine session du Groupe, en se fondant sur les données scientifiques et les connaissances disponibles à l'heure actuelle.
110. Le Président du groupe de travail électronique chargé du Code d'usages a souligné que des questions très complexes avaient été soulevées au cours de la dernière session et que les membres s'étaient pleinement engagés à trouver des solutions et à parvenir à un consensus. La formulation qui avait été proposée pour l'adoption à l'étape 5 reflétait les compromis effectués afin de réaliser l'objectif commun. Il a noté que les observations orales et écrites présentées étaient généralement en faveur de l'adoption du Code d'usages à l'étape 5, en dépit des réserves émises par certains membres sur des dispositions spécifiques. Notant qu'il restait quelques passages entre crochets, il a assuré aux membres que toutes les observations seraient prises en considération par le groupe de travail électronique et s'est dit optimiste quant à l'obtention d'un consensus. Il a en outre noté que la formulation d'observations précises à l'étape 6 permettrait de mettre au point la version finale du Code d'usages au cours de la prochaine session. Il importait par ailleurs de faire avancer les travaux du Codex car le Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur la résistance aux antimicrobiens avait été créé afin de gérer un problème urgent de santé publique reconnu par l'ONU, et de nombreux travaux étaient menés dans le cadre de la collaboration tripartite FAO/OMS/OIE. Il importait de veiller à ne pas laisser de côté le Codex.
111. Le Secrétaire du Codex:
- i) a expliqué que du point de vue de la procédure et dans le cadre de la décision qui devait être prise concernant l'adoption à l'étape 5 de la version révisée du Code d'usages, la Commission reconnaîtrait les progrès réalisés dans la formulation et la structure du texte de telle sorte qu'après une nouvelle série d'observations à l'étape 6, la tenue de débats et la mise au point finale (à l'étape 7) d'ici à la huitième session du Groupe, le texte pourrait être transmis à la Commission, à sa quarante-quatrième session, pour adoption à l'étape 8;
  - ii) a noté que le mandat du groupe de travail électronique sur le Code d'usages, tel que convenu au cours de la session précédente et mentionné dans le rapport de la même session, consistait à «résoudre les questions restées en suspens figurant entre crochets»;
  - iii) a précisé que, conformément au Manuel de procédure du Codex, l'étape 6 signifiait que la version révisée du Code d'usages serait transmise à tous les membres et observateurs afin que ceux-ci puissent formuler des observations sur tous les aspects, et que les membres devraient tenir compte, en formulant des observations, des liens existants entre le Code d'usages et le Système mondial d'information sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture;

- iv) a également précisé que le Comité exécutif formulait des observations dans le cadre de son activité principale, qui était la réalisation d'un examen critique, afin de contribuer à faire avancer les normes dans le processus par étapes. Ces recommandations devaient être examinées en tant que telles par les membres du Codex dans le cadre de la formulation d'observations et par les organes subsidiaires au cours des débats portant sur les textes. En ce qui concerne les travaux effectués sur le Code d'usages, le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, a recommandé que «le Groupe, à sa huitième session, oriente ses débats sur les questions n'ayant pas encore fait l'objet d'un examen approfondi et évite, dans la mesure du possible, de rouvrir le débat sur les dispositions».

112. Le Secrétaire a noté, en synthèse, les éléments suivants:

- le vaste soutien accordé à l'adoption du Code d'usages à l'étape 5, sur la base des progrès importants qui ont été accomplis dans la révision;
- l'engagement des membres du Codex à travailler de manière constructive afin de parvenir à un consensus sur les questions restées en suspens dans le Code d'usages, et à mettre au point la version finale du Code d'usages et du Système mondial d'information sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, au cours de la huitième session du Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur la résistance aux antimicrobiens;
- les procédures relatives à l'adoption de textes du Codex à l'étape 5, le champ d'application des observations à l'étape 6 et la recommandation formulée par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, découlant de l'examen critique du Code d'usages.

#### *Conclusion*

113. La Commission du Codex Alimentarius, à sa quarante-troisième session, a adopté à l'étape 5 la version révisée du *Code d'usages visant à réduire au minimum et à maîtriser la résistance aux antimicrobiens* (CXC 61-2005) et a noté les réserves émises par la Fédération de Russie pour les raisons mentionnées au paragraphe 104.

#### **COMITÉ DU CODEX SUR LES CÉRÉALES, LES LÉGUMES SECS ET LES LÉGUMINEUSES<sup>17</sup>**

114. En ce qui concerne ce comité, la Commission, à sa quarante-troisième session, a examiné le point suivant: questions soumises à la Commission par les comités du Codex. La Commission du Codex Alimentarius, à sa quarante-troisième session, a suivi les recommandations formulées par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, en ce qui concerne ce point. Le Président a rappelé la décision prise par la Commission à sa quarante-deuxième session (2019), à savoir de supprimer la section 3.2.7 (taille des grains) dans la *Norme pour le quinoa* si aucun consensus n'était trouvé avant la session suivante, et la recommandation du Président du Comité sur les céréales, les légumes secs et les légumineuses, à savoir qu'il fallait supprimer la section en l'absence de consensus.

#### **Questions soumises à la Commission par les comités du Codex (point 12 de l'ordre du jour)**

##### ***Section sur la taille des grains dans la Norme pour le quinoa (CXS 333-2019)***

#### *Débats*

115. Les participants à la quarante-troisième session de la Commission du Codex Alimentarius ont pris note d'une correction apportée à l'annexe I, paragraphe 7, alinéa i) du document CX/CAC 20/43/12 visant à inclure le Pérou à la liste des membres qui étaient en faveur de la suppression de la section sur la taille des grains, et de supprimer Cuba de cette liste.
116. La Bolivie était d'avis que la section sur la taille des grains devait être maintenue dans la *Norme pour le quinoa* (CXS 333-2019) dans la mesure où celle-ci figurait également dans les normes relatives aux produits de même nature et que des études scientifiques avaient montré que la taille des grains était une caractéristique essentielle du quinoa. Ce point de vue a été appuyé par Cuba qui a également souligné que la suppression de la section sur la taille des grains irait à l'encontre des règles et procédures du Codex.

#### *Conclusion*

117. Les participants à la quarante-troisième session de la Commission du Codex Alimentarius sont convenus:

- i) de supprimer la section sur la taille des grains de la *Norme pour le quinoa* (CXS 333-2019), tout en notant les réserves émises par la Bolivie et Cuba;
- ii) d'ajourner *sine die* le Comité sur les céréales, les légumes secs et les légumineuses.

<sup>17</sup> CX/CAC 20/43/12; CRD8 (Cuba); CRD22 (République dominicaine); CRD26 (Équateur).

**COMITÉ DU CODEX SUR LES FRUITS ET LÉGUMES TRAITÉS<sup>18</sup>**

118. En ce qui concerne ce comité, la Commission, à sa quarante-troisième session, a examiné les points suivants: adoption finale et révocations de textes du Codex. La Commission du Codex Alimentarius, à sa quarante-troisième session, a suivi les recommandations formulées par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, en ce qui concerne ces points.

**Adoption finale de textes du Codex (point 5 de l'ordre du jour)**

***Norme pour la pâte de soja fermentée au piment fort (Gochujang) (étape 5/8)***

***Norme pour la sauce au piment (sauce « chili ») (« piments forts ») (étape 5/8)***

***Révision de la Norme pour le chutney de mangue (CXS 160-1987) (étape 5/8)***

***Norme générale pour les fruits séchés (étape 5/8)***

***Norme générale pour les mélanges de fruits en conserve (étape 5/8)***

***Débats***

119. L'Union européenne et ses États membres ont appuyé la décision du Comité du Codex sur les fruits et légumes traités de transmettre les dispositions relatives aux additifs alimentaires, à l'étiquetage et aux méthodes d'analyses au Comité sur les additifs alimentaires, au Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires et au Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage respectivement, afin que ceux-ci les approuvent. L'Union européenne et ses États membres ont insisté sur la nécessité de discussions plus approfondies au sein du Comité sur les additifs alimentaires dans le cadre de l'adoption des dispositions relatives aux additifs alimentaires figurant dans les normes sur la pâte de soja fermentée au piment fort (Gochujang), la sauce au piment (sauce « chili ») (« piments forts »), le chutney de mangue (CXS 160-1987) et les fruits séchés.
120. Le Secrétariat du Codex a expliqué que toutes les normes ne seraient publiées qu'après approbation par le Comité sur les additifs alimentaires et le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires, mais qu'il n'était pas nécessaire d'attendre l'approbation du Comité sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage, car celle-ci n'aurait pas d'incidence sur le texte des normes.

***Conclusion***

121. La Commission a adopté les cinq normes à l'étape 5/8, sous réserve de l'approbation par le Comité sur les additifs alimentaires et le Comité sur l'étiquetage des denrées alimentaires.

***Révision des normes du Codex******Conclusion***

122. La Commission a adopté les révisions proposées pour la *Norme pour les cornichons (concombres) en conserve* (CXS 115-1981), la *Norme pour les pousses de bambou en conserve* (CXS 241-2003), la *Norme pour les confitures, gelées et marmelades* (CXS 296-2009) et l'annexe sur les pommes de terre frites de la *Norme pour les légumes surgelés* (CXS 320-2015).

**Révocation de textes du Codex (point 5 de l'ordre du jour)*****Conclusion***

123. Suite à l'adoption des normes susmentionnées à l'étape 5/8, la Commission a révoqué les normes suivantes:
- *Norme régionale pour la pâte de soja fermentée au piment fort* (Gochujang) (CXS 294R-2009);
  - *Norme régionale pour la sauce au piment (sauce « chili ») (« piments forts »)* (CXS 306R-2011);
  - *Normes sur les abricots secs* (CXS 130-1981), *les dattes* (CXS 143-1985), *et les raisins secs* (CXS 67-1981);
  - *Normes sur le cocktail de fruits en conserve* (CXS 78-1981) *et la macédoine de fruits tropicaux en conserve* (CXS 99-1981).

**État d'avancement des travaux du Comité sur les fruits et légumes traités**

124. Le Président a rappelé les recommandations formulées par le Comité sur les fruits et légumes traités, à sa vingt-neuvième session<sup>19</sup>, et par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session<sup>20</sup>.
125. Le Président du Comité sur les fruits et légumes traités a remercié les participants pour leurs contributions aux travaux du Comité et pour leur coopération. Il a recommandé à la Commission d'approuver la recommandation

<sup>18</sup> CX/CAC 20/43/4 Add.1 Rev.1; CX/CAC 20/43/5 Add.1; CX/CAC 20/43/8 Add.1; CRD13 (Inde); CRD19 (Indonésie); CRD22 (République dominicaine); CRD24 (Thaïlande); CRD26 (Équateur).

<sup>19</sup> REP20/PFV, par. 35.

<sup>20</sup> REP20/EXEC2, par. 64.

formulée par le Comité sur les fruits et légumes traités, à sa vingt-neuvième session, et par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, à savoir l'ajournement *sine die* du Comité sur les fruits et légumes traités, celui-ci ayant achevé ses travaux. Le Comité sur les fruits et légumes traités avait accepté de recommander l'ajournement compte tenu du fait que l'intérêt et la participation des membres avaient été faibles et que le quorum n'avait pas été atteint au cours des cinq dernières réunions. Le Président du Comité sur les fruits et légumes traités a noté que les noix de cajou n'avaient pas été jugées prioritaires lors de l'enquête menée en 2018 auprès des membres du Comité sur les fruits et légumes traités. En outre, des normes sur les noix de cajou avaient déjà été élaborées par d'autres organisations. Par conséquent, le Président du Comité sur les fruits et légumes traités a estimé qu'il serait souhaitable d'inscrire les noix de cajou sur une liste de questions à examiner à un stade ultérieur. Il a également insisté sur le fait que l'ajournement *sine die* permettrait d'assurer que les ressources précieuses du Codex seraient consacrées à des travaux hautement prioritaires et suscitant une participation importante.

126. L'Inde a attiré l'attention sur les travaux en attente concernant l'élaboration de normes sur les noix de cajou et la patate douce séchée, qui avaient été approuvés par la Commission, à sa quarantième session (2017), au titre de nouveaux travaux, et avaient reçu l'appui de trois comités régionaux. L'Inde a indiqué vouloir commencer les travaux sur les noix de cajou, car il s'agit d'un produit commercialisé sur les marchés internationaux, et a suggéré que le Comité sur les fruits et légumes traités poursuive ses travaux par correspondance, car il y avait des précédents au Codex. En effet, il est arrivé qu'un comité reste actif pour se saisir d'un ou deux points de l'ordre du jour seulement et travaille par correspondance, notamment le Comité sur le lait et les produits laitiers (poudre de perméat de produit laitier), le Comité sur les céréales, les légumineuses secs et les légumineuses (quinoa) et le Comité sur les sucres (jus de canne à sucre centrifugé déshydraté). Comme alternative, l'Inde a suggéré de transférer les travaux sur les noix de cajou à un comité qui œuvre dans un domaine proche, comme le Comité sur les fruits et légumes frais.
127. L'Indonésie était en faveur de l'achèvement des travaux approuvés au sein du Comité sur les fruits et légumes traités.
128. Le Ghana, le Kenya, l'Ouganda et le Sénégal ont insisté sur l'importance des noix de cajou en Afrique et se sont dits favorables au lancement de travaux relatifs à l'élaboration d'une norme pour ce produit.
129. Le Secrétaire du Codex a noté l'intérêt manifesté par les délégations de charger le Comité sur les fruits et légumes frais de l'élaboration de la norme pour les noix de cajou. Il a également précisé qu'il était plus approprié de demander d'abord au Comité sur les fruits et légumes frais d'évaluer la faisabilité de ces travaux, compte tenu du fait que les comités du Codex devaient hiérarchiser leurs activités dans le cadre de leur mandat.
130. Le Mexique, pays hôte du Comité sur les fruits et légumes frais, a indiqué que selon lui, les travaux sur les noix de cajou relevaient du mandat du Comité sur les fruits et légumes traités et devaient être entrepris par ce comité plutôt que par le Comité sur les fruits et légumes frais.
131. Les États-Unis d'Amérique, en tant que pays hôte du Comité sur les fruits et légumes traités, ont rappelé que le Comité avait atteint ses objectifs et avait achevé tous les travaux qui avaient été définis comme étant hautement prioritaires. Le faible taux de participation au cours des cinq dernières sessions du Comité sur les fruits et légumes traités avait été problématique, que celles-ci se soient tenues en présentiel ou à distance. La faible participation à la vingt-neuvième session du Comité ne pouvait être expliquée par des considérations liées aux déplacements. Le délégué a également mis l'accent sur le fait qu'un laps de temps assez considérable s'était écoulé depuis le moment où la Commission s'était penchée sur la proposition relative aux noix de cajou, et que les choses avaient changé depuis. La pandémie actuelle avait également contraint les pays à adapter leurs priorités ainsi que les ressources consacrées aux travaux du Codex. Il a également noté que les noix de cajou ne faisaient l'objet d'aucune urgence liée à la sécurité sanitaire des aliments ou au commerce, et qu'il était préférable de les inscrire sur une liste de questions à examiner à un stade ultérieur.

#### Conclusion

132. La Commission a ajourné *sine die* le Comité sur les fruits et légumes traités et a demandé au Comité sur les fruits et légumes frais d'étudier la faisabilité d'élaborer une norme pour les noix de cajou.
133. L'Inde a exprimé des réserves quant à l'ajournement du Comité sur les fruits et légumes traités.

#### **COMITÉ DU CODEX SUR LE POISSON ET LES PRODUITS DE LA PÊCHE<sup>21</sup>**

134. En ce qui concerne ce comité, la Commission, à sa quarante-troisième session, a examiné le point suivant: propositions de nouveaux travaux. La Commission du Codex Alimentarius, à sa quarante-troisième session,

<sup>21</sup> CX/CAC 20/43/9 Add.1; CX/CAC 20/43/9 Add.2; CRD5 (Maroc et Philippines); CRD13 (Inde); CRD19 (Indonésie); CRD23 (Sénégal); CRD24 (Thaïlande); CRD26 (Équateur).

a suivi les recommandations formulées par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, en ce qui concerne ce point.

#### **Propositions de nouveaux travaux (point 8 de l'ordre du jour)**

##### ***Amendement de la Norme pour les sardines et produits du type sardines en conserve (CXS 94-1981): inclusion de *Sardinella lemuru* (sardinelle de Bali) dans la liste des espèces de sardines (section 2.1)***

135. Le Secrétariat du Codex a introduit la proposition des Philippines visant à évaluer la possibilité d'amender la Norme pour les sardines et produits du type sardines en conserve (CXS 94-1981) afin d'y inclure l'espèce *Sardinella lemuru* (sardinelle de Bali) dans la section 2.1. Le Secrétariat a également informé la Commission que, le Comité sur le poisson et les produits de la pêche ayant été ajourné *sine die*, la Norvège (pays hôte) avait examiné la proposition en coordination avec le Secrétariat du Codex, conformément au Manuel de procédure, et qu'une lettre circulaire sollicitant des observations avait été diffusée à tous les membres.

##### *Débats*

136. Un membre a souligné qu'une évaluation organoleptique devait être réalisée par trois laboratoires indépendants situés dans des régions différentes, comme l'indique le Manuel de procédure. Un autre membre, soutenu par d'autres délégations, a demandé de plus amples informations concernant le volume du stock présent dans l'environnement naturel et a souligné que la question était tout à fait pertinente car *S. lemuru* figurait dans la liste des espèces menacées de l'Union internationale pour la conservation de la nature (IUCN).
137. Le Président a encouragé les membres à centrer leur attention sur la nécessité éventuelle de réactiver le Comité sur le poisson et les produits de la pêche afin que celui-ci travaille par correspondance et évalue la possibilité d'amender la norme CXS 94-1981 pour y inclure l'espèce *S. lemuru*, tout en notant que ce n'était pas le rôle de la Commission de s'engager dans des débats techniques poussés.
138. Le Président du Comité sur le poisson et les produits de la pêche a précisé qu'une fois réactivé, le Comité mènerait ses travaux conformément à la *Procédure d'inclusion de nouvelles espèces dans les normes pour les poissons et les produits de la pêche* et examinerait les questions d'ordre technique soulevées par les membres. Il a également suggéré de créer un groupe de travail électronique dirigé par les Philippines et chargé d'organiser les débats portant sur des questions d'ordre technique et de faire rapport au Comité sur le poisson et les produits de la pêche, afin que les travaux puissent progresser de manière efficace.

Les Philippines, à l'origine de l'amendement proposé (CRD5), ont indiqué que les observations des pays, notamment en ce qui concerne l'évaluation organoleptique et le volume du stock présent dans l'environnement naturel, pouvaient être examinées en profondeur au niveau des comités et se sont dits très favorables à la proposition du Président du Comité sur le poisson et les produits de la pêche.

139. Un membre a souligné l'importance qu'il y avait à se conformer aux procédures figurant dans le Manuel de procédure et a fait ressortir que la Norvège, pays hôte du Comité, devait présider de tels débats techniques.
140. En réponse à la question de savoir qui présiderait le groupe de travail électronique dans l'éventualité de la création d'un tel groupe, le Président a précisé que cette question serait examinée par le Comité, une fois que celui-ci aura été réactivé.

##### *Conclusion*

141. La Commission, à sa quarante-troisième session, a approuvé la proposition de réactiver le Comité sur le poisson et les produits de la pêche afin que celui-ci travaille par correspondance, conformément à la *Procédure d'inclusion de nouvelles espèces dans les normes pour les poissons et les produits de la pêche*, et qu'il évalue la possibilité d'amender la Norme pour les sardines et produits du type sardines en conserve (CXS 94-1981) afin d'y inclure l'espèce *Sardinella lemuru* (sardinelle de Bali) dans la section 2.1.

#### **COMITÉ DU CODEX SUR LES RÉSIDUS DE PESTICIDES<sup>22</sup>**

142. En ce qui concerne ce comité, la Commission, à sa quarante-troisième session, a examiné le point suivant: propositions de nouveaux travaux. La Commission du Codex Alimentarius, à sa quarante-troisième session, a suivi les recommandations formulées par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, en ce qui concerne ce point.

#### **Propositions de nouveaux travaux (point 8 de l'ordre du jour)**

##### ***Liste prioritaire des pesticides proposés pour évaluation par la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides en 2021***

<sup>22</sup> CX/CAC 20/43/9 Add.3; CRD5 (Philippines); CRD22 (République dominicaine); CRD23 (Sénégal); CRD24 (Thaïlande); CRD25 (Nicaragua); CRD26 (Équateur); CRD28 (CropLife International).



143. Les observateurs de la NHF n'étaient pas favorables à l'inclusion du chlorpyrifos à la liste des priorités car, selon eux, ce composé présente des risques graves pour la santé des êtres humains, des animaux et des végétaux. Ils ont proposé, compte tenu des contraintes de ressources indiquées par la FAO et par l'OMS à l'occasion de diverses réunions de la Commission et des organes subsidiaires pertinents aux fins de la fourniture d'avis scientifiques, que la Réunion conjointe pourrait travailler de manière plus rentable en supprimant l'évaluation de composés de ce type.
144. Un membre a indiqué que la liste ne comportait que les composés destinés à être évalués par la Réunion conjointe et qu'il n'appartenait pas au Comité sur les résidus de pesticides de trancher sur l'utilisation de ce composé sur la base des résultats de l'évaluation de la sécurité menée par la Réunion conjointe.

*Conclusion*

145. La Commission, à sa quarante-troisième session, a approuvé la proposition de nouveaux travaux portant sur les listes prioritaires des pesticides proposés pour évaluation par la Réunion conjointe FAO/OMS sur les résidus de pesticides en 2021.

**COMITÉ FAO/OMS DE COORDINATION POUR L'EUROPE<sup>23</sup>**

146. En ce qui concerne ce comité, la Commission, à sa quarante-troisième session, a examiné le point suivant: questions soumises à la Commission par les comités du Codex. La Commission du Codex Alimentarius, à sa quarante-troisième session, a suivi les recommandations formulées par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, en ce qui concerne ce point.

**Questions soumises à la Commission par les comités du Codex**

***Politique linguistique au sein du Comité FAO/OMS de coordination pour l'Europe***

*Débats*

147. En réponse à la question posée par un membre, le Secrétariat du Codex a précisé qu'avec l'ajout du russe en tant que langue officielle, le Comité mènerait ses travaux dans quatre langues (anglais, espagnol, français et russe) pour lesquelles les services de traduction et d'interprétation seraient financés par le budget du Secrétariat du Codex.

*Conclusion*

148. Les participants à la quarante-troisième session de la Commission du Codex Alimentarius sont convenus que le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Europe travaillerait dans quatre langues (anglais, espagnol, français et russe) et que le Secrétariat du Codex formulerait une proposition relative au financement pérenne des coûts supplémentaires.

**NORMES ET TEXTES APPARENTÉS MAINTENUS PAR LA COMMISSION À L'ÉTAPE 8<sup>24</sup>**

***Projet de limites maximales de résidus pour les somatotropines bovines recombinées (STBr)***

149. Le Secrétaire du Codex a rappelé que la Commission, à sa trente-huitième session<sup>25</sup> (2015), était convenue de maintenir à l'étape 8 le projet de limites maximales de résidus (LMR) pour les somatotropines bovines recombinées (STBr), afin de laisser plus de temps pour favoriser l'émergence d'un consensus sur l'adoption de ces limites maximales.

*Conclusion*

150. Les participants à la quarante-troisième session de la Commission du Codex Alimentarius ont noté que ces limites maximales de résidus seraient toujours maintenues à l'étape 8.

**QUESTIONS FINANCIÈRES ET BUDGÉTAIRES RELATIVES AU CODEX: RAPPORT 2018-2019, RAPPORT INTÉRIMAIRE 2020-2021 ET PROPOSITION POUR 2022-2023 (point 12 de l'ordre du jour)<sup>26</sup>**

151. Le Secrétariat du Codex a présenté le rapport sur le budget, qui comporte trois parties. La première partie donne des informations sur les dépenses de l'exercice biennal 2018-2019, la deuxième partie présente la situation pour l'exercice biennal en cours 2020-2021 et la troisième partie traite de la proposition de budget pour 2022-2023.
152. Le Secrétariat a noté que la première et la deuxième parties avaient déjà été examinées par le Comité exécutif, à sa soixante-dix-neuvième session, et a rappelé que:

<sup>23</sup> CX/CAC 20/43/12.

<sup>24</sup> CX/CAC 20/43/4-Rev.1, Partie 2; CRD2 (Philippines, Maroc); CRD22 (République dominicaine).

<sup>25</sup> REP15/CAC, par. 62.

<sup>26</sup> CX/CAC 20/43/13.

- le budget pour 2018-2019 avait été utilisé en totalité grâce à un système efficace de suivi du budget et à une utilisation judicieuse des ressources économiques;
- en ce qui concerne le budget 2020-2021, des ajustements avaient été effectués afin d'assurer, dans la mesure du possible, la continuité des travaux du Codex dans le contexte de la pandémie de covid-19. Des ajustements supplémentaires seraient probablement nécessaires en raison des incertitudes persistantes.

153. Le Secrétariat a expliqué que s'agissant de la proposition de budget pour l'exercice biennal 2022-2023, il existait des incertitudes, du fait de la pandémie, quant aux futurs mécanismes de travail de la Commission et de ses organes subsidiaires. Une étude des effets de la pandémie serait menée en 2021 afin de mieux orienter le processus de planification des travaux pour 2022-2023, tout en tenant compte des résultats des travaux du Sous-Comité du Comité exécutif sur le Codex et la pandémie.
154. Le Secrétariat a également rappelé qu'il importait de mettre en œuvre le Plan stratégique du Codex pour 2020-2025, en particulier le nouvel objectif stratégique 3 concernant l'utilisation et l'incidence des normes du Codex et l'objectif stratégique 5 relatif aux systèmes de travail efficaces. Le Secrétariat a souligné la nécessité d'investir dans la mise à niveau de l'infrastructure informatique du Codex afin de faciliter le travail à distance et a noté que les ressources requises pour ces activités pourraient être obtenues en réalisant des économies ou en mobilisant des ressources, ou grâce à une formule alliant ces deux possibilités.
155. En se fondant sur l'analyse effectuée et compte tenu des incertitudes actuelles, le Secrétariat a proposé de maintenir le budget pour l'exercice biennal 2022-2023 au même niveau de financement que celui de l'exercice biennal 2020-2021.

#### *Débats*

156. Les États membres de l'Union européenne ont constaté qu'il était difficile de planifier le budget pour l'exercice biennal en cours et pour le prochain exercice biennal et ils ont confirmé être en faveur d'une transition rapide vers un Codex résilient et numérique, qui serait en mesure de mettre en œuvre sa stratégie malgré l'interruption des réunions physiques. Ils ont suggéré que le Comité exécutif donne des avis sur cette question dans le cadre de son mandat qui consiste, entre autres, à se pencher sur des dossiers spéciaux.
157. Les États membres de l'Union européenne ont également rappelé la recommandation formulée par la Commission, à sa quarante-deuxième session, concernant l'élaboration par la FAO et l'OMS d'une stratégie visant à assurer un financement durable pour la fourniture d'avis scientifiques à l'appui des activités du Codex, au titre de leurs budgets ordinaires respectifs. Ils se sont félicités du financement supplémentaire de 1 million d'USD alloué par la FAO, et du fait que la résolution 73-5 de l'Assemblée mondiale de la Santé soulignait également combien il était important de disposer de ressources financières durables, prévisibles et adéquates de la part de l'OMS pour la fourniture d'avis scientifiques. Ils ont demandé à la FAO et à l'OMS de présenter des informations actualisées sur ces questions à la quarante-quatrième session de la Commission.
158. Les États-Unis d'Amérique ont également rappelé l'importance que revêtait le programme relatif à la fourniture d'avis scientifiques à l'appui des travaux du Codex. Le délégué a appuyé la demande des États membres de l'Union européenne concernant la présentation, à la quarante-quatrième session de la Commission, d'informations actualisées sur les activités menées par la FAO et l'OMS aux fins du financement durable de la fourniture d'avis scientifiques. Il a accueilli favorablement le financement supplémentaire fourni par la FAO ainsi que la protection du budget du Codex dans le cadre de la restructuration récente de la FAO. Il a également souligné qu'il était important de mener le plus de travaux possibles sur les avis scientifiques dans le cadre de réunions à distance, pendant qu'il n'était pas possible d'organiser des réunions physiques.

#### *Conclusion*

159. Les participants à la quarante-troisième session de la Commission du Codex Alimentarius:
- ont pris note des informations contenues dans le rapport 2018-2019, dans le rapport intérimaire 2020-2021 et dans la proposition pour 2022-2023 et ont également noté que cette dernière pouvait être révisée en fonction des conclusions du Sous-Comité sur le Codex et la pandémie du Comité exécutif et de son approbation par la FAO et l'OMS;
  - ont pris acte des problèmes liés à la pandémie actuelle de covid-19 et se sont félicités de l'engagement pris par le Secrétariat du Codex d'examiner les effets de la pandémie sur le budget du Codex et de fournir régulièrement des informations actualisées sur le plan de travail pour 2020-2021 en tenant compte des résultats des travaux du Sous-Comité sur le Codex et la pandémie du Comité exécutif;
  - ont souligné l'importance qu'il y avait à mettre en œuvre le Plan stratégique du Codex pour 2020-2025, ont noté l'importance que revêtait l'objectif stratégique 3 dans le contexte actuel et ont encouragé les membres et le Secrétariat du Codex à travailler ensemble à la mise en œuvre du Plan;

- iv) ont reconnu l'importance qu'il y avait à maintenir et à soutenir le programme de la FAO et de l'OMS relatif à la fourniture d'avis scientifiques et les efforts consentis par ces organisations pour maintenir le financement de ce programme; ils ont par ailleurs noté qu'il importait de poursuivre les travaux au moyen d'outils virtuels s'il n'était pas possible de tenir des réunions selon des modalités présentiels.

#### **NOMINATION DES COORDONNATEURS (point 13 de l'ordre du jour)<sup>27</sup>**

160. Le Secrétariat a informé les participants à la quarante-troisième session de la Commission du Codex Alimentarius que les six comités de coordination ne s'étaient pas réunis depuis la quarante-deuxième session, qu'ils avaient examiné la question de la nomination des nouveaux coordonnateurs et que, dans le cas de cinq d'entre eux, un coordonnateur avait effectivement été nommé. Étant donné qu'à sa vingt-troisième session, le Comité de coordination pour l'Afrique n'avait pas été en mesure de nommer un nouveau coordonnateur pour prendre la suite du Kenya, les membres de la région ont tenu une réunion informelle extraordinaire à distance afin de donner suite à la lettre CL 2020/33-AFRICA et sont convenus de désigner l'Ouganda au rôle de coordonnateur, ce qui évite de devoir recourir à la proposition figurant dans le document CX/CAC 20/43/14.
161. Le Président de la Commission a invité les participants à la quarante-troisième session à prendre note des informations fournies par le Secrétariat du Codex et a invité les six coordonnateurs sortants à intervenir lors de la séance plénière. Les coordonnateurs ont rappelé certains des faits marquants et des résultats obtenus au cours de leur mandat et ont proposé une réflexion sur le rôle actuel et futur du Codex dans leur région, avant de se féliciter de l'appui dont ils ont bénéficié. Ils sont notamment revenus sur les éléments essentiels suivants:
- Le Kenya, Coordonnateur pour l'Afrique, a rappelé combien les normes du Codex, tout comme la participation active à ses travaux, étaient importantes pour la région, et a mis en avant les efforts qu'il a déployés afin de renforcer la coopération et de faire de la sécurité sanitaire des aliments une priorité dans la région. Il a indiqué qu'il fallait conserver la dynamique actuelle en communiquant avec les autres régions sur des questions d'intérêt mutuel.
  - L'Inde, Coordonnatrice pour l'Asie, est revenue sur certaines réalisations mais aussi sur des défis, en rappelant l'élaboration d'un cadre pratique permettant une bonne coordination parmi ses membres, l'adoption de nouvelles normes régionales, mais également la nécessité d'assurer la participation continue des membres, soulignant notamment le délicat équilibre à trouver dans les travaux du Comité entre les aspects généraux relatifs à la sécurité sanitaire des aliments et les besoins des États Membres en matière de renforcement des capacités.
  - Le Kazakhstan, Coordonnateur pour l'Europe, a souligné le travail de sensibilisation mené afin de faire connaître l'importance du Codex dans la région et de renforcer la participation de membres jusque-là inactifs dans les travaux du Codex, et a mis en exergue l'amélioration et la consolidation de la coordination entre les pays membres de l'UE et les non membres.
  - Le Chili, Coordonnateur pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a rappelé qu'il a contribué à maintenir ouvertes en permanence des voies de communication entre tous les membres de la région et au-delà et à tirer parti des perspectives offertes par les pays grâce à la coopération Sud-Sud. Il a par ailleurs indiqué que les capacités de production alimentaire de la région permettent de répondre aux besoins de la population mondiale en hausse, raison pour laquelle sa participation et sa contribution au Codex revêtent une importance primordiale pour tous.
  - L'Iran, Coordonnateur pour le Proche-Orient, a souligné la précieuse contribution des comités de coordination, qui participent directement aux programmes de sécurité sanitaire des aliments et de santé, et a indiqué que pendant son mandat, l'accent avait été placé sur la prise en compte des aspects cruciaux et fondamentaux de la sécurité sanitaire des aliments aux niveaux national et régional.
  - Le Vanuatu, Coordonnateur pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest, a noté qu'il importait d'adopter une norme régionale pour le kava, compte tenu des difficultés traversées et surmontées par la région s'agissant de mettre au point sa première norme régionale, et a mis en avant le caractère essentiel de la collaboration afin de relever les défis qui se présentent dans le cadre des activités du Codex.
162. Les coordonnateurs ont également félicité leurs successeurs et leur ont souhaité tout le succès possible dans le cadre de leurs nouvelles fonctions.

<sup>27</sup> CX/CAC 20/43/14; CRD14 (El Salvador); CRD21 (République de Corée); CRD22 (République dominicaine); CRD26 (Équateur); CRD40 (Coordonnateur pour le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique).

163. Les participants à la quarante-troisième session de la Commission ont remercié les coordonnateurs sortants des efforts considérables qu'ils ont déployés et du dévouement dont ils ont fait preuve à l'égard de l'action du Codex durant toutes ces années, avant de souhaiter la bienvenue aux nouveaux coordonnateurs.

*Conclusion*

164. Conformément à l'article IV.2 du Règlement intérieur de la Commission et sur la base des nominations faites par les comités de coordination, les membres ci-après de la Commission ont été nommés en qualité de coordonnateurs pour un premier ou un deuxième mandat allant de la fin de la quarante-troisième session jusqu'à la fin de la première session ordinaire de la Commission qui suit la prochaine session du Comité de coordination concerné (d'après les plans actuels, il s'agirait de la fin de la quarante-cinquième session, en 2022):

- Comité FAO/OMS de coordination pour l'Afrique: Ouganda;
- Comité FAO/OMS de coordination pour l'Asie: Chine;
- Comité FAO/OMS de coordination pour l'Europe: Kazakhstan (reconduit);
- Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique latine et les Caraïbes: Équateur;
- Comité FAO/OMS de coordination pour le Proche-Orient: Arabie saoudite;
- Comité FAO/OMS de coordination pour l'Amérique du Nord et le Pacifique Sud-Ouest: Fidji.

**DÉSIGNATION DES PAYS CHARGÉS DE NOMMER LES PRÉSIDENTS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CODEX (point 14 de l'ordre du jour)<sup>28</sup>**

165. S'exprimant au nom du Président et des vice-présidents de la Commission, ainsi que des membres et observateurs, M. Purwiyatno Hariyadi, Vice-Président de la Commission du Codex Alimentarius, a remercié les pays membres chargés de nommer les présidents des organes subsidiaires du Codex, en rappelant les efforts consentis sans relâche afin de faire en sorte que le Codex accomplisse son mandat.

166. Un membre a soulevé la question de l'allongement du calendrier prévu pour l'achèvement des travaux dans les comités du Codex qui ne se réunissent pas chaque année et, en particulier, les comités qui ont une importante charge de travail, notamment le Comité sur les fruits et légumes frais et le Comité sur les épices et les herbes culinaires, et a évoqué la possibilité de convoquer ces réunions tous les ans. Le membre, qui a mentionné les débats sur cette question qui se sont tenus aux soixante-dix-septième et soixante-dix-huitième sessions du Comité exécutif, a également demandé à la Commission et au Comité exécutif d'examiner la succession et la fréquence de ces comités du Codex en fonction des priorités.

167. *Conclusions*

- i) Les participants à la quarante-troisième session de la Commission du Codex Alimentarius ont confirmé la désignation des gouvernements hôtes dont la liste figure dans le document CX/CAC 20/43/15.
- ii) La Commission a ajourné *sine die* le Comité du Codex sur les céréales, les légumes secs et les légumineuses après l'achèvement des travaux portant sur la *Norme pour le quinoa*<sup>29</sup>, ainsi que le Comité sur les fruits et légumes traités après que celui-ci a eu achevé ses travaux<sup>30</sup>. Il a exprimé sa gratitude aux États-Unis d'Amérique, pays hôte de ces deux comités, et a noté leur volonté de continuer à accueillir ces comités, s'il le fallait, pour une nouvelle activité.
- iii) La Commission, à sa quarante-troisième session, a réactivé le Comité sur le poisson et les produits de la pêche, afin que celui-ci travaille par correspondance en vue d'évaluer la possibilité d'amender la *Norme pour les sardines et produits du type sardines en conserve* (CXS 94-1981)<sup>31</sup> afin d'y inclure l'espèce *Sardinella lemuru* (sardinelle de Bali).
- iv) La Commission, à sa quarante-troisième session, a noté que le Comité exécutif examinerait la succession et la fréquence des réunions des organes subsidiaires du Codex au cours de l'une de ses prochaines sessions.

**QUESTIONS DIVERSES (point 15 de l'ordre du jour)**

168. Aucune question n'avait été inscrite à ce point de l'ordre du jour.

<sup>28</sup> CX/CAC 20/43/15; CRD13 (Inde); CRD22 (République dominicaine).

<sup>29</sup> CX/CAC 20/43/12.

<sup>30</sup> CX/CAC 20/43/4 Add.1 Rev.1; CX/CAC 20/43/5 Add.1.

<sup>31</sup> CX/CAC 20/43/9 Add.1; CX/CAC 20/43/9 Add.2.

**Annexe I****LIST OF PARTICIPANTS****CHAIRPERSON**

Mr Guilherme Antonio Da Costa  
Food Safety Expert  
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply  
Brazilia  
Brazil

**VICE-CHAIRPERSONS**

Prof Purwiyatno Hariyadi  
Professor, Bogor Agricultural University  
Southeast Asian Food and Agricultural  
Science and Technology (SEAFAST) Center  
Bogor  
Indonesia

Ms Mariam Eid  
Head Agro-Industries Department  
Ministry of Agriculture  
Beirut  
Lebanon

Mr Steve Wearne  
Director, Global Affairs  
Food Standards Agency  
London  
United Kingdom

**MEMBERS NATIONS AND MEMBER ORGANIZATIONS****ANTIGUA AND BARBUDA**

Ms. Solange Baptiste  
Antigua and Barbuda Bureau of Standards  
St. John's

Mr. Jonah Davis Ormond  
Registrar Pesticides and Toxic Chemicals  
Government of Antigua and Barbuda  
St. John's

**ARGENTINA**

Ms. Gabriela Alejandra Catalani  
Coordinadora del Punto Focal Codex de Argentina  
Ministerio de Agricultura, Ganadería y Pesca  
Ciudad Autónoma DE Buenos Aires

Mr. Carlos Eugenio Alli  
Coordinador  
SENASA  
Martínez, Buenos Aires

Ms. Andrea Calzetta Resio  
Coordinadora General de Aprobación de Productos  
Alimenticios  
Servicio Nacional de Sanidad y Calidad Agroalimentaria  
Ciudad Autónoma de Buenos Aires

Sra. Maria Carullo  
Coordinadora General de Vigilancia y Alerta de  
Residuos y Contaminantes  
SENASA  
Secretaria CCFH Nacional  
Buenos Aires

Mr. Martin Colicigno  
Magyp  
Buenos Aires

Sra. María Alejandra Larre  
Asesora del Punto Focal del Codex Alimentarius de  
Argentina  
Ministerio de Agricultura Ganadería y Pesca  
Buenos Aires

Ms. María Victoria Schriro  
ANMAT  
Buenos Aires

**ARMENIA**

Ms. Iren Melkonyan  
Codex Contact Point  
Ministry of Economy  
Yerevan

Mr. Vahe Danielyan  
Head of Food Safety Department  
Food Safety Inspection Body of the Republic of Armenia  
Yerevan

**AUSTRALIA**

Ms. Fran Freeman  
First Assistant Secretary  
Department of Agriculture, Water and the Environment  
Canberra

Ms. Anna Somerville  
Assistant Secretary  
Department of Agriculture, Water and the Environment  
Canberra

Ms. Usha Sriram-Prasad  
Director  
Department of Agriculture, Water and the Environment  
Canberra

Mr. Mark Booth  
Chief Executive Officer  
Food Standards Australia New Zealand (FSANZ)  
Canberra

Mr. Scott Crerar  
General Manager  
Food Standards Australia New Zealand (FSANZ)  
Canberra

**AUSTRIA**

Ms. Bettina Brandtner  
Ministry of Agriculture, Regions and Tourism  
Vienna

Ms. Karin Gromann  
Head of Unit  
Federal Ministry of Health  
Vienna

**AZERBAIJAN**

Mr. Fuad Mardiyev  
Food Safety Agency of The Republic of Azerbaijan  
Baku

Ms. Aynura Rzayeva  
Head of Food Safety Department  
Azerbaijan Food Safety Institute  
Baku

**BAHAMAS**

Ms. Patricia Johnson  
Director of Food Safety and Quality  
Bahamas Agricultural Health and Food Safety Authority  
(BAHFSA)  
Nassau

**BANGLADESH**

Mr. Golam Md. Sarwar  
Deputy Director (Agri. & Food)  
Bangladesh Standards and Testing Institution  
Dhaka

Mr. MD Nozir Ahmmod Miah  
Deputy Director (Int. Audit/Assessment)  
Bangladesh Standards and Testing Institution  
Dhaka

**BELGIUM**

Mr. Carl Berthot  
General Counsellor  
FPS Public Health  
Brussels

Mr. Johan Hallaert  
Director Food Policy  
Fevia  
Brussels

**BELIZE**

Ms. Natalie Gibson  
Acting Food Safety Director  
Belize Agricultural Health Authority  
Belize City

**BENIN**

M. Innocent Togla  
MAEP/BENIN  
Cotonou

M. Urbain Thibauthéon Arron Sonagnon Brito  
Chef Service des Contrôle et Suivi des Produits  
Halieutiques et Post-Capture  
Cotonou

M. Ifagbémi Bienvenue Chabi  
Enseignant-Chercheur, Assistant  
Université d'Abomey-Calavi  
Cotonou

M. Sètonджи Epiphane Hossou  
Ingénieur du Développement Rural  
Cotonou

M. Egnon Jacques Hougbenou Hougla  
Direction de l'Alimentation et de la Nutrition Appliquée  
Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche  
Cotonou

**BHUTAN**

Mr. Tashi Samdup  
Director General  
Ministry of Agriculture and Forests  
Thimphu

Mr. Kubir Bhattarai  
Deputy Chief Regulatory and Quarantine Officer  
Bhutan Agriculture and Food Regulatory Authority  
Thimphu

**BOLIVIA (PLURINATIONAL STATE OF)**

Sr. Yamil Alejandro Mattos Villarroel  
Jefe Nacional de Inocuidad Alimentaria - Presidente  
Nacional de Codex  
SENASAG - CNCA  
Trinidad, Beni

Sra. Veronica Bustillos  
CNC  
La Paz

Sra. Blanca Fernández  
Punto de Contacto  
Ministerio de Desarrollo Productivo y Economía Plural  
La Paz

Sra. Mónica Rollano  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
La Paz

**BOSNIA AND HERZEGOVINA**

Mr. Dzemail Hajric  
Director General  
Food Safety Agency  
Mostar

**BOTSWANA**

Ms. Lephutshe Ada Senwelo  
CCP - Scientific Officer Food Safety  
Ministry of Health and Wellness  
Gaborone

**BRAZIL**

Mr. Jônathas Silveira  
Head of Delegation  
Ministry of Foreign Affairs (MRE)  
Brasília

Mr. André Santos  
Coordinator of the Brazilian Codex Alimentarius  
Committee  
National Institute of Metrology, Quality and Technology  
(INMETRO)  
Duque de Caxias

Ms. Camila Doyle Silveira  
Assistant  
National Institute of Metrology, Quality and Technology  
(INMETRO)  
Brasília

Mr. Paulo Roque Martins Silva  
Researcher  
National Institute of Metrology, Quality and Technology  
(INMETRO)  
Duque de Caxias

Mr. Rafael Vinícius Lima  
Assistant  
National Institute of Metrology, Quality and Technology  
(INMETRO)  
Duque de Caxias

Mr. Cesar Vandesteem  
Official Veterinarian Inspector  
Ministry of Agriculture, Livestock and Food Supply  
(MAPA)  
Brasília

Ms. Ana Araújo  
Health Regulation Expert  
Brazilian Health Regulatory Agency (ANVISA)  
Brasília

Ms. Carolina Vieira  
Health Regulation Expert  
Brazilian Health Regulatory Agency (ANVISA)  
Brasília

Mr. Diogo Soares  
Health Regulation Expert  
Brazilian Health Regulatory Agency (ANVISA)  
Brasília

Ms. Larissa Porto  
Health Regulation Expert  
Brazilian Health Regulatory Agency (ANVISA)  
Brasília

Ms. Lígia Lindner Schreiner  
Health Regulation Expert  
Brazilian Health Regulatory Agency (ANVISA)  
Brasília

Ms. Nice Bauchspiess  
Health Regulation Expert  
Brazilian Health Regulatory Agency (ANVISA)  
Brasília

Mr. Antonio Pupin  
Manager  
Brazilian Food Industry Association (ABIA)  
São Paulo

Ms. Laís Amaral Mais  
Nutritionist Researcher  
Brazilian Institute of Consumer Protection (IDEC)  
São Paulo

#### **BULGARIA**

Ms. Petia Tasseva  
Ministry of Agriculture, Food and Forestry  
Sofia

#### **BURKINA FASO**

Mr. Sansan Cyrille Regis Kambire  
Ministère de l'agriculture et des aménagements hydro-  
agricoles  
Ouagadougou

#### **BURUNDI**

Mr. Célestin Ntahomvukiye  
Quality Manager and Secretary of National Codex  
Forum  
Burundi Bureau of Standards (BBN)  
Bujumbura

#### **CABO VERDE**

Mr. Helder Lopes  
Director  
ERIS - Entidade Reguladora Independente da Saude  
Praia, Santiago Island

Ms. Francisca Barbosa  
DGASP  
Praia

#### **CAMBODIA**

Mr. Theng Dim  
Deputy Director General  
Ministry of Commerce  
Phnom Penh

#### **CAMEROON**

M. Awal Mohamadou  
Deputy Director  
ANOR  
Yaoundé

Mr. Medi Mougui  
Embassy  
Rome

#### **CANADA**

Ms. Kathleen Twardek  
Canadian Food Inspection Agency  
Ottawa

Mr. Samuel Godefroy  
LAVAL University  
Quebec



Ms. Patricia Hoy  
Agriculture Canada  
Ottawa

Ms. Nancy Ing  
Regulatory Policy & Risk Management Specialist  
Health Canada - Government of Canada  
Ottawa

Ms. Meghan Elizabeth Quinlan  
Health Canada - Government of Canada  
Ottawa

Ms. Alison Wereley  
Canadian Food Inspection Agency  
Ottawa

#### **CHILE**

Ms. Nuri Gras  
Executive Secretary  
Chilean Food Safety and Quality Agency (ACHIPIA)  
Ministry of Agriculture  
Santiago

Sra. Luisa Kipreos  
Technical Adviser  
Ministry of Health  
Santiago

Ms. Cassandra Pacheco  
Codex Contact Point  
Chilean Food Safety and Quality Agency (ACHIPIA)  
Ministry of Agriculture  
Santiago

Mr. Diego Varela  
Chair CCLAC  
Chilean Food Safety and Quality Agency (ACHIPIA)  
Ministry of Agriculture  
Santiago

Sra. Roxana Vera  
Jefa del Subdepartamento de Acuerdos Internacionales  
Servicio Agrícola y Ganadero (SAG)  
Santiago

Ms. Constanza Vergara-Escobar  
Technical Adviser  
Chilean Food Safety and Quality Agency (ACHIPIA)  
Ministry of Agriculture  
Santiago

Mr. Gonzalo Aranda  
Profesional del Subdepartamento de Acuerdos  
Internacionales, Departamento de Negociaciones  
Internacionales, Dirección Nacional, Servicio Agrícola y  
Ganadero (SAG)  
Santiago

Mr. Moises Leiva  
Gerente General de Alimentos  
Chile Alimentos  
Santiago

#### **CHINA**

Mr. Leishi Zhang  
Deputy Director  
China National Health Commission Department of Food  
Safety Standards, Risk Surveillance and Assessment  
Beijing

Mr. Jingen Cheng  
Director of Department  
Department of Agro-products Quality and Safety,  
MARA, P.R.C  
Beijing

Mr. Zhutian Wang  
Deputy Director General  
China National Center for Food Safety Risk Assessment  
Beijing

Mr. Zheng Chen  
Deputy Secretary-General  
Chinese Institute of Food Science and Technology  
Beijing

Ms. Hao Ding  
Assistant Researcher  
China National Center for Food Safety Risk Assessment  
Beijing

Ms. Haihong Hao  
Professor  
Huazhong Agricultural University  
Wuhan

Ms. Xiaoxi Ju  
Researcher  
Macao Municipal Affairs Bureau  
Macao S.a.r.

Ms. Shufang Li  
Research Assistant, Doctor  
Institute of Quality Standard and Testing Technology for  
Agro-products, Henan Academy of Agricultural Science  
Zhengzhou

Ms. Chang Li  
China Codex Contact Point-Agronomist  
Center for Agro-Food Quality & Safety, Ministry of  
Agriculture and Rural Affairs, P.R.China  
Beijing

Mr. Xiaolei Lu  
Hangzhou Tea Research Institute, China CO-OP  
Hangzhou

Mr. Zhen Lu  
Deputy Division Director  
China General Chamber of Commerce  
Beijing

Ms. Xiaozhe Qi  
Engineer  
Standards and Quality Center of National Food and  
Strategic Reserve Administration (NAFRA)  
Beijing

Mr. Xiongwu Qiao  
Shanxi Academy of Agricultural Sciences  
Taiyuan

Ms. Jing Tian  
Researcher  
China National Center for Food Safety Risk Assessment  
Beijing

Mr. Zhong Wan  
Staff member  
Standards and Quality Center of National Food and  
Strategic Reserves Administration  
Beijing

Mr. Songjun Wang  
Nanjing Institute for Comprehensive Utilization of Wild  
Plants, China CO-OP  
Nanjing

Ms. Hejia Wang  
China Institute of Veterinary Drug Control  
Beijing

Mr. Xiaofeng Wang  
State Administration for Market Regulation  
Beijing

Mr. Guibiao Ye  
ICAMA/CCPR  
Beijing

Mme. Yan Zhang  
Standards and Quality Center of NAFRA  
Beijing

#### **COLOMBIA**

Mr. Aurelio Mejia  
Director de Regulación  
Ministerio de Comercio, Industria y Turismo  
Bogotá

Ms. Zonia Elizabeth Caro Carvajal  
Codex & SPS Adviser  
Ministry of Commerce, Industry and Tourism  
Bogotá

Sra. María Claudia Jimenez  
Coordinadora Grupo Alimentos y Bebidas  
Invima  
Bogotá

Sra. Blanca Cristina Olarte Pinilla  
Ministerio de Salud y Protección Social  
Bogotá

Sra. Norma Constanza Soto  
Instituto Nacional de Vigilancia de Medicamentos y  
Alimentos INVIMA  
Bogotá

#### **COSTA RICA**

Sra. Luisa Diaz Sanchez  
Directora Calidad  
Ministerio de Economía, Industria y Comercio  
San José

Sra. Carmen Tatiana Cruz Ramírez  
Jefe Reglamentación Técnica y Codex  
Ministerio de Economía, Industria y Comercio  
San José

Sra. Amanda Lasso  
Asesor Codex Alimentarius  
Ministerio de Economía, Industria y Comercio  
Heredia

#### **CÔTE D'IVOIRE**

Mr. Ardjouma Dembele  
Directeur du Laboratoire National d'Appui au  
Développement Agricole (LANADA)  
Président du Comité National du Codex Alimentarius  
Abidjan

Mme. Aman Amah Marine Adjei  
Chargé d'Etudes  
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural  
Abidjan

M. Bertin Anon  
Directeur des Productions Vivrières et de la Sécurité  
Alimentaire, Point de Contact du Codex Côte d'Ivoire  
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural  
Abidjan

Mr. Kouadio Maxime Easo  
Sous-Directeur de la Recherche Agricole  
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural  
Abidjan

Mme. Diemeléou Assoh Chantal Aka  
Spécialiste Sécurité Alimentaire et Recherche  
Agronomique  
Secrétariat Exécutif du Conseil National de Nutrition, de  
l'Alimentation et de la Petite Enfance (CONNAPE)  
Abidjan

M. N'guessan Kouassi  
Sous-Directeur de l'Inspection phytosanitaire à la  
Direction de la Protection des Végétaux, du Contrôle et  
de la Qualité  
Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural  
Abidjan

Mme. Yoboue Patricia Ngoran-Theckly  
Point Focal SUN, Conseiller Principal auprès du Centre  
Régional d'Excellence contre la Faim et la Malnutrition  
(CERFAM)  
Présidence de la République de Côte d'Ivoire  
Abidjan

Mr. Stanislas Dewinther Tape  
Sous-Directeur de la Qualité et de la Formation/  
Responsable Qualité  
Laboratoire National d'Essais de Qualité de Métrologie  
et d'Analyses (LANEMA)  
Abidjan

#### **CROATIA**

Ms. Iva Mraović  
Ministry of Agriculture  
Zagreb

#### **CUBA**

Sra. Hortensia Nancy Fernández Rodríguez  
Directora General de la Oficina Nacional de  
Normalización, Presidenta del Comité Nacional CODEX  
Cuba  
La Habana

Ing. Angel Casamayor  
Especialista de la Dirección de Regulaciones Técnicas y  
Calidad del Ministerio del Comercio Exterior y la  
Inversión extranjera (MINCEX)  
La Habana

Ing. Rocio Hernández. Especialista  
Principal de la Dirección de Calidad y Tecnología del  
Ministerio de la Industria Alimentaria (MINAL)  
La Habana

Sra. Mayra Martí .Jefa  
Dpto. de Higiene de los alimentos y Nutrición del  
Ministerio de Salud pública (MINSAP)  
La Habana

Ing. Mariana Pérez  
Jefa Dpto. Independiente de Gestion de calidad del  
Ministerio de la Agricultura (MINAG)  
La Habana

#### **CYPRUS**

Ms. Annoula Kouppari  
Ministry of Agriculture  
Nicosia

#### **CZECHIA**

Ms. Dana Triska  
Head of Food Chain Unit  
Ministry of Agriculture of the Czech Republic  
Prague

#### **DENMARK**

Mr. Jens Therkel Jensen  
Senior Advisor, International Co-operation Unit  
Danish Veterinary and Food Administration  
Glostrup

Ms. Susanne Kofoed  
Special Advisor  
Danish Veterinary and Food Administration  
Glostrup

#### **DOMINICA**

Ms. Mara Abraham  
Programme Manager-Standards Development  
Dominica Bureau of Standards  
Roseau

#### **DOMINICAN REPUBLIC**

Ing. Elsa Acosta Piantini  
Encargada Departamento Alimentos (DIGEMAPS)  
Ministerio de Salud Pública  
Santo Domingo

Sr. Modesto Pérez Blanco  
Coordinador Normas Alimenticias (DIGEMAPS)  
Ministerio de Salud Pública  
Santo Domingo

Sr.E. Mario Arvelo  
Embajador, Representante Permanente  
Misión Permanente de República Dominicana  
ante las agencias de las Naciones Unidas con sede en  
Roma (FAO-FIDA-PMA)  
Roma

Sra. Julia Vicioso  
Ministra Consejera, Representante Alterna  
Misión Permanente de República Dominicana  
ante las agencias de las Naciones Unidas con sede en  
Roma (FAO-FIDA-PMA)  
Roma

Sra. Diana Infante  
Consejera, Representante Alterna  
Misión Permanente de República Dominicana  
ante las agencias de las Naciones Unidas con sede en  
Roma (FAO-FIDA-PMA)  
Roma

Sra. Liudmila Kuzmicheva  
 Consejera, Representante Alternativa  
 Misión Permanente de República Dominicana  
 ante las agencias de las Naciones Unidas con sede en  
 Roma (FAO-FIDA-PMA)  
 Roma

Sra. Patricia Rodríguez  
 Consejera, Representante Alternativa  
 Misión Permanente de República Dominicana  
 ante las agencias de las Naciones Unidas con sede en  
 Roma (FAO-FIDA-PMA)  
 Roma

Sra. María Laureano  
 Primera Secretaria, Representante Alternativa  
 Misión Permanente de República Dominicana  
 ante las agencias de las Naciones Unidas con sede en  
 Roma (FAO-FIDA-PMA)  
 Roma

#### **ECUADOR**

Mr. Rommel Betancourt  
 Coordinador General de Inocuidad de Alimentos  
 AGROCALIDAD  
 Quito

Mr. Segundo Israel Vaca Jimenez  
 Food Safety Analyst  
 AGROCALIDAD  
 Quito

Ms. Daniela Vivero  
 AGROCALIDAD  
 Quito

#### **EGYPT**

Ms. Hanan Fouad Hamid Ibrahim Hashem  
 Head of Food Standards Department  
 Egyptian Organization for Standardization and Quality  
 (EOS)  
 Cairo

Ms. Zienab Abdel-Rahman  
 Food Standard Specialist  
 Egyptian Organization for Standardization and Quality  
 Cairo

Ms. Reda Esmail  
 Food Standards Specialist  
 Egyptian Organisation for Standards and Quality  
 Cairo

Mr. Salaheldin Hussein Sayed Ahmed Abouraia  
 Prof emeratus  
 Faculty of Agriculture - Cairo University  
 Cairo

Mr. Ashraf Esmael Mohamed Afify  
 Chairman  
 Egyptian Organization for Standardization and Quality  
 (EOS)  
 Cairo

M. Noha Attia  
 Food Standard Specialist  
 Egyptian Organization for Standardization and Quality  
 Cairo

Ms. Mariam Barsoum  
 Food Standards Specialist  
 Egyptian Organization for Standardization & Quality  
 Cairo

Mr. Mustafa Eldeeb  
 Regulatory Affairs HUB Manager at Bel - NEAR &  
 Middle East  
 BEL  
 Cairo

Mr. Ahmed Elhelw  
 Codex Contact Point  
 Egyptian Organization for Standardization & Quality  
 (EOS)  
 Cairo

Mr. Ahmed Eltoukhy  
 Scientific and Regulatory Affairs Lead  
 International Co. for Agro Industrial Projects (Beyti)  
 Cairo

Mr. Elshahat Abdelrahman Selim Eltoukhy  
 Deputy Executive Director  
 Chamber of Food Industries  
 Cairo

Mme. Nermeen Ibahim Eldesokey Abdelfadeel Khalifa  
 Head of Beverage Industry , CFI , Scientific &  
 Regulatory Affairs Senior Manager , Atlantic  
 Atlantic  
 Cairo

Mme. Haidy Mohy  
 Scientific Regulatory Affairs-MENA-Pepsico  
 Egypt- PepsiCo  
 Cairo

Ms. Mervat Ahmed Fouad Mohamed Fouad Nasr  
 Consultant of Special Food  
 National Nutrition Institute  
 Cairo

Mr. Mohamed Nasser  
 Food Standards Specialist  
 Egyptian Organization for Standardization and Quality  
 (EOS)  
 Cairo

Ms. Rania Omara  
Food Standards Specialist  
EOS  
Cairo

Mr. Mohamed Shamekh  
Regional Regulatory Affairs Manager  
Fonterra Egypt limited company  
Cairo

Mr. Mohamed Teliba  
Standardization Specialist  
Higher Institute for Agricultural Cooperation  
Bdr City

#### **EL SALVADOR**

Sra. Raquel Martínez  
Directora Técnica  
Organismo Salvadoreño de Reglamentación Técnica  
(OSARTEC)  
San Salvador

Sra. Claudia Guzmán  
Jefe del Punto de Contacto Codex Alimentarius  
OSARTEC  
San Salvador

Sr. Josué Daniel López Torres  
Técnico Especialista Codex Alimentarius  
Organismo Salvadoreño de Reglamentación Técnica-  
OSARTEC  
San Salvador

#### **ERITREA**

Mr. Tekleab Ketema  
Director General  
Ministry of Agriculture  
Asmara

#### **ESTONIA**

Ms. Svetlana Jankovenko  
Adviser, Codex Contact Point  
Ministry of Rural Affairs of Estonia  
Tallinn

#### **EUROPEAN UNION**

Mr. Dirk Lange  
European Commission  
Brussels

Mr. Robert Dautzenberg  
General Secretariat of the Council EU  
Brussels

Ms. Bernadette Klink-Khachan  
EU Codex Contact Point  
European Commission  
Brussels

Mr. Jörg Roos  
European Union  
Brussels

Mr. Francisco Javier Dominguez Orive  
European Union  
Brussels

Mr. Sébastien Goux  
Deputy Head of Unit  
European Commission  
Brussels

Mr. Risto Holma  
European Union  
Brussels

Mr. Alexander Rogge  
Political Administrator  
General Secretariat of the Council of the EU  
Brussels

Ms. Anna Szajkowska  
Policy Officer  
European Union  
Brussels

#### **ETHIOPIA**

Mr. Mulat Abegaz Legesse  
General Manager  
Addis Ababa

#### **FIJI**

Mr. Vio Ratu Namosi Veretawatini  
Senior Agricultural Officer  
Government  
Suva

Mr. Navitalai Tuivuniwai  
National Export Market Systems Facilitator  
PHAMA Plus  
Suva

Ms. Adi Susana Tuivuya  
Principal Economic Planning Officer – AgTrade  
Ministry of Agriculture, Economic Planning & Statistics  
Division  
Suva

#### **FINLAND**

Mr. Sebastian Hielm  
Food Safety Director  
Ministry of Agriculture and Forestry  
Helsinki

Ms. Anne Haikonen  
Legislative Counsellor  
Ministry of Agriculture and Forestry  
Helsinki

**FRANCE**

M. Florian Simonneau  
Direction générale de la concurrence, de la  
consommation et de la répression des fraudes, Adjoint  
au chef du bureau 4B  
Ministère de l'Économie

Mme Céline Germain  
Cheffe du bureau des négociations européennes et  
multilatérales  
Direction générale de l'alimentation  
Ministère de l'Agriculture  
Paris

M. Stéphane Larrêche  
Chef du Bureau des intrants et de la santé publique en  
élevage  
Direction générale de l'alimentation  
Ministère de l'Agriculture  
Paris

Mrs Delphine Babin-Pellier  
Conseillère agricole  
Représentation permanente de la France auprès de la  
FAO, du PAM et du FIDA  
Rome

Mme Louise Dangy  
Secrétariat général des affaires européennes  
Point de contact pour le Codex Alimentarius  
Paris

M. Jean-Luc Angot  
Président du Comité du Codex sur les principes  
généraux  
Ministère de l'Agriculture  
Paris

**GAMBIA**

Mr. Mamodou Bah  
Food Safety & Quality Authority  
Banjul

**GERMANY**

Mr. Niklas Schulze Icking  
Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)  
Berlin

Ms. Anne Beutling  
Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)  
Berlin

Ms. Anja Brönstrup  
Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)  
Bonn

Mr. Oliver Mellenthin  
Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)  
Berlin

Ms. Alina Steinert  
Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)  
Bonn

Ms. Hilke Thordsen-Böhm  
Federal Ministry of Food and Agriculture (BMEL)  
Berlin

Ms. Outi Tyni  
General Secretariat of the EU Council  
Brussels

**GHANA**

Mr. Sam Adu-Kumi  
Director/Chemicals and Waste  
Environmental Protection Agency  
Accra

Mr. Niilante Amisah  
Lecturer  
University of Ghana  
Accra

Mr. Andrew Amankwah Larley  
Codex Contact Point Manager  
Ghana Standards Authority  
Accra

Ms. Pokua Appiah-Kusi  
Ghana Standards Authority  
Accra

Mr. Roderick Kwabena Daddey-Adjei  
Ag. Head Food Division  
Food and Drugs Authority, Ghana  
Accra

Ms. Phyllis Sekyi-Djan  
Assistant Commissioner  
GRA-CUSTOMS DIVISION  
Accra

**GREECE**

Ms. Dimitra Papadimitriou  
National Codex Contact Point  
Hellenic Food Authority (EFET)  
Athens

Ms. Olga Kanli  
Codex Alimentarius Contact Point  
Hellenic Food Authority (EFET)  
Athens

**GUATEMALA**

Sr. Nelson Antonio Ruano García  
Presidente del Codex Guatemala  
Ministerio de Agricultura Ganadería y Alimentación  
Guatemala

Mr. Mario Alvarez Orellana  
Programa de vigilancia  
Ministerio de salud pública y asistencia social  
Guatemala

Sr. Humberto Donato Gonzalez Alvarado  
Jefe del Departamento de Productos de Origen Animal  
e Hidrobiológico  
Ministerio de Agricultura, Ganadería y Alimentación  
Jocotenango

Sra. Karla Lucas  
National Committee  
Guatemala

Mr. Otto Fernando Maldonado  
Codex National Committee Deputy Coordinator  
Ministry of Agriculture  
Guatemala

Sra. Ursula Quintana  
Codex National Committee  
Guatemala

#### **GUYANA**

Ms. Andrea Mendonca  
Guyana National Bureau of Standards  
Georgetown

Ms. Tandeka Barton  
Principal Analytical Scientific Officer  
Government Analyst  
Food and Drug Department (GA-FDD)  
Georgetown

Mr. Mark Pierre  
CEO, Guyana Food Safety Authority  
Ministry of Agriculture  
Georgetown

#### **HONDURAS**

Ms Mirian Bueno Almendarez  
Subdirectora General de Inocuidad Agroalimentaria  
Servicio Nacional de Sanidad e Inocuidad  
Agroalimentaria (SENASA)  
Tegucigalpa

Ms. Yolandina Lambur  
Secretaría Técnica Codex Honduras  
SENASA  
Tegucigalpa

Sra. Katia Margarita Castillo  
Coordinadora Sub Comité CCFV  
Servicio Nacional de Sanidad e Inocuidad  
Agroalimentaria  
Tegucigalpa

Sra. Fany Waleska Cárcamo Jiménez  
Presidenta Comité Nacional del Codex Honduras  
Dirección General de Protección al Consumidor /  
Secretaría Desarrollo Económico  
Tegucigalpa

Sra. Liza María Madrid  
Technical Coordinator  
Organismo Hondureño de Acreditación  
Tegucigalpa

Sra. Wendy Johana Martinez Lucas  
Sub Coordinadora Sub Comité CCFNSDU  
Agencia de Regulación Sanitaria  
Tegucigalpa

Sr. Juan Carlos Paguada Rubio  
Coordinador Sub Comité CCPR  
Servicio Nacional de Sanidad e Inocuidad  
Agroalimentaria  
Tegucigalpa

Sra. Fabiola Sarai Palma Flores  
Miembro Comité Nacional del Codex Honduras  
Secretaría de Salud  
Tegucigalpa

Sr. Francisco Rico  
Coordinador Sub Comité CCFA  
Agencia de Regulación Sanitaria  
Tegucigalpa

Sra. María Eugenia Sevilla  
Coordinadora Sub Comité CCFH  
Servicio Nacional de Sanidad e Inocuidad  
Agroalimentaria  
Tegucigalpa

Sr. Wilfredo Josue Valle Moreno  
Coordinador Sub Comité CCNFSDU  
Agencia de Regulación Sanitaria  
Tegucigalpa

#### **HUNGARY**

Mr. Attila Nagy  
Director, Chair of CCMAS  
National Food Chain Safety Office  
Budapest

Ms. Krisztina Frányó  
National Food Chain Safety Office  
Budapest

Ms. Rita Temesfalvi  
Ministry of Agriculture  
Budapest

**INDIA**

Ms. Rita Teautia  
Chairperson  
Food Safety and Standards Authority of India  
New Delhi

Mr. Sunil Kumar Bakshi  
Head (Regulations)  
Food Safety and Standards Authority of India  
New Delhi

Mr. Santosh Kumar Banjara  
Medical Scientist  
ICMR-National Institute of Nutrition  
Hyderabad

Mr. Puneet Gupta  
Technical Officer  
Food Safety and Standards Authority of India  
New Delhi

Mr. Aditya Jain  
Senior Manager  
NDDB  
Anand

Mr. Surendar Reddy Jali  
Additional Director  
Export Inspection Council  
New Delhi

Ms. Pushpinderjeet Kaur  
Assistant Director  
Food Safety and Standards Authority of India  
New Delhi

Mr. Sudharshan Madenur Rangaswamy  
Chairperson CCSCH  
Spices Board India  
Hassan 573134

Mr. Ramesh Babu Natarajan  
Scientist-C, Organizing Secretary, CCSCH  
Spices Board, Ministry of Commerce and Industry, Govt  
of India  
Kochi

Mr. Karthikeyan Perumal  
Deputy Director  
Food Safety and Standards Authority of India  
New Delhi

Ms. Sakshee Pipliyal  
Technical officer  
Food Safety and Standards Authority of India  
Delhi

Mr. Devendra Prasad  
Deputy General Manager  
APEDA  
New Delhi

Ms. Rubeena Shaheen  
Director  
Food Safety and Standards Authority of India  
New Delhi

Mr. Krishan Kumar Sharma  
Network Coordinator & Principal Scientist  
ICAR-Indian Agricultural Research Institute  
New Delhi

Mr. Jasvir Singh  
Reg. Sc. & Govt. Affairs Leader  
DANISCO India Pvt Ltd  
New Delhi

Mr. Jitender Singh  
Scientist  
National Dairy Development Board, India  
Anand

Mr. Parmod Siwach  
Assistant Director  
Export Inspection Council  
New Delhi

Ms. Vandana Tripathy  
Senior Scientist  
ICAR-Indian Agricultural Research Institute  
New Delhi

**INDONESIA**

Mr. Kukuh S. Achmad  
Chairman  
National Standardization Agency of Indonesia  
Jakarta

Ms. Ratri Alfitasari  
National Standardization Agency of Indonesia  
Jakarta

Ms. Agnes Dewi  
Third Secretary  
Embassy of Indonesia in Rome  
Rome

Mr. Purwiyatno Hariyadi  
Southeast Asian Food and Agricultural Science and  
Technology (SEAFST) Center  
Bogor Agricultural University (IPB)  
Bogor

Mr. Singgih Harjanto  
Codex Contact Point Secretariat  
National Standardization Agency of Indonesia  
Jakarta

Ms. Yusra Egayanti  
Deputy Director for Certain Food Standardization  
Indonesian Food and Drug Authority  
Jakarta



Ms. Reri Indriani  
Deputy of Processed Food Control  
Indonesian Food and Drug Authority  
Jakarta

Mr. Apriyanto Dwi Nugroho  
Deputy Director for Food Safety  
Agency for Food Security, Ministry of Agriculture  
Jakarta

Ms. Sutanti Siti Namtini  
Director of Processed Food Standardization  
Indonesian Food and Drug Authority  
Jakarta

Mr. Wahyu Purbowasito  
Director of Standards Development for Agro, Chemistry,  
Health and Halal  
National Standardization Agency of Indonesia  
Jakarta

Ms. Ida Ayu Ratih  
Agriculture Attache  
Embassy of Indonesia in Rome  
Rome

Ms. Trisna Ningsih  
Director of Processing and Quality Development  
Ministry of Marine Affairs and Fisheries  
Jakarta

Ms. Lia Sugihartini  
Deputy Director of Standardization  
Ministry of Marine Affairs and Fisheries  
Jakarta

#### **IRAN, ISLAMIC REPUBLIC OF**

Ms. Nayereh Sadat Pirouzbakht  
Institute of Standards and Industrial Research of IRAN  
Tehran

Ms. Farahnaz Gholasee  
Director General  
Institute of Standards and Industrial Research (ISIRI)  
Tehran

Ms. Samaneh Eghtedari  
Expert of Codex Group in Iran  
Institute of Standards and Industrial Research (ISIRI)  
Tehran

Mr. Mohammad Hossein Shojaee  
Institute of Standards and Industrial Research of IRAN  
Tehran

Ms. Soudabeh Yahyazadeh  
Deputy Director  
Institute of Standards and Industrial Research (ISIRI)  
Tehran

Ms. Leila Zinatbakhsh  
Institute of Standards and Industrial Research (ISIRI)  
Tehran

#### **IRAQ**

Ms. Nagham Hameed  
Chief Senior Biologist  
Central Organization for Standardization and Quality  
Control  
Baghdad

#### **IRELAND**

Mr. Patrick Kelly  
Agricultural Inspector Research and Codex Division  
Department of Agriculture Food and the Marine  
Dublin

Ms. Pamela Byrne  
CEO  
Food Safety Authority of Ireland  
Dublin

#### **ITALY**

Mr. Ciro Impagnatiello  
Ministry of Agricultural Food and Forestry Policies  
Rome

Mr. Giulio Cardini  
Ministry of Food, Agriculture and Forestry - MIPAAF  
Rome

Mr. Pierdavid Lecchini  
Head Office 3 General Secretariat  
Ministry of Health  
Rome

Ms. Elisabetta Lanzellotto  
Ministry of Agriculture  
Rome

#### **JAMAICA**

Ms. Suzan McLennon-Miguel  
Senior Veterinary Specialist  
Veterinary Epidemiology  
Public Health and Food Safety Unit  
Kingston

Mr. Earle Stewart  
Bureau of Standards Jamaica  
Kingston

#### **JAPAN**

Mr. Hidetaka Kobayashi  
Director, Agricultural Chemicals Office  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
Tokyo

Ms. Asuka Horigome  
Science Officer  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
Tokyo

Ms. Mitsuko Imai  
Deputy Director  
Ministry of Health, Labour and Welfare  
Tokyo

Ms. Tomoko Ishibashi  
Director, International Standards Office  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries  
Tokyo

Mr. Koji Miura  
Adviser  
Ministry of Health, Labour and Welfare  
Tokyo

Mr. Soichiro Nagamatsu  
Director, Office of International Food Safety  
Ministry of Health, Labour and Welfare  
Tokyo

Ms. Rin Ogiya  
Director, Office of International Food Safety  
Ministry of Health, Labour and Welfare  
Tokyo

Ms. Aya Orito Nozawa  
Associate Director, International Standards Office  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries of Japan  
Tokyo

Ms. Rina Yamaguchi  
Science Officer  
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries of Japan  
Tokyo

#### **JORDAN**

Ms. Lana Marashdeh  
Jordan Accreditation and Standardization Director  
JSMO  
Amman

Ms. Reema Zoubi  
Standardization Officer  
Jordan Standard and Metrology Organization  
Al Salt

#### **KAZAKHSTAN**

Mr. Nurkan Sadvakasov  
Ministry of Healthcare of the Republic of Kazakhstan  
Nur-Sultan

Ms. Nailya Karsybekova  
Ministry of Health  
Nur-Sultan

Ms. Tolysbayeva Zhanar  
Ministry of Healthcare of the Republic of Kazakhstan  
Nur-Sultan

#### **KENYA**

Ms. Grace Muchemi  
Ag. General Manager Analytical Services  
Pest Control Products Board  
Nairobi

Mr. Lawrence Aloo  
NPHL-National Public Health Laboratory  
Nairobi

Mr. Allan Azegele  
Deputy Director of Veterinary Services  
Ministry of Agriculture, Livestock, Fisheries and  
Irrigation.  
Nairobi

Mr. George Kiminza  
Food Standards Officer -Kenya Bureau of Standards  
Kenya Bureau of Standards  
Nairobi

Ms. Maryann Kindiki  
Acting Manager - National Codex Contact Point  
Kenya Bureau of Standards  
Nairobi

Ms. Mildred Kosgei  
Principal Standards and Enterprise Development Officer  
Kenya Dairy Board  
Nairobi

Mr. Zacharia Lukorito  
Chief Manager - Standards Development and Trade  
Kenya Bureau of Standards  
Nairobi

Mr. Kimutai Maritim  
Coordinator CCAFRICA  
DVS  
Nairobi

Mr. Peter Mutua  
Ag. Manager, Food Standards Division  
Kenya Bureau of Standards  
Nairobi

Ms. Lucy Namu  
Head - Analytical Chemistry Laboratory and Food Safety  
Kenya Plant Health Inspectorate Service  
Nairobi

Ms. Esther Ngari  
Director  
Standards Development and International Trade  
Kenya Bureau of Standards  
Nairobi

Mr. Geoffrey Odero  
Senior Trade Development Officer  
State Department for Trade  
Nairobi

Mr. James Ojiambo  
Nestle Kenya  
Nairobi

Mr. Derrick Okello  
Principal Trade Development Office  
State Department of Trade  
Nairobi

Ms. Josephine Simiyu  
Regulations and Compliance manager  
Agriculture and Food Authority  
Nairobi

Mr. George Abong  
Senior Lecturer  
University of Nairobi  
Nairobi

Ms. Felista Nyakoe  
Manager - Testing Laboratories  
Kenya Accreditation Service  
Nairobi

Ms. Julia Kerubo Kiage-Otaya  
Scientific and Regulatory Affairs Manager - East and  
Central Africa Franchise  
Nairobi

#### **KOREA, DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF**

Mr. Kyongdok Jon  
Alternate Representative to the UN Agencies in Rome,  
DPR Korea Embassy in Rome  
Rome

Mr. Chon Gil Kim  
Deputy Permanent Representative to the UN Agencies  
in Rome  
DPR Korea Embassy in Rome  
Rome

#### **KOREA, REPUBLIC OF**

Mr. Sang Bae Han  
Director General  
Ministry of Food and Drug Safety  
Cheongju

Mr. Sang Hyeon Yoon  
Senior Scientific Officer  
Ministry of Food and Drug Safety  
Cheongju

Mr. Joon-Goo Lee  
Scientific Officer  
Ministry of Food and Drug Safety  
Cheongju

Mr. Sang-Mok Lee  
Scientific Officer  
Ministry of Food and Drug Safety  
Cheongju

Ms. Yeonkyu Lee  
Codex Researcher  
Ministry of Food and Drug Safety  
Cheongju

Ms. Jieun Lee  
Codex Researcher  
Ministry of Food and Drug Safety  
Cheongju

Ms. Young-Jae Yang  
Codex Researcher  
Ministry of Food and Drug Safety  
Cheongju

Mr. Jaehong Chang  
Director  
Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs  
Sejong

Mr. Seunglae Kim  
Deputy Director  
Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs  
Sejong

Ms. Juyoung Lee  
Deputy Director  
Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs  
Sejong

Ms. Jihyun Sohn  
Assistant Director  
Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs  
Sejong

Ms. Shinwon Kang  
SPS Researcher  
Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs  
Sejong

Ms. Yoye Yu  
SPS Researcher  
Ministry of Agriculture, Food and Rural Affairs  
Sejong

Ms. Hyunjeong Lee  
Assistant Director  
National Agricultural Products Quality Management  
Service  
Gimcheon

Ms. Jihye Yang  
Researcher  
Ministry of Oceans and Fisheries  
Sejong

Ms. Jiwon Yeo  
 Researcher  
 Ministry of Oceans and Fisheries  
 Sejong

Mr. Yong Ho Park  
 Chair, TFAMR  
 Seoul National University  
 Seoul

Mr. You-shin Shim  
 Principal Research Scientist  
 Korea Food Research Institute  
 Wanju

Mr. Jin-woo Kim  
 Research Scientist  
 Korea Food Research Institute  
 Wanju

#### **KUWAIT**

Ms. Reem Alfulajj  
 Public Authority for Food and Nutrition  
 Kuwait

Dr. Amal Alrashdan  
 Deputy Director General for Inspection and Control  
 Public Authority for Food and Nutrition  
 Kuwait

Ms. Badria Alshemmari  
 Industrial Engineer  
 Public Authority for Food and Nutrition  
 Kuwait

#### **KYRGYZSTAN**

Ms. Dinara Aitmurzaeva  
 Head of Standardization Division  
 Center for Standardization and Metrology under the  
 Ministry of Economy of the Kyrgyz Republic  
 Bishkek

#### **LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC**

Ms. Viengxay Vansilalom  
 Deputy Director  
 Food and Drug Department, Ministry of Health  
 Vientiane

Mr. Khamphone Sysanhouth  
 Director  
 Ministry of Agriculture and Forestry  
 Vientiane Capital

#### **LATVIA**

Ms. Dace Ugare  
 Deputy Director  
 Ministry of Agriculture  
 Riga

#### **LEBANON**

Ms. Lina Assi  
 Engineer - Head of Standards and Inspection Division  
 Ministry of Industry  
 Beirut

Ms. Cecile Obeid  
 LIBNOR  
 Beirut

Ms. Kawkab Sinno  
 Regulatory Consultant  
 Import Food Beverage Consumer Goods Syndicate  
 Beirut

#### **LIBERIA**

Mr. Stephen Mambu  
 Director  
 National Standards Laboratory  
 Monrovia

#### **LIBYA, STATE OF**

Ms. Sakina A EL Khabuli  
 Codex Contact Point - Libya  
 Libyan National center for Standardization & Metrology  
 Tripoli

#### **LITHUANIA**

Mr. Albertas Barzda  
 Deputy Director  
 Health Education and Diseases Prevention Centre  
 Vilnius

#### **LUXEMBOURG**

Ms. Simone Adam  
 Responsable de domaine formation  
 Commissariat du gouvernement à la qualité, à la fraude  
 et à la sécurité alimentaire  
 Strassen

#### **MADAGASCAR**

Mme. Lantomalala Raharinosy  
 Point de contact national du Codex  
 Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat  
 Antananarivo

Mme. Henintsoa Harizafy  
 Comité National du Codex Alimentarius  
 Antananarivo

Mr. Emile Randrianjohany  
 Expert on edible mushrooms  
 Centre National des Recherches sur l'Environnement  
 Antananarivo

Mr. Didier Andrianarison  
 Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat  
 Antananarivo

**MALAWI**

Mr. Fred Sikwese  
Director of Standards Development  
Malawi Bureau of Standards  
Blantyre

Mr. Justin Onani  
Standards Officer  
Malawi Bureau of Standards  
Blantyre

**MALAYSIA**

Ms. Norrani Eksan  
Director  
Food Safety and Quality Division (MOH)  
Putrajaya

Ms. Nor Nabihah Ab Rahman  
Ministry of Health  
Putrajaya

Ms. Nurhazwani Abd Rahman  
Food Safety And Quality Division  
Ministry of Health  
Putrajaya

Ms. Ruhana Abdul Latif  
Ministry of Health Malaysia  
Selangor

Ms. Zailina Abdul Majid  
Deputy Director  
Food Safety and Quality Division  
Putrajaya

Ms. Raizawanis Abdul Rahman  
Principal Assistant Director  
Food Safety and Quality Division  
Ministry of Health  
Putrajaya

Mr. Mohd Fairuz Affendy  
Department of Agriculture  
Kuala Lumpur

Ms. Shailini Ashoka  
Department of Chemistry  
Petaling Jaya

Ms. Sudarti Asri  
Principal Assistant Director  
Department of Agriculture  
Putrajaya

Ms. Maizatul Azlina Chee Din  
Principal Assistant Director  
Food Safety and Quality Division  
Ministry of Health  
Kuala Lumpur

Ms. Nuraini Ghaifullah  
Food Safety and Quality Division  
Ministry of Health  
Putrajaya

Ms. Nurhayati Kamyon  
Department of Agriculture  
Kuala Lumpur

Ms. Siti Irfah MD Ishak  
Food Safety and Quality Division  
Ministry of Health  
Putrajaya

Ms. Sakhiah MD Yusof  
Food Safety and Quality Division  
Ministry of Health  
Putrajaya

Ms. Rohaya Mohd Ali  
Director of Veterinary Public Health  
Department of Veterinary Services  
WP Putrajaya

Ms. Nurul Hidayati Mohd Nasir  
Senior Assistant Director  
Food Safety and Quality Division  
Ministry of Health  
Putrajaya

Ms. Vajidah Sunoto Hj Faisal  
Department of Agriculture  
Kuala Lumpur

Ms. Shazlina Mohd Zaini  
Senior Assistant Director  
Food Safety and Quality Division  
Ministry of Health  
Putrajaya

Ms. Kanga Rani Selvaduray  
Head of Nutrition Unit  
Malaysia Palm Oil Board  
Kajang, Selangor

Ms. Zawiyah Sharif  
Food Safety and Quality Division  
Ministry of Health  
Putrajaya

Ms. Nuurul Hidayah Sharipan  
Food Safety and Quality Division  
Ministry of Health  
Putrajaya

Mr. Ahmad Nadzri Sulaiman  
Director  
Food Safety and Quality Division  
Ministry of Health  
Putrajaya

Dr. Norazlina Md Noh  
Veterinarian  
Department of Veterinary Services  
Putrajaya

Ms. Yusniza Mohd Yusof  
Veterinary Officer  
Department of Veterinary Services  
Putrajaya

#### **MALI**

Mr. Mahmoud Abdoul Camara  
Chargé du Secrétariat Codex Mali  
Agence Nationale de la Sécurité Sanitaire des Aliments  
Bamako

#### **MAURITIUS**

Mme. Shalini A. Neeliah  
Codex Contact Point for Mauritius  
Food Science and Technology Division  
Ministry of Agro-Industry and Food Security  
Agricultural Services  
Reduit

#### **MEXICO**

Sr. Cesar Orozco Arce  
Director  
Ministry of Economy  
Mexico City

Sra. María Guadalupe Arizmendi  
Dictaminador Especializado  
Comisión Federal para la Protección contra Riesgos  
Sanitarios  
Ciudad de México

Sr. Guillermo Arroyo Gómez  
Verificador/Dictaminador Sanitario Especializado  
COS/DEPE  
Ciudad de México

Sr. Fernando Faz  
Sader  
La Paz Baja California Sur

Ms. Tania Fosado  
DGN  
Ciudad de México

Mr. Carlos Garnica  
COFEPRIS  
México

Sra. María Elena González  
SENASICA  
Ciudad de México

Sra. Yazbeth López Ortiz  
Gerente de Análisis y Desarrollo de Pruebas  
Fisicoquímicas y Toxicológicas  
CCAYAC  
Ciudad de México

Sra. Mariana Jimenez  
Verificadora Sanitaria Especializada  
COFEPRIS  
Ciudad de México

MVZ Gabriela Alejandra Jiménez Rodríguez  
Subdirectora de Normas  
Dirección General de Fomento a la Agricultura  
Subsecretaría de Agricultura  
Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural  
Ciudad de México

Irma Rossana Sánchez Delgado  
Verificadora/Dictaminadora Especializada  
CGSFS/DEOI/GAIIA  
Ciudad de México

Ms. Penelope Sorchini  
Verificadora Especializada  
Comisión Federal para la Protección contra Riesgos  
Sanitarios COFEPRIS  
Mexico City

Sr. Guillermo Vega Rodríguez  
Coordinador de Aseguramiento de la Calidad CCAYAC  
Ciudad de México

#### **MONTENEGRO**

Ms. Ana Velimirovic  
EFSA Focal Point  
Administration for Food Safety, Veterinary and  
Phytosanitary Affairs  
Podgorica

#### **MOROCCO**

Mme. Khadija Kadiri  
Point de contact du Codex Maroc  
ONSSA  
Rabat

Mme. Oleya El Hariri  
Chief of Service  
ONSSA  
Rabat

Mme. Hasnaâ Harrak  
Directeur de Recherche  
Institut National de la Recherche Agronomique INRA  
Marrakech

Mme. Fedwa Hihi  
Office National des Pêches  
Casablanca

M. Mohammed Hommani  
 Conseiller Unicop  
 UNICOP  
 Rabat

Mr. Layachi Najib  
 Conseiller Ficopam/Fenagri  
 Casablanca

Ms. Bouchra Messaoudi  
 ONSSA  
 Rabat

Ms. Ilham Nassri  
 Food Safety Researcher  
 Scientific Institute of Rabat  
 Rabat

Mr. Younés Noutfia  
 INRA  
 Rabat

Ms. Sanae Ouzzani  
 ONSSA  
 Rabat

Mr. Jean Siegel  
 UNICOP  
 Safi

Mr. Rachid Tadili  
 EACCE  
 Casablanca

#### **MYANMAR**

Ms. Khin Lay Zan  
 Assistant Director, Head of Pesticide Analytical  
 Laboratory, Plant Protection Division  
 Department of Agriculture  
 Yangon

#### **NETHERLANDS**

Ms. Marie-Ange Delen  
 Codex Alimentarius Coordinator The Netherlands  
 Ministry of Agriculture, Nature and Food Quality  
 The Hague

Ms. Sally Hoffer  
 Chairperson of the CCCF  
 Ministry of Agriculture, Nature and Food Quality  
 The Hague

Ms. Rosa Peran Sala  
 Ministry of Health, Welfare and Sport  
 The Hague

Ms. Ana Isabel Viloria Alebesque  
 Ministry of Health  
 The Hague

#### **NEW ZEALAND**

Mr. Raj Rajasekar  
 Ministry for Primary Industries  
 Wellington

Ms. Lisa Ralph  
 Ministry for Primary Industries  
 Wellington

Ms. Anna Tyler  
 Manager International Standards Organisations  
 Wellington

#### **NICARAGUA**

Ms. Miriam Carolina Canda Toledo  
 Punto de Contacto del Codex en Nicaragua  
 Ministerio de Fomento, Industria y Comercio  
 Managua

Sra. Bertha Elizabeth Martinez Miranda  
 Responsable Departamento de Regulación y Control de  
 Insumos Pecuarios  
 Instituto de Protección y Sanidad Agropecuaria, IPSA  
 Managua

Sra. Clara Soto  
 Responsable Vigilancia Sanitaria de los Alimentos  
 Ministerio de Salud  
 Managua

Sr. Denis Saavedra Vallejos  
 Ministerio de Fomento, Industria y Comercio  
 Managua

#### **NIGERIA**

Prof. Mojisola Christianah Adeyeye  
 Director-General  
 National Agency for Food and Drug Administration and  
 Control (NAFDAC)  
 Abuja

Mr. Charles Nwagbara  
 Head, CCP  
 Standards Organisation of Nigeria  
 Abuja

Mr. Muhammad Aligana  
 Deputy Director  
 Federal Ministry of Agriculture and Rural Development  
 Abuja

Ms. Mabel Aworh  
 Federal Ministry Of Agriculture And Rural Development  
 Abuja

Ms. Eva Edwards  
 Deputy Director/Head, Food Safety/Codex/Regulations  
 National Agency for Food and Drug Administration and  
 Control (NAFDAC)  
 Lagos

Ms. Talatu Ethan  
Deputy Director  
Standards Organisation of Nigeria  
Lagos

Mr. Sherif Olagunju  
Director  
National Agency For Food And Drug Administration and  
Control NAFDAC  
Lagos

Mr. Ibrahim Yahaya  
Principal Standards Officer, CCP Nigeria  
Standards Organisation of Nigeria  
Abuja

#### **NORTH MACEDONIA**

Ms. Katerina Jonovska  
Associate in Department for EU and International  
Cooperation  
Food and Veterinary Agency  
Resen

#### **NORWAY**

Ms. Vigdis Synnoeve Veum Moellersen  
Senior Adviser and Codex Contact Point  
Norwegian Food Safety Authority  
Brummunddal

Mr. Knut Berdal  
Senior Science and Technology Adviser  
Ministry of Agriculture and Food  
Oslo

Mr. Halvard Kvamsdal  
Senior Adviser  
Royal Norwegian Ministry of Health and Care Services  
Oslo

M. Knudtsen Bjørn Røthe  
Regional Director, Chair of the CCFPP  
Norwegian Food Safety Authority  
Steinkjer

#### **PANAMA**

Sr. Joseph Gallardo  
Ingeniero en Alimentos  
Ministerio de Comercio e Industrias  
Panama

Sra. Aracelis A. De Vergara  
Ingeniero Agronomo Supervisor de plantas de alimentos  
Ministerio de Salud  
Panama

Sra. Carmela Castillo  
Jefa de Oficina de Cooperación Técnica Internacional  
Autoridad Panameña de seguridad de Alimentos  
Panama

Sra. Edilma López  
Subdirectora Nacional de Protección al Consumidor  
ACODECO (Autoridad de protección al consumidor y  
defensa de la competencia)  
Panama

Sra. Hildegard Mendoza  
Gerente de Producción de Alimentos  
Cámara de Alimentos de Panamá  
Panama

Sr. Marco Pino  
Asesor Salud Pública Alimentaria  
Ministerio de Salud  
Panama

Sr. Rafael Gutierrez  
Gerente Regional de Asuntos Regulatorios y Científicos  
Panama

#### **PAPUA NEW GUINEA**

Mr. Elias Taia  
Program Manager & Codex Contact Point  
Department of Agriculture & Livestock  
Port Moresby

#### **PARAGUAY**

Ms. María Inés Ibarra  
Secretaria Ejecutiva del Comité Nacional del Codex  
Alimentarius, Capítulo Paraguay - CONACAP  
Instituto Nacional de Tecnología, Normalización y  
Metrología - INTN  
Asunción

Ms. Mirtha Graciela Carrillo de Vera  
Jefe Departamento Control de Anabólico  
Servicio Nacional de Calidad y Salud Animal -  
SENACSA  
San Lorenzo

Sra. Laura Correa  
Dirección de Organismo Económicos Multilaterales –  
Analista comercial  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
Asunción

Sra. Patricia Echeverria  
Directora de Información y Notificaciones de Comercio  
Exterior  
Ministerio de Industria y Comercio - MIC  
Asunción

Sra. Kuni Hashimoto  
Directora de Organismos Económicos Multilaterales  
Ministerio de Relaciones Exteriores  
Asunción

Sra. Patricia Maldonado  
Instituto Nacional de Alimentación y Nutrición INAN  
Asunción



Ms. Zuny Zarza  
 Coordinadora del SCT de Etiquetado de los Alimentos  
 Jefe de la Unidad de Asuntos Regulatorios  
 INAN - MSP y BS  
 Asunción

## PERU

Sra. Carmen Cruz Gamboa  
 Presidente del Comité Nacional del Codex  
 DIGESA  
 Lima

Mr. Juan Carlos Huiza Trujillo  
 Secretario Técnico del Comité Nacional del Codex  
 DIGESA  
 Lima

Sra. Gloria Castillo Vargas  
 Coordinadora titular de Comisión Técnica de Cereales,  
 Legumbres y Leguminosas  
 Instituto Nacional de Calidad - INACAL  
 Lima

Sra. Patricia del Rosario Castro Espinoza  
 Miembro de Pleno del Comité Nacional del Codex  
 (CNC)  
 Instituto Nacional de Calidad - INACAL  
 Lima

Sra. Giovanna Galarza Silva  
 Coordinadora Titular de la Comisión Técnica de  
 Higiene de Alimentos - DIGESA  
 Lima

Mr. Ernesto Guevara Lam  
 Comité Nacional del Codex (CNC)  
 Ministry of Foreign Trade and Tourism  
 Lima

Sra. Soraya Lastra Casapía  
 Ejecutiva de Planeación, Proyectos y Centro  
 INACAL  
 Lima

Mr. Jorge Pastor Miranda  
 Coordinador titular del TFAMR  
 Servicio Nacional de Sanidad Agraria SENASA  
 Lima

Sra. Sonia Susana Cordova Jara  
 Coordinadora alterna de la Comisión técnica de higiene  
 de alimentos del Codex/Digesa  
 MINSA/DIGESA  
 Lima

Sr. Ernesto Dávila Taboada  
 Comité Nacional del Codex (CNC)  
 ADEX  
 Lima

## PHILIPPINES

Ms. Maria Victoria Pinion  
 FDRO V/Chief, Product Research and Standard  
 Development Division - Center for Food Regulation and  
 Research  
 Food and Drug Administration  
 Muntinlupa City

Ms. Helena Alcaraz  
 Chief, Licensing and Registration Division-CFRR  
 FDA Philippines  
 Dasmariñas City

Ms. Amparo Ampil  
 Department of Agriculture  
 Quezon City

Mr. Eric Jhon Cruz  
 University Researcher  
 National Crop Protection Center - University of the  
 Philippines Los Baños  
 Los Baños

Ms. Almueda David  
 Food - Drug Regulation Officer IV  
 Food and Drug Administration  
 Muntinlupa

Ms. Caroline Duller  
 Food - Drug Regulation Officer IV  
 Food and Drug Administration  
 Laguna

Ms. Lilian Garcia  
 Acting Executive Director  
 NFRDI  
 Quezon City

Ms. Leonisa Manipon  
 Development Management Officer III  
 Department of Agriculture  
 Elliptical Road, Diliman, Quezon City

Ms. Edna Mijares  
 Integrated Chemists of the Philippines  
 Dasmariñas

Mr. Ulysses Montojo  
 Senior Science Research Specialist  
 National Fisheries Research and Development Institute  
 Quezon City

Ms. January Nones  
 Chief Meat Control Officer  
 Department of Agriculture  
 National Meat Inspection Service  
 Quezon City

Ms. Maria Luisa Pahuyo  
 Bayer CropScience, Inc.  
 Calamba City

Ms. Perlita Palicpic  
 Technical Head Secretariat  
 Philippines National Codex Organization MSO  
 Department of Agriculture - Food Development Center  
 Taguig City

Ms. Jerolet Sahagun  
 Division Chief  
 Department of Agriculture  
 Quezon City

Mme. Jocelyn Sales  
 Manager  
 Food Development Center  
 Taguig City, Metro Manila

Ms. Imelda Santos  
 Veterinarian IV  
 Philippines Bureau of Animal Industry  
 Department of Agriculture  
 Marikina City

Mr. Francisco JR Torres  
 Science Research Specialist I  
 NFRDI  
 Quezon City

Ms. Genalyn Tripoli  
 Management Support Office (MSO) Secretariat  
 Staff/Science Research Specialist II  
 Department of Agriculture  
 Taguig City, Metro Manila

Mr. Rodolfo Vicerra  
 Undersecretary  
 Department of Agriculture  
 Manila

#### **POLAND**

Ms. Magdalena Kowalska  
 Agricultural and Food Quality Inspection  
 Warsaw

Ms. Marzena Chacińska  
 Head of International Cooperation Department  
 Codex Contact Point for Poland, AFQI  
 Warsaw

#### **PORTUGAL**

Mr. Miguel Cardo  
 Deputy Director-General  
 Directorate-General for Food and Veterinary (DGAV)  
 Lisbon

Ms. Ana Paula Bico  
 Ministry of Agriculture  
 Directorate-General for Food and Veterinary  
 Lisbon

Ms. Mónica Mendes  
 Senior Technician  
 Directorate-General for Food And Veterinary (DGAV)  
 Lisbon

#### **QATAR**

Mr. Saoud H. Al-Henzab  
 Head of Food and Agriculture Standards Section  
 Qatar General Organization for Standardization (QS)  
 Codex Contact Point  
 Doha

Ms. Muna Saad Al-Olan  
 Consultant  
 Ministry of Public Health  
 Doha

Mr. Ahmed Adel Al-Bagouri  
 Veterinarian  
 Ministry of Municipalities and Environment  
 Doha

Mr. Ashraf M. Ali  
 Veterinarian  
 Ministry of Municipalities and Environment  
 Doha

Mr. Mohamed Farouk Abd-Alla  
 Food Inspector  
 Ministry of Municipalities and Environment  
 Doha

Mr. Mahmoud M. Abd El Wahed  
 Food Inspector  
 Ministry of Municipalities and Environment  
 Doha

#### **ROMANIA**

Ms. Denisa Cojocaru  
 National Sanitary Veterinary and Food Safety Authority  
 Romania  
 Bucharest

#### **RUSSIAN FEDERATION**

Mr. Ilya Andreev  
 Alternate Permanent Representative  
 Russian Mission to FAO  
 Moscow

Ms. Anna Koroleva  
 Federal Service for Surveillance on Consumer Rights  
 Protection and Human Well-being (Rosпотребнадзор)  
 Moscow

Ms. Vera Pavlicheva  
 Chief Expert  
 Federal Service for Surveillance on Consumer Rights  
 Protection and Human Wellbeing  
 Moscow

Ms. Tatiana Zavistyaeva  
Federal Research Centre of Nutrition, Biotechnology  
and Food Safety FGBUN  
Moscow

#### **SAINT LUCIA**

Ms. Tzarmallah Haynes-Joseph  
Head of Department - Standards Technical Secretary  
National Codex Committee  
Saint Lucia Bureau of Standards  
Castries

#### **SAINT VINCENT AND THE GRENADINES**

Mr. Ezra Ledger  
Executive Director  
St.Vincent and The Grenadines Bureau of Standards  
Kingstown

#### **SAMOA**

Mr. Lyndon Chu Ling  
Chief Executive Officer  
Ministry of Commerce, Industry & Labour  
Apia

Mr. David Hunter  
Chief Executive Officer  
Ministry of Agriculture and Fisheries  
Apia

Mr. Ulisese Rimoni  
Principal Fair Trading & Codex  
Ministry of Commerce, Industry & Labour  
Apia

Mr. Roger Toleafoa  
Assistant CEO - Contact Point for Codex Samoa  
MCIL  
Apia

#### **SAUDI ARABIA**

Mr. Hisham Aljadhey  
CEO  
Saudi Food and Drug Authority  
Riyadh

Mr. Saleh Aldosari  
VP of Food Sector  
Saudi Food and Drug Authority  
Riyadh

Mr. Mohammed Alhadlaq  
NADEC  
Riyadh

Mr. Meshal Almotairi  
Saudi FDA  
Riyadh

Mr. Sami Alnokhlan  
Saudi Food and Drug Authority  
Riyadh

Mr. Abdulaziz Alshuwaish  
Executive Director of Standards & Food Product  
Evaluation  
Saudi Food and Drug Authority  
Riyadh

Mr. Khalil Alswellem  
Saudi Food and Drug Authority  
Riyadh

Mr. Yazeed Binlamah  
Nestlé  
Riyadh

Mr. Ali Duham  
Head of Food Product Standards Section  
Saudi Food and Drug Authority  
Riyadh

Ms. Batoul Jamlalliel  
International Relations Specialist  
Saudi Food and Drugs Authority  
Riyadh

Ms. Nada Saeed  
Saudi Food and Drug Authority  
Riyadh

#### **SENEGAL**

Mr. Amadou Diouf  
Président  
Ministère de la Santé et de l'action sociale  
Dakar

Mr. Raphael Coly  
Food Safety Expert  
Comité National Codex Sénégal  
Dakar

Mr. Abdoulaye Diawara  
Inspecteur Technique  
Ministère de l'Elevage et des Productions animales  
Diamniadio

Mr. Nar Diene  
Ministère de la Santé  
Dakar

Ms. Ndeye Maguette Diop  
Responsable de la Division Agroalimentaire  
ASN  
Dakar

Mme. Mame Diarra Faye  
Direction Générale Santé  
Dakar

Mr. Papa Sam Gueye  
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural  
Dakar

Mme. Astou Ndiaye  
Ministère du Commerce  
Dakar

Mme. Safiétou Sabaly  
Direction de la protection des végétaux  
Dakar

#### **SIERRA LEONE**

Mr. Amadu Bah  
Sierra Leone Standards Bureau  
Freetown

#### **SINGAPORE**

Ms. Astrid Yeo  
Senior Director, Food Regulatory Management  
Singapore Food Agency  
Singapore

Ms. Lee Kim Tan  
Director-General, Food Administration  
Singapore Food Agency  
Singapore

Mr. Kevin Khng  
Singapore Food Agency  
Singapore

Mr. Martin Yii  
Singapore Food Agency  
Singapore

Ms. Peik Ching Seah  
Singapore Food Agency  
Singapore

Mr. Teng Yong Low  
Singapore Food Agency  
Singapore

#### **SLOVAKIA**

Ms. Katarína Janeková  
Ministry of Agriculture and Rural Development of the  
Slovak Republic  
Bratislava

#### **SLOVENIA**

Ms. Blaža Nahtigal  
Codex Contact Point  
Ministry of Agriculture, Forestry and Food:  
Administration for Food Safety, Veterinary Sector and  
Plant Protection  
Ljubljana

#### **SOLOMON ISLANDS**

Mr. Mark Arimalanga Lazal  
Codex Contact Point (CCP) Officer  
Ministry of Health/Food Safety (CCP)  
Honiara

#### **SOUTH AFRICA**

Ms. Meisie Katz  
General Manager  
National Regulator for Compulsory Specifications  
Cape Town

Mr. Billy Malose Makhafola  
Director  
Food Safety and Quality Assurance  
Department of Agriculture, Land Reform and Rural  
Development  
Pretoria

Mr. Deon Jacobs  
Principal Inspector  
NRCS  
Cape Town

#### **SOUTH SUDAN**

Mr. David Solomon Adwok  
National Codex Contact Point /Director General  
Technical Operation  
South Sudan National Bureau of Standards  
Juba

#### **SPAIN**

Mr. Victorio Teruel Muñoz  
Deputy Director of Food Safety Promotion  
Food Safety and Nutrition Agency of Spain  
Madrid

Ms. María Luisa Aguilar Zambalamberri  
Codex Contact Point Secretary for Spain  
Food Safety and Nutrition Agency of Spain  
Madrid

Mr. Agustín Palma Barriga  
Jefe de Área de Riesgos Químicos  
Food Safety and Nutrition Agency of Spain  
Madrid

Mr. Jorge A. Rodríguez del Hoyo  
Codex Contact Point Secretary for Spain  
Food Safety and Nutrition Agency of Spain  
Madrid

#### **SUDAN**

Ms. Ula Abdelrhman Makkawi  
Federal Ministry of Agriculture  
Khartoum

Ms. Sadia Daak  
Agricultural Counsellor  
Sudan Embassy, Rome  
Khartoum

**SWEDEN**

Ms. Svanhild Foldal  
Ministry of Enterprise and Innovation  
Stockholm

Ms. Gunilla Eklund  
Deputy Director  
Ministry of Enterprise and Innovation  
Stockholm

Ms. Carmina Ionescu  
Swedish Food Agency  
Uppsala

**SWITZERLAND**

Mr. Michael Beer  
Federal Food Safety and Veterinary Office FSVO  
Bern

Mr. Martin Müller  
Codex Contact Point  
Federal Food Safety and Veterinary Office FSVO  
Bern

**SYRIAN ARAB REPUBLIC**

Mr. Nedal Adra  
Head of Food Department  
SASMO  
Damascus

Ms. Maisaa Abu Alshamat  
Head of Section of Fruit and Vegetable Products  
Syrian Arab Organization for Standardization and  
Metrology  
Damascus

Ms. Iman Saleh  
Head of Section  
Syrian Organization for Standardisation and Metrology  
Damascus

**TANZANIA, UNITED REPUBLIC OF**

Mr. Lawrence Chenge  
Ag. Head Agriculture and Food Section  
Tanzania Bureau of Standard  
Dar ES Salaam

Ms. Anna Baltazari  
Researcher  
Tropical Pesticides Research Institute (TPRI)  
Arusha

**THAILAND**

Ms. Yupa Laojindapun  
National Bureau of Agricultural Commodity and Food  
Standards  
Bangkok

Ms. Namaporn Attaviroj  
Standard Officer  
National Bureau of Agricultural Commodity and Food  
Standards  
Bangkok

Ms. Thanida Harintharanon  
Senior Veterinary Expert  
Department of Livestock Development  
Bangkok

Mr. Pichet Itkor  
Federation of Thai Industries  
Bangkok

Mr. Panisuan Jamnarnwej  
President Emeritus  
Thai Frozen Foods Association  
Bangkok

Mr. Charoen Kaowsuksai  
The Federation of Thai Industries Food Processing  
Industry Club  
Bangkok

Ms. Thitiporn Laoprasert  
Fishery Biologist, Senior Professional Level  
Aquatic Animal Health Research and Development  
Department of Fisheries  
Bangkok

Ms. Savannamon Lekpetch  
Scientist, Senior Professional level  
Department of Agriculture  
Bangkok

Mr. Visit Limlurcha  
Thai Food Processors' Association  
Bangkok

Ms. Dawisa Paiboonsiri  
Standard Officer  
National Bureau of Agricultural Commodity and Food  
Standards  
Bangkok

Ms. Oratai Silapanaporn  
Advisor of the National Bureau of Agricultural  
Commodity and Food Standards  
National Bureau of Agricultural Commodity and Food  
Standards  
Bangkok

Ms. Julaporn Srinha  
Veterinarian (Senior professional level)  
Department of Livestock Development  
Bangkok

Ms. Chanikan Thanupitak  
Thai Food Processors' Association  
Bangkok

Ms. Jiraratana Thesasilpa  
Food and Drug Technical Officer  
Thai Food and Drug Administration  
Nonthaburi

Ms. Panadda Tungasawas  
Food and Drug Technical Officer  
Thai Food and Drug Administration  
Nonthaburi

#### **TOGO**

Mme. Dédé Mawulé Hanvi  
ITRA  
Lomé

#### **TONGA**

Mr. Viliami Manu  
CEO  
Ministry of Agriculture, Food & Forests  
Nuku'alofa

#### **TRINIDAD AND TOBAGO**

Mr. Farz Khan  
Chief Chemist / Director Food and Drugs  
Chemistry Food and Drugs Division - Ministry of Health  
Port of Spain

Mr. Neil Rampersad  
Chief Public Health Inspector  
Ministry of Health  
MT Hope

Ms. Wendyann Ramrattan  
Chemist  
Ministry of Health, Chemistry/Food and Drugs Division  
Port of Spain

#### **TUNISIA**

Ms. Maslah Hammar  
Directeur Général  
Centre Technique de l'agro-alimentaire  
Ariana Tunis

#### **TURKEY**

Ms. Nilüfer Dural  
Food Engineer  
The Ministry of Agriculture and Forestry  
Ankara

#### **TURKMENISTAN**

Ms. Maya Ashirova  
Ministry of Health and Medical Industry of Turkmenistan  
Ashgabat

#### **UGANDA**

Mr. Hakim Mufumbiro  
Principal Standards Officer  
Uganda National Bureau of Standards  
Kampala

Ms. Pamela Akwap  
Senior Standards Officer  
Uganda National Bureau of Standards  
Kampala

Ms. Ruth Awio  
Standards Officer  
Uganda National Bureau of Standards (UNBS)  
Kampala

Mr. Ananias Bagumire  
Lead Consultant  
Food Safety Associates Limited  
Kampala

Mr. Moses Matovu  
Senior Certifications Officer  
Uganda National Bureau of Standards  
Kampala

Mr. Arthur Mukanga  
Uganda National Bureau of Standards  
Kampala

Ms. Josephine Nyanzi  
Principal Regulatory Officer  
National Drug Authority - Uganda  
Kampala

Mr. George Nasinyama  
Food Safety Consultant  
Kampala

Ms. Irene Wanyenya Mwesigwa  
Principal Food Safety Officer  
National Drug Authority  
Kampala

#### **UNITED ARAB EMIRATES**

Ms. Mouza Al Muhairi  
ADAFSA  
Abu Dhabi

Mr. Omar Almuhairi  
Head of Food Control Section  
Sharjah Municipality  
Sharjah

Mr. Basem Altarawneh  
Emirates Authority for Standardization and Meteorology  
Abu Dhabi

Mr. Khalaf Khalaf  
ESMA  
Dubai

Ms. Khadija Qalandri  
ESMA  
Dubai

Ms. Jawaher Al Dhuhoori  
Standards Researcher ESMA  
Dubai

#### **UNITED KINGDOM**

Ms. Bethan Campbell  
Department for Environment, Food and Rural Affairs  
London

Mr. Ahmed Ghelle  
Department for Environment, Food and Rural Affairs  
London

Mr. Mike O'Neill  
Food Standards Agency  
London

#### **UNITED STATES OF AMERICA**

Ms. Mary Frances Lowe  
Department of Agriculture (USDA)  
Washington, DC

Mr. Robert Ahern  
Director of WTO Agricultural Affairs  
USTR  
Washington, DC

Mr. Richard Boyd  
Chief, Contract Services Branch  
U.S. Department of Agriculture  
Washington, DC

Ms. Doreen Chen-Moulec  
USDA  
Washington DC

Ms. Megan Crowe  
U.S. Department of Commerce  
Washington, DC

Ms. Audrae Erickson  
Vice-President Global External & Public Affairs  
RB  
Washington DC

Mr. Emilio Esteban  
Chief Scientist  
USDA  
Alexandria, Virginia

Ms. Mallory Gaines  
Manager of Market Access and Trade Policy  
American Feed Industry Association  
Arlington

Mr. Nicholas Gardner  
Vice President, Codex and International Regulatory  
Affairs  
U.S. Dairy Export Council  
Arlington

Mr. Kevin Greenlees  
Chair, CCRVDF  
US Food and Drug Administration  
Frederick

Mr. Joseph Hain  
Director  
U.S. Department of Agriculture  
Washington D.C.

Ms. Kristen Hendricks  
USDA - US Codex Office  
Washington, DC

Ms. Rita Kishore  
Codex Consultant  
FAEA  
Silver Spring

Mr. Kenneth Lowery  
Senior International Issues Analyst  
U.S. Codex Office  
Washington DC 20250

Ms. Marie Maratos  
Analyst  
US Department of Agriculture  
Washington, DC

Mr Donald A. Prater, DVM  
Chairperson of EWG COP AMR  
Associate Commissioner for  
Imported Food Safety  
Office of Food Policy and Response  
U.S Food and Drug Administration  
Silver Spring

Ms. Kathryn Simmons  
Chief Veterinarian  
National Cattlemen's Beef Association  
Washington, DC

Mr. Eric Stevens  
United States Food and Drug Administration  
College Park

Ms. Karen Stuck  
KDS Associates  
Washington

Mr. Vito Su  
Foreign Affairs Officer  
U.S. Department of State  
Washington

Mr. Richard White  
US Delegation  
Bradenton

#### **URUGUAY**

Mr. Leonardo Veiga  
Ministry of Industry, Energy and Mining  
Montevideo

Mr. Luján Banchemo  
Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca  
Dirección General de la Granja  
Montevideo

Mr. Norman Bennett  
Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca  
Montevideo

Sra. Rossana Bruzzone  
Evaluador de Alimentos  
MSP  
Montevideo

Mr. Pedro Friedrich  
Punto de Contacto Codex para Uruguay  
Laboratorio Tecnológico del Uruguay  
Montevideo

Sra. Inés Martínez  
Investigador  
LATU-Latitud  
Montevideo

Ms. Nora Enrich  
MGAP  
Montevideo

Sra. Ana Laura Tanco  
Ministry of Industry, Energy and Mining  
Montevideo

#### **VANUATU**

Mr. Esra Tekon Timothy Tumukon  
CCNASWP Codex Regional Coordinator  
Vanuatu Government  
Port Vila

Ms. Tina Soaki La'au  
Vanuatu Government  
Port Vila

Mr. Viran Tovu  
Senior Policy Analyst  
Department of Strategic Planning  
Port Vila

#### **VENEZUELA, BOLIVARIAN REPUBLIC OF**

Ms. Roxana Abreu  
SENCAMER  
Caracas

Sra. Fabiola Mendoza Yamaui  
Responsable del Escritorio de la FAO  
Ministerio de Relaciones Exteriores de Venezuela  
Caracas

Sra. Milady Barrios Farias  
Directora de Inocuidad de Alimentos y Bebidas  
Ministerio de Salud/Contraloría Sanitaria  
Caracas

Ms. Joely Celis  
SENCAMER  
Caracas

Sra. Alexandra López  
Dirección Sectorial de Normalización  
SENCAMER  
Caracas

Ms. Stephanny Peña  
SENCAMER  
Caracas

#### **VIET NAM**

Mr. Thanh Phong Nguyen  
Vietnam Food Administration  
Hanoi

Ms. Quynh Duong  
Officer  
Vietnam Ministry of Industry and Trade

Ms. Nguyen Thi Minh Ha  
Vietnam Codex Office  
Hanoi

Ms. Tuyet Tran  
Coca-Cola Company  
Ho Chi Minh

#### **ZIMBABWE**

Mr. Fredy Chinyavanhu  
Deputy Director Food Control  
Ministry of Health and Child Care  
Harare

Mr. Godfrey Chikwenhere  
Deputy Director  
Department of Research  
Harare

Mr. Afadzwa Mkungunugwa  
Manager - Chemical and Food technology Division  
Standards Association of Zimbabwe  
Harare



**OBSERVERS****INTERNATIONAL GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS****ASSOCIATION OF SOUTHEAST ASIAN NATIONS  
(ASEAN)**

Mr. Hanif Wibisono  
Agriculture Officer  
Indonesia

**AFRICAN UNION (AU)**

Mr. John Opong-Otoo  
Food Safety Officer  
Kenya

**ECONOMIC COMMUNITY OF WEST AFRICAN  
STATES (ECOWAS)**

Mr. Gbemenou Joselin Benoît Gnonlonfin  
Senior SPS standards Advisor  
Nigeria

**STANDARDIZATION ORGANIZATION FOR G.C.C.  
(GSO)**

Mr. Abduallah Alhadlaq  
Head of Technical Committees  
Saudi Arabia

Mr. Ahmed Albashah  
Head of Standards  
Saudi Arabia

**INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR COOPERATION  
ON AGRICULTURE (IICA)**

Ms. Ana Cordero  
Head, Agricultural Health and Food Safety Program  
Costa Rica

Ms. Lisa Harrynanan  
Agricultural Health & Food Safety Specialist  
Trinidad and Tobago

Mr. Eric Bolaños Ledezma  
Especialista SAIA  
Costa Rica

Ms. Alejandra Díaz  
Especialista Internacional en Sanidad Agropecuaria e  
Inocuidad de Alimentos  
Costa Rica

Ms. Lorena Medina  
Especialista SAIA  
Ecuador

**ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ  
ANIMALE (OIE)**

Ms. Ralitsa Stoyanova  
France

Ms. Mara Elma Gonzalez Ortiz  
Head of the Events Coordination Unit  
France

Ms. Gillian Mylrea  
France

Ms. Elisabeth Vindel  
France

**ORGANISATION INTERNATIONALE DE  
MÉTROLOGIE LÉGALE (OIML)**

Mr. Ian Dunmill  
Assistant Director  
France

**ORGANISMO INTERNACIONAL REGIONAL DE  
SANIDAD AGROPECUARIA (OIRSA)**

Sr. Marlon Villela  
Observador  
Guatemala

Mr. Raul Peralta  
Director Regional de Inocuidad de Alimentos  
Dominican Republic

**INTERNATIONAL ORGANISATION OF VINE AND  
WINE (OIV)**

Mr. Jean-Claude Ruf  
France

Mr. Pablo Roca  
Director General  
France

## NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

### **ASSOCIATION OF AMERICAN FEED CONTROL OFFICIALS (AAFCO)**

Mr. Richard Ten Eyck  
Association of American Feed Control Officials  
United States

### **COMITÉ DU COMMERCE DES CÉRÉALES, ALIMENTS DU BÉTAIL, OLÉAGINEUX, HUILES ET GRAISSES ET AGROFOURNITURES DE L'UNION EUROPÉENNE (COCERAL)**

Mr. Corrado Finardi  
Regulatory Affairs Manager Food and Feed Safety  
COCERAL  
Italy

### **COUNCIL RESPONSIBLE NUTRITION (CRN)**

Mr. James Griffiths  
Sr VP, International & Scientific Affairs  
Council Responsible Nutrition  
United States

### **CROPLIFE INTERNATIONAL (CropLife International)**

Mr. Peter Horne  
Global Regulatory Affairs Director  
FMC  
United States

Mr. Ray McAllister  
Senior Director, Regulatory Policy  
CropLife International  
United States

Ms. Claudia Pazetti-Nunes  
Global MRL Strategy Manager  
CropLife International  
United States

Ms. Wibke Meyer  
Regulatory Affairs Manager  
CropLife International  
Belgium

Ms. Carmen Tiu  
Global MRL & IT Strategy Leader  
CropLife International  
United States

### **EU SPECIALTY FOOD INGREDIENTS (EU Specialty Food Ingredients)**

Mr. Petr Mensik  
EU Specialty Food Ingredients  
Belgium

Ms. Caroline Rey  
EU Affairs Manager  
EU Specialty Food Ingredients  
Belgium

### **EURACHEM (EURACHEM)**

Ms. Marina Patriarca  
Eurachem  
Italy

### **EUROPEAN ALCOHOL POLICY ALLIANCE (EUROCARE)**

Ms. Mariann Skar  
Secretary General  
European Alcohol Policy Alliance  
Belgium

### **EUROPEAN FEDERATION OF ALLERGY AND AIRWAYS DISEASES PATIENTS' ASSOCIATIONS (EFA)**

Ms. Marcia Podesta  
European Federation of Allergy and Airways Diseases Patients' Associations  
Italy

### **EUROPEAN NETWORK OF CHILDBIRTH ASSOCIATION (ENCA / IBFAN)**

Ms. Patti Rundall  
ENCA  
United Kingdom

### **EUROPEAN VEGETABLE PROTEIN ASSOCIATION (EUVEPRO)**

Mr. Huub Scheres  
External affairs  
Dupont Nutrition  
Netherlands

### **FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES VINS ET SPIRITUEUX (FIVS)**

Ms. Laura Gelezuinas  
Manager  
FIVS  
France

Ms. Elisabetta Romeo-Vareille  
FIVS  
France

**FOOD INDUSTRY ASIA (FIA)**

Ms. Chenchill Kho  
Food Industry Asia  
Singapore

Ms. Kate Jiang  
Food Industry Asia  
Shanghai

Ms. Yifan Jiang  
Food Industry Asia  
Singapore

Ms. Teresa Lo  
Food Industry Asia  
Singapore

Ms. Chan See Mai  
Regulatory Affairs  
Food Industry Asia  
Singapore

Ms. Saniye Selen Dagkiran  
Regulatory Affairs Manager  
Food Industry Asia  
Netherlands

Ms. Nurul Husna Ahmad Ripaai  
Food Industry Asia  
Kuala Lumpur

Mr. Steve Tan  
Food Industry Asia  
Singapore

**FOOD SAFETY CONSORTIUM (FSC)**

Ms. Yan Yan Nelly Lam  
Senior Manager, Innovation and Technology  
Development Office, Food Safety Consortium  
The Hong Kong Polytechnic University  
China

Mr. Lok Ting Lau  
Interim Associate Vice-President (Innovation and  
Technology Development); Convener, Food Safety  
Consortium  
The Hong Kong Polytechnic University  
China

Mr. Yves Rey  
Senior Advisor  
Food Safety Consortiums Hong Kong  
France

**FOODDRINKEUROPE (FoodDrinkEurope)**

Mr. Alejandro Rodarte  
Manager Food Policy, Science and R&D  
FoodDrinkEurope  
Belgium

Ms. Angelika Mrohs  
Managing Director  
FoodDrinkEurope  
Germany

**HEALTH FOR ANIMALS (Health for Animals)**

Mr. Alexander Boettner  
Executive Director Global Regulatory Affairs  
Health for Animals  
Germany

Mr. Richard Coulter  
Senior Vice-President, Scientific & Regulatory Affairs  
Phibro Animal Health Corporation  
United States

Ms. Rachel Cumberbatch  
Director, International and Regulatory Affairs  
Animal Health Institute  
United States

Mr. Carel Du Marchie Sarvaas  
HEALTHFORANIMALS  
Belgium

Ms. Catherine Filejski  
President & CEO  
Canadian Animal Health Institute  
Canada

Ms. Laurie Hueneke  
Associate Vice President of Policy/Govern. Relations  
Merck Animal Health  
United States

Ms. Gabriella Ippolito  
Elanco  
United States

Mr. Michael McGowan  
Senior Director  
Zoetis  
United States

Ms. Sabine Schueller  
German Animal Health Association BfT /  
HealthforAnimals  
Germany

**HELEN KELLER INTERNATIONAL (HKI)**

Ms. Jane Badham  
Helen Keller International  
South Africa

**INSTITUTE OF FOOD TECHNOLOGISTS (IFT)**

Ms. Rosetta Newsome Gardner  
Institute of Food Technologists  
United States

**INTERNATIONAL CO-OPERATIVE ALLIANCE (ICA)**

Mr. Yuji Gejo  
ICA  
Japan

**INTERNATIONAL STEVIA COUNCIL (ISC)**

Mme. Maria Teresa Scardigli  
Executive Director  
ISC  
Belgium

**INTERNATIONAL ALLIANCE OF DIETARY/FOOD SUPPLEMENT ASSOCIATIONS (IADSA)**

Mr. Simon Pettman  
Executive Director  
IADSA  
United Kingdom

Ms. Cynthia Rousselot  
IADSA  
United Kingdom

**INTERNATIONAL BABY FOOD ACTION NETWORK (IBFAN)**

Mr. Bill Jeffery  
Centre for Health Science and Law  
Canada

Ms. Rufaro Madzima  
Infant Feeding Consultant  
IBFAN Africa  
Zimbabwe

Mr. Sithembiso Mnisi  
Program Manager  
IBFAN Africa  
South Africa

Ms. Nomajoni Ntombela  
Chairperson/Technical Advisor  
IBFAN Africa  
South Africa

Ms. Elisabeth Sterken  
IBFAN  
Canada

Ms. Nomvuyo Tyamzashe - Shongwe  
Acting Director  
IBFAN AFRICA  
South Africa

**INTERNATIONAL CHEWING GUM ASSOCIATION (ICGA)**

Mr. Christophe Lepretre  
Executive Director - Regulatory and Scientific Affairs  
ICGA - International Chewing Gum Association  
Belgium

**INTERNATIONAL CONFECTIONERY ASSOCIATION (CAOBISCO/ICA)**

Ms. Eleonora Alquati  
International Confectionery Association  
Belgium

Ms. Allison Graham  
International Confectionery Association  
United States

Ms. Debra Miller  
International Confectionery Association  
United States

Ms. Paige Smoyer  
International Confectionery Association  
United States

**INTERNATIONAL CO-OPERATIVE ALLIANCE (ICA)**

Mr. Kazuo Onitake  
International Co-operative Alliance (ICA)  
Japan

**INTERNATIONAL COUNCIL OF BEVERAGES ASSOCIATIONS (ICBA)**

Mr. Sunil Adsule  
International Council of Beverages Associations  
United States

Ms. Jacqueline Dillon  
International Council of Beverages Associations  
United States

Ms. Paivi Julkunen  
Codex Policy Advisor  
International Council of Beverages Associations  
United States

Ms. Katherine Loatman  
International Council of Beverages Associations  
United States

Ms. Simone SooHoo  
Director of Global Affairs  
International Council of Beverages Associations  
United States

Mr. Santiago Lopez  
Director para América Latina y el Caribe  
ICBA Latinamerica  
Colombia

**INTERNATIONAL COUNCIL OF GROCERY MANUFACTURERS ASSOCIATIONS (ICGMA)**

Ms. Nancy Wilkins  
Director, Regulatory Policy  
International Council of Grocery Manufacturers Associations  
United States

Mr. Mark Nelson  
MFN.FoodReg, LLC  
United States

**INTERNATIONAL COUNCIL ON AMINO ACID  
SCIENCE (ICAAS)**

Ms. Adriana Nosewicz  
Belgium

**INTERNATIONAL DAIRY FEDERATION (IDF/FIL)**

Ms. Luisa Candido  
International Dairy Federation (IDF)  
United Kingdom

Mr. Piercristiano Brazzale  
Chair of Spcc  
FIL-IDF  
Italy

Ms. Aurelie Dubois  
Science and Standards Programme Manager  
International Dairy Federation  
Belgium

Ms. Laurence Rycken  
International Dairy Federation  
Belgium

**INTERNATIONAL FEED INDUSTRY FEDERATION  
(IFIF)**

Ms. Leah Wilkinson Wilkinson  
International Feed Industry Federation  
United States

Ms. Alexandra De Athayde  
Executive Director  
International Feed Industry Federation (IFIF)  
Germany

**INTERNATIONAL FOOD POLICY RESEARCH  
INSTITUTE (IFPRI)**

Ms. Anne Mackenzie  
CCP  
IFPRI  
Canada

**INTERNATIONAL FROZEN FOOD ASSOCIATION  
(IFFA)**

Ms. Donna Garren  
Executive Vice President, Science and Policy  
American Frozen Food Institute  
United States

Mr. Sanjay Gummalla  
Sr. VP Scientific and Regulatory Affairs  
American Frozen Food Institute  
United States

**INTERNATIONAL FRUIT & VEGETABLE JUICE  
ASSOCIATION (IFU)**

Mr. John Collins  
Executive Director  
International Fruit & Vegetable Juice Association  
France

Mr. David Hammond  
Chair of IFU Legislation Commission  
International Fruit & Vegetable Juice Association  
France

**INTERNATIONAL GLUTAMATE TECHNICAL  
COMMITTEE (IGTC)**

Mme. Kaori Ono  
Ajinomoto Europe  
France

Mr. Kohmura Masanori  
Technical Advisor  
Japan

**INTERNATIONAL LACTATION CONSULTANT  
ASSOCIATION (ILCA)**

Mme. Maryse Arendt  
ILCA  
Luxembourg

**INTERNATIONAL MEAT SECRETARIAT (IMS)**

Ms. Trachelle Carr  
International Meat Secretariat  
France

Mr. Philip Corrigan  
Consultant  
International Meat Secretariat  
Ireland

Mr. Marc Henninger  
ELANCO FRANCE SAS  
France

Mr. Hsin Huang  
Secretary General  
International Meat Secretariat  
France

David Moss  
General Manager  
Canadian Cattlemen's Association  
Canada

**INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR  
STANDARDIZATION (ISO)**

Ms. Sandrine Espeillac  
Head of the Food Team / Committee Manager of  
ISO/TC 34 Food products ISO  
France

**INTERNATIONAL POULTRY COUNCIL (IPC)**

Mr. Nicolò Cinotti  
International Poultry Council  
Italy

Mr. Dennis Erpelding  
Science Advisor  
International Poultry Council  
United States

**INTERNATIONAL PROBIOTICS ASSOCIATION (IPA)**

Mr. George Paraskevacos  
International Probiotics Association  
United States

**INTERNATIONAL SPECIAL DIETARY FOODS INDUSTRIES (ISDI)**

Mme. Sandrine Alloncle  
Senior Global Nutrition Advisor  
ISDI  
Switzerland

Mr. Kaushik Janakiraman  
ISDI  
Netherlands

Mr. Jean Christophe Kremer  
Secretary General  
ISDI-International Special Dietary Foods Industries  
Belgium

**NATIONAL HEALTH FEDERATION (NHF)**

Mr. Scott Tips  
National Health Federation  
United States

**SSAFE**

Mr. Himanshu Gupta  
Board Member, SSAFE  
Switzerland

**THE CONSUMER GOODS FORUM (CGF)**

Ms. Anne Gerardi  
GFSI Regulatory Affairs Senior Manager  
GFSI - The Consumer Goods Forum  
France

Ms. Linda Okpala  
The Consumer Goods Forum  
France

**UNITED STATES PHARMACOPEIAL CONVENTION (USP)**

Mr. Richard Cantrill  
Consultant  
Canada

**WORLD CUSTOMS ORGANIZATION (WCO)**

Ms. Ozlem Soysanli  
Technical Officer  
World Customs Organization  
Belgium

**WORLD PUBLIC HEALTH NUTRITION ASSOCIATION (WPHNA)**

Ms. Margaret Miller  
President  
World Public Health Nutrition Association  
Australia

Ms. Angela Carriedo  
World Public Health Nutrition Association  
United Kingdom

**FAO PERSONNEL**

Mr. Godfrey Magwenzi  
 Directeur de Cabinet  
 Rome

Mme Maria Helena Semedo  
 Deputy Director General  
 Rome

Mr. Markus Lipp  
 Food Systems and Food Safety Division  
 Rome

Sridhar Dharmapuri  
 Senior Food Safety and Nutrition Officer  
 Bangkok

Mr. Vittorio Fattori  
 Food Safety and Quality Officer  
 Rome

Ms. Esther Garrido Gamarro  
 Fishery Officer  
 Rome

Ms. Mia Rowan  
 Programme Specialist  
 Rome

Ms. Maria Xipsiti  
 Nutrition Officer  
 Rome

Mr Kang Zhou  
 Food Safety and Quality Officer  
 Rome

Josephine Mckenna  
 Communication Consultant  
 Rome

**WHO PERSONNEL**

Dr. Francesco Branca  
 Director  
 Department of Nutrition and Food Safety (NFS)  
 Geneva

Dr. Peter K. Ben Embarek  
 Acting Unit Head  
 Department of Nutrition and Food Safety (NFS)  
 Geneva

Dr. Chizuru Nishida  
 Unit Head  
 Department of Nutrition and Food Safety (NFS)  
 Geneva

Mr. Soren Madsen  
 Acting Unit Head  
 Department of Nutrition and Food Safety (NFS)  
 Geneva

Dr. Amina Benyahia  
 Scientist  
 Department of Nutrition and Food Safety (NFS)  
 Geneva

Ms. Egle Granziera  
 Senior Legal Officer  
 WHO Office of the Legal Counsel  
 Geneva

Mr. Kim Petersen  
 Scientist  
 Department of Nutrition and Food Safety (NFS)  
 Geneva

Mr. Robert Lynam  
 Codex Trust Fund Administrator  
 Department of Nutrition and Food Safety (NFS)  
 Geneva

Dr. Rain Yamamoto  
 Scientist  
 Department of Nutrition and Food Safety (NFS)  
 Geneva

Dr. Peter Beyer  
 Senior advisor  
 Department of Surveillance, Prevention and Control  
 (SPC)  
 Geneva

Dr. Jorge Raul Matheu Alvarez  
 Project officer  
 Department of Surveillance, Prevention and Control  
 (SPC)  
 Geneva

Ms. Haruka Igarashi  
Technical officer  
Department of Nutrition and Food Safety (NFS)  
Geneva

Ms. Lusubilo Witson Mwamakamba  
Food Safety regional advisor  
WHO Office/African Region  
Ouagadougou

Dr. Margarita Corrales  
Food Safety regional advisor  
WHO Office/Region of the Americas  
Rio de Janeiro

Dr. Peter Sousa Hoejskov  
Food Safety regional advisor  
WHO Office/European region  
Copenhagen

Dr. Gyanendra Gongal  
Food Safety regional advisor  
WHO Office/ South-East Asia Region  
New Delhi

Dr Simone MORAES RASZL  
Food Safety regional advisor  
WHO Office/Western Pacific Region  
Manila

### SECRETARIAT

Mr. Tom Heilandt  
Secretary of the Codex Alimentarius Commission  
Rome

Ms. Sarah Cahill  
Senior Food Standards Officer  
Rome

Ms. Hilde Kruse  
Senior Food Standards Officer  
Rome

Ms. Verna Carolissen  
Food Standards Officer  
Rome

Ms. Gracia Brisco  
Food Standards Officer  
Geneva

Mr. Patrick Sekitoleko  
Food Standards Officer  
Rome

Ms. Lingping Zhang  
Food Standards Officer  
Rome

Ms. Myoengsin Choi  
Food Standards Officer  
Rome

Mr. Goro Maruno  
Food Standards Officer  
Rome

Mr. Farid El Haffar  
Technical Officer  
Rome

Mr. David Massey  
Special Advisor Codex Partnership Programme  
Rome

Mr. Roberto Sciotti  
Programme Specialist  
Rome

Mr. Giuseppe Di Chiera  
Programme Specialist  
Rome

Ms. Jocelyne Farruggia  
Office Assistant  
Rome

Ms. Ilaria Tarquinio  
Programme Assistant  
Rome

Mme. Florence Martin De Martino  
Clerk  
Rome

Mr. Peter Di Tommaso  
Clerk  
Rome

Mr. Robert Damiano  
IT Clerk  
Rome

Ms. Elaine Raher  
Office Assistant  
Rome



**Annexe II****LISTE DES NORMES ET TEXTES APPARENTÉS ADOPTÉS**

Les normes et textes apparentés adoptés ne seront publiés qu'après confirmation du CCFA et du CCFL, le cas échéant.

<b>Normes et textes apparentés</b>	<b>Référence</b>	<b>N° du travail</b>	<b>État d'avancement</b>
Norme régionale pour les préparations cuites à base de manioc fermenté	REP20/AFRICA Par. 76, Annexe III	N07-2015	Adoptée
Norme régionale pour les feuilles fraîches de <i>Gnetum</i> spp.	REP20/AFRICA Par. 84, Annexe IV	N09-2015	Adoptée
Norme régionale pour les produits du kava à usage de boisson lorsqu'ils sont mélangés à de l'eau	REP20/NASWP Par. 96 (i) et (ii), Annexe III	N01-2017	Adoptée
Norme pour les kiwis	REP20/FFV Par. 23, Annexe II	N11-2014	Adoptée
Norme pour les aux frais	REP20/FFV Par. 38, Annexe III	N09-2014	Adoptée
Norme pour les pommes de terre de conservation	REP20/FFV Par. 50, Annexe IV	N08-2014	Adoptée
Norme pour les ignames	REP20/FFV Par. 74, Annexe V	N01-2018	Adoptée
Code d'usages sur la gestion des allergènes alimentaires pour les exploitants du secteur alimentaire	REP20/FH Par. 26, Annexe II	N05-2018	Adopté
Révision des <i>Principes généraux d'hygiène alimentaire</i> (CXC 1-1969) et leur annexe sur le système HACCP	REP20/FH Par. 88, Annexe IV	N03-2016	Adoptée
Norme régionale pour le zaatar (mélange d'épices)	REP20/NE Par. 87	N13-2013	Adoptée
Inclusion de la gomme xanthane (SIN 415) et des pectines (SIN 440) dans la norme CXS 72-1981	REP20/NFSDU Par. 166	-	Adoptée
Norme pour la pâte de soja fermentée au piment fort (Gochujang)	REP20/PFV Par. 13, Annexe II	N17-2017	Adoptée
Norme pour la sauce au piment (sauce « chili ») (« piments forts »)	REP20/PFV Par. 15, Annexe III	N14-2017	Adoptée
Révision de la <i>Norme pour le chutney de mangue</i> (CXS 160-1987)	REP20/PFV Par. 17, Annexe IV	N15-2017	Adoptée
Norme générale pour les fruits séchés	REP20/PFV Par. 21, Annexe V	N18-2017	Adoptée
Norme générale pour les mélanges de fruits en conserve	REP20/PFV Par. 26, Annexe VI	N19-2017	Adoptée

<b>Normes et textes apparentés</b>	<b>Référence</b>	<b>N° du travail</b>	<b>État d'avancement</b>
Révision des Normes pour les <i>cornichons (concombres) en conserve</i> (CXS 115-1981), les <i>pousses de bambou en conserve</i> (CXS 241-2003) et les <i>confitures, gelées et marmelades</i> (CXS 296-2009)	REP20/PFV Par. 31, Annexe VII, Partie B	-	Adoptée
Révision de l'Annexe sur les pommes de terre frites dans la <i>Norme pour les légumes surgelés</i> (CXS 320-2015)	REP20/PFV Par. 33, Annexe VIII	-	Adoptée

**Annexe III****LISTE DES PROJETS DE NORMES ET TEXTES APPARENTÉS ADOPTÉS À L'ÉTAPE 5**

<b>Normes et textes apparentés</b>	<b>Référence</b>	<b>N° de travail</b>	<b>État d'avancement</b>
Norme régionale pour la viande séchée	REP20/AFRICA Par. 102, Annexe V	N07-2016	Adoptée
Norme régionale pour le jus de noni fermenté	REP20/NASWP Par. 83 (i), Annexe II	N01-2013	Adoptée
Directives pour la gestion des épidémies biologiques d'origine alimentaire	REP20/FH Par. 103, Annexe III	N06-2018	Adoptées
Révision de la <i>Norme pour les préparations de suite</i> : Section B: avant-projet pour les parties relatives au champ d'application, à la définition et à l'étiquetage	REP20/NFSDU Par. 85	N07-2013	Adoptée
Lignes directrices pour les aliments thérapeutiques prêts à l'emploi	REP20/NFSDU Par. 122	N05-2016	Adoptées
Révision du <i>Code d'usages visant à réduire au minimum et à maîtriser la résistance aux antimicrobiens</i> (CXC 61-2005)	REP20/AMR Par. 126	N28-2017	Adoptée

**Annexe IV****LISTE DES NORMES ET TEXTES APPARENTÉS RÉVOQUÉS**

<b>Normes et textes apparentés</b>	<b>Référence</b>
Dispositions relatives au <i>tartrate monosodique</i> (SIN 335(i)), au <i>tartrate monopotassique</i> (SIN 336(i)) et au <i>tartrate dipotassique</i> (SIN 336(ii)) dans les <i>Normes régionales pour la pâte de soja fermentée</i> (CXS 298R-2009) et <i>pour la sauce au piment (sauce « chili ») (« piments forts »)</i> (CXS 306R-2011)	REP20/ASIA Par. 57, Annexe II
<i>Norme régionale pour la pâte de soja fermentée au piment fort (Gochujang)</i> (CXS 294R-2009)	REP20/PFV Par. 14
<i>Norme régionale pour la sauce au piment (sauce « chili ») (« piments forts »)</i> (CXS 306R-2011)	REP20/PFV Par. 16
<i>Normes pour les abricots secs</i> (CXS 130-1981), les <i>dattes</i> (CXS 143-1985) et les <i>raisins secs</i> (CXS 67-1981)	REP20/PFV Par. 22
<i>Normes pour le cocktail de fruits en conserve</i> (CXS 78-1981) et <i>pour la macédoine de fruits tropicaux en conserve</i> (CXS 99-1981)	REP20/PFV Par. 27

**Annexe V****LISTE DES NOUVEAUX TRAVAUX APPROUVÉS**

<b>Organe du Codex</b>	<b>Texte</b>	<b>Référence et document de projet</b>	<b>N° du travail</b>
CCAFRICA	Directives à l'appui de l'harmonisation de la législation sur les denrées alimentaires dans la région couverte par le Comité de coordination du Codex pour l'Afrique	REP20/AFRICA, Par. 108	N01-2020
CCASIA	Élaboration d'une norme régionale pour les produits à base de soja fermenté sous l'action du microorganisme <i>Bacillus</i> spp.	REP20/ASIA, Par. 97 (i), Annexe V	N02-2020
	Élaboration d'une norme régionale pour les raviolis chinois surgelés	REP20/ASIA, Par. 102 (i), Annexe VI	N03-2020
	Élaboration d'une norme régionale pour le riz cuit enveloppé dans des feuilles	REP20/ASIA, Par. 112 (i), Annexe VII	N04-2020
CCFH	Directives de sécurité sanitaire pour l'utilisation et le recyclage de l'eau dans la production des aliments	REP20/FH, Par. 116, Annexe V	N05-2020
CCNE	Élaboration d'une norme régionale pour le maamoul	REP20/NE, Par. 109	N06-2020
CCPR	Listes de pesticides à examiner en priorité en 2021 par la JMPR	CX/PR 20/52/19, Annexes I et II CX/EXEC 20/79/2-Add.1, Annexe 3 Annexes I et II de ce document	N08-2020

**Annexe VI****LISTE DES TRAVAUX INTERROMPUS**

<b>Organe du Codex</b>	<b>Texte</b>	<b>Référence</b>
CCNE	Projet de norme régionale pour le labneh	REP20/NE Par. 45
CCNFSDU	Conditions pour une allégation « sans » AGT	REP20/NFSDU Par. 131
	Définition de la biofortification	REP20/NFSDU Par. 138

**Annexe VII****AMENDEMENTS AUX NORMES ET TEXTES APPARENTÉS DU CODEX**

<b>Organe du Codex</b>	<b>Texte</b>	<b>Référence</b>	<b>État d'avancement</b>
CCAFRICA	Amendements aux sections 3.2.2 et 3.4 de la <i>Norme régionale pour le beurre de karité</i> (CXS 325R-2017)	REP20/AFRICA, par. 40-41, Annexe VI.	Adoptés
CCCPL	Suppression de la section sur la taille des grains de la <i>Norme pour le quinoa</i> (CXS 333-2019)	CX/CAC 20/43/12	Adoptée

**Annexe VIII****PRÉSIDENTS DES ORGANES SUBSIDIAIRES DU CODEX**

Créés en vertu de l'article XI.1b)i)

<b>Code</b>	<b>Organe subsidiaire</b>	<b>Membre responsable</b>	<b>État actuel</b>
CX 703	Comité du Codex sur le lait et les produits laitiers	Nouvelle-Zélande	Ajourné <i>sine die</i>
CX 708	Comité du Codex sur les produits cacaotés et le chocolat	Suisse	Ajourné <i>sine die</i>
CX 709	Comité du Codex sur les graisses et les huiles	Malaisie	Actif
CX 710	Comité du Codex sur les sucres	Colombie	Ajourné <i>sine die</i>
CX 711	Comité du Codex sur les additifs alimentaires	Chine	Actif
CX 712	Comité du Codex sur l'hygiène alimentaire	États-Unis d'Amérique	Actif
CX 713	Comité du Codex sur les fruits et légumes traités	États-Unis d'Amérique	Ajourné <i>sine die</i>
CX 714	Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires	Canada	Actif
CX 715	Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage	Hongrie	Actif
CX 716	Comité du Codex sur les principes généraux	France	Actif
CX 718	Comité du Codex sur les résidus de pesticides	Chine	Actif
CX 719	Comité du Codex sur les eaux minérales naturelles	Suisse	Ajourné <i>sine die</i>
CX 720	Comité du Codex sur la nutrition et les aliments diététiques ou de régime	Allemagne	Actif
CX 722	Comité du Codex sur le poisson et les produits de la pêche	Norvège	Actif
CX 723	Comité du Codex sur l'hygiène de la viande	Nouvelle-Zélande	Ajourné <i>sine die</i>
CX 728	Comité du Codex sur les protéines végétales	Canada	Ajourné <i>sine die</i>
CX 729	Comité du Codex sur les céréales, les légumes secs et les légumineuses	États-Unis d'Amérique	Ajourné <i>sine die</i>
CX 730	Comité du Codex sur les résidus de médicaments vétérinaires dans les aliments	États-Unis d'Amérique	Actif
CX 731	Comité du Codex sur les fruits et légumes frais	Mexique	Actif
CX 733	Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires	Australie	Actif
CX 735	Comité du Codex sur les contaminants dans les aliments	Pays-Bas	Actif
CX 736	Comité du Codex sur les épices et les herbes culinaires	Inde	Actif
CX 804	Groupe intergouvernemental spécial du Codex sur la résistance aux antimicrobiens	République de Corée	Actif